Quatre-vingt-troisième année. — N° 9. Le Numéro : 12 francs. Mercredi 10 Janvier 1951.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Débats de l'Assemblée nationale	Débats du Conseil de la République	Débats de l'Assemblée de l'Union française	Avis et Rapports du Conseil économique	ÉDITION COMPLÈTE		
Compte Chèque postal : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et France d'outre-mer .	3.450	1.800	950	800	600	400	250	5.000	2.800	1.600
Etranger	6.600	3.400	1 750	2.100	1.600	800	450	12.500	6.550	3.500

L'Edition des LOIS ET DECRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle

L'Edition COMPLÈTE comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Ministères d'Etat.

RELATIONS AVEC LES ÉTATS ASSOCIÉS

Décret du 2 janvier 1951 portant désignation du secrétaire général du haut commissariat de France en Indochine (p. 371).

Décret du 3 janvier 1951 portant nomination d'un gouverneur général de la France d'outre-mer (p. 372).

Ministère de la justice.

Arrêté du 5 janvier 1951 portant institution à la direction de l'administration pénitentiaire d'une commission, en vue de la titularisation des employés auxiliaires dans les cadres complémentaires de bureau et de service (p. 372).

Arrêtés portant nomination, réintégration, admission à la retraite et acceptation de démission (éducation surveillée et greffiers) (p. 372).

Ministère des affaires étrangères.

Décret n° 51-30 du 6 janvier 1951 modifiant l'article 9 du décret n° 49-1571 du 10 décembre 1949 portant statut du conseil supérieur des Français de l'étranger (p. 372).

Ministère de l'intérieur.

Décret du 6 janvier 1951 portant reconnaissance d'une fondation comme établissement d'utilité publique et l'autorisant à accepter une attribution d'actif (p. 372).

Décret du 6 janvier 1951 portant reconnaissance d'utilité publique d'une association (p. 373).

Décret du 6 janvier 1951 portant modification des statuts d'une association reconnue d'utilité publique (p. 373).

Décret du 9 janvier 1951 mettant un préfet en position de service détaché (p. 373).

Arrêtés du 3 janvier 1951 portant modification du budget additionnel pour l'exercice 1950 et fixation du budget primitif pour l'exercice 1951 de la fondation Singer-Polignac (p. 373).

Ministère de la défense nationale.

Décrets du 9 janvier 1951 portant intégration d'officiers de réserve dans l'armée active (p. 373).

Arrêté du 29 décembre 1950 portant remise de débet (p. 373).

Arrêté du 5 janvier 1951 portant changement d'appellation de deux tribunaux militaires aux armées établis sur le territoire de l'Union indochinoise (p. 374).

Arrêté portant promotions, nominations, reclassements et radiations (corps auxiliaire des forces armées en Extrême-Orient) (p. 374).

Arrêtés portant promotions, mise « hors cadres, en mission », dégagement des cadres et modifiant les dispositions d'un précédent arrêté (armée de terre [active] et personnel administratif civil de la marine) (p. 376).

Décision portant classement dans le service d'état-major d'officiers et aspirants de réserve de l'armée de l'air ayant suivi le cycle complet d'instruction et subi avec succès l'examen de fin de stage du cours des officiers de réserve d'état-major (p. 377).

Tableau d'avancement de l'année 1950 pour l'emploi d'agent technique principal de 3e classe du service de santé de la marine et *arrêté* portant promotions (p. 378).

Tableaux d'avancement pour l'année 1951 des secrétaires administratifs principaux, des secrétaires administratifs et des agents administratifs de la marine (branche « commissariat et santé ») (p. 378).

Tableau de concours pour la médaille militaire concernant des militaires de l'armée de terre n'appartenant pas à l'armée active (années 1949-1950) (rectificatif) (p. 378).

Liste de tour de départ pour les colonies et les théâtres d'opérations extérieurs, établie à la date du 1er janvier 1951, en ce qui concerne les officiers et sous-officiers du service de la justice militaire (p. 378).

Ministères des finances et des affaires économiques et du budget.

Décret n° 51-31 du 6 janvier 1951 portant autorisation de dépenses à titre d'avance en excédent des crédits ouverts (p. 378).

Décret n° 51-32 du 9 janvier 1951 portant fixation des taux de divers impôts, droits et taxes (p. 379).

Décret n° 51-33 du 9 janvier 1951 portant modification des taxes intérieures de consommation, des droits de quai, du droit de francisation et du droit de timbre douanier, prévus par le code des douanes (p. 382).

Arrêté du 30 décembre 1950 prorogeant le groupement d'importation des produits pharmaceutiques (p. 383).

Arrêtés des 4 et 5 janvier 1951 fixant les rémunérations applicables, à compter du 25 décembre 1950, aux chargés de missions et secrétaires interprètes du commissariat général du plan et aux agents temporaires de l'institut national d'études démographiques (p. 384).

Arrêté du 5 janvier 1951 fixant les nouveaux traitements des chefs de service administratif (classe exceptionnelle) du secrétariat d'Etat aux forces armées (air) pour les années 1948 et 1949 (p. 385).

Arrêté du 5 janvier 1951 instituant auprès de la direction générale des finances du gouvernement général de l'Algérie une commission administrative paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires des cadres métropolitains de l'enregistrement et des domaines en service en Algérie (p. 385).

Arrêté du 8 janvier 1951 relatif aux produits et services dont les prix sont déterminés taxe à la production comprise (p. 386).

Arrêté du 9 janvier 1951 portant suspension du droit de douane d'importation applicable à l'étain brut (p. 386).

Arrêté du 9 janvier 1951 portant suspension provisoire des droits de douane d'importation applicables au zinc brut (p. 386).

Arrêté du 9 janvier 1951 relatif au payement sur états du droit de timbre afférent aux contrats de transports publics routiers de marchandises (p. 386).

Arrêté portant nomination de membres du comité contentieux prévu par l'article 27 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 (p. 387).

Arrêté conférant l'honorariat à un agent de change près la Bourse de Paris (p. 387).

Arrêtés portant promotions et détachements:

Administration centrale (p. 387).

Caisse des dépôts et consignations (p. 387).

Contrôle économique (p. 387).

Ministère de l'éducation nationale.

Décret n° 51-34 du 6 janvier 1951 tendant à l'application, à l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale, des dispositions du décret n° 49-753 du 8 juin 1949 relatif à l'organisation, dans les administrations centrales, de corps d'hommes d'équipe, d'agents du service intérieur et d'huissiers (p. 388).

Décrets des 6 et 9 janvier 1951 portant transformation de chaire, nomination de professeurs et conférant l'honorariat (enseignement supérieur) (p. 388).

Décret du 6 janvier 1951 portant nomination de professeurs honoraires au Collège de France (p. 388).

Arrêté du 4 janvier 1951 portant délégation de signature (p. 389).

Arrêté portant nomination, détachement et mise en position de mission d'inspecteurs généraux de l'enseignement français à l'étranger (p. 389).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

Arrêté du 10 novembre 1950 portant création d'un centre d'orientation professionnelle à Saint-Nazaire (p. 389).

Arrêté du 29 décembre 1950 modifiant l'arrêté du 29 janvier 1949 fixant les conditions de délivrance du diplôme d'ingénieur et du certificat d'ancien élève des écoles nationales d'ingénieurs arts et métiers (p. 389).

Arrêté relatif au transfert du centre d'apprentissage G 240, de Caen (Calvados) (rectificatif) (p. 390).

Arrêté portant inscription sur la liste des candidats admis au concours de recrutement de professeurs techniques adjoints des écoles nationales professionnelles et des collèges techniques (p. 390).

Arrêté portant nomination d'un élève professeur à l'école normale supérieure d'enseignement technique (p. 390).

Ministère de l'industrie et du commerce.

Citation à l'ordre de la Nation (p. 390).

Décret du 5 janvier 1951 portant remplacement d'un membre du conseil d'administration des houillères du bassin de Lorraine (p. 390).

Décret du 6 janvier 1951 autorisant la mutation de la concession de mines de fer de Droitaumont et la réunion de cette concession à celle de Bruville (Meurthe-et-Moselle) (p. 390).

Arrêté du 5 janvier 1951 portant affectation provisoire, au ministère de l'industrie et du commerce, d'un baraquement sis à Rethel (Ardennes) (p. 390).

Ministère de la France d'outre-mer.

Décret n° 50-1632 du 26 décembre 1950 modifiant le décret du 19 février 1942 réorganisant le service administratif colonial (p. 391).

Décrets du 26 décembre 1950 portant nominations dans la magistrature d'outre-mer (p. 391).

Décret du 8 janvier 1951 portant désignation du secrétaire général par intérim des Etablissements français de l'Océanie (p. 391).

Décret du 9 janvier 1951 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 391).

Arrêté du 27 décembre 1950 portant ouverture de crédits sur exercices clos (p. 391).

Arrêté plaçant en position de mission à l'étranger le directeur de l'institut français de l'Afrique noire (p. 391).

Arrêtés portant nomination, mise en position de mission, détachement et modifiant les dispositions de précédents arrêtés:

Administration générale (p. 391).

Administrateurs (p. 392).

Infirmières et sages-femmes (p. 392).

Travaux publics (p. 392).

Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Décret du 5 janvier 1951 approuvant les modifications apportées aux statuts d'une société mutualiste reconnue comme établissement d'utilité publique (p. 392).

Décret n° 51-35 du 6 janvier 1951 portant modification des statuts types des sociétés mutualistes, en ce qui concerne celles de ces sociétés gérant un régime spécial de sécurité sociale (p. 392).

Décret n° 50-1555 portant règlement d'administration publique relatif aux assemblées générales et aux élections dans l'organisation autonome d'allocation vieillesse de l'industrie et du commerce (rectificatif) (p. 395).

Arrêté du 29 décembre 1950 modifiant le tarif annexé à l'arrêté du 22 mars 1948, fixant le barème des cotisations prévu à l'article 2 de l'arrêté du 16 février 1948 pour les industries des cuirs et peaux, plumes et crins (accidents du travail) (p. 395).

Arrêtés du 29 décembre 1950 portant approbation des statuts et fusion de sociétés mutualistes (p. 395).

Arrêté du 2 janvier 1951 portant approbation des statuts de la Caisse algérienne mutuelle de prévoyance sociale des fonctionnaires (p. 395).

Arrêté modifiant l'arrêté du 27 novembre 1950 portant nomination des membres de la commission supérieure des allocations familiales (p. 395).

Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

Décret du 6 janvier 1951 portant création de l'office public départemental d'habitations à loyer modéré de la Savoie (p. 395).

Arrêtés des 18 août, 18 septembre et 4 décembre 1950 portant déclaration d'utilité publique et d'urgence d'opérations de remembrement prévues dans diverses communes (p. 396).

Arrêtés des 4 septembre et 7 octobre 1950 portant déclaration d'utilité publique et d'urgence de travaux de construction directe par l'Etat d'immeubles d'habitation de caractère définitif (p. 396).

Arrêté du 30 décembre 1950 portant institution dans une commune de la taxe de compensation sur les locaux inoccupés ou insuffisamment occupés (p. 396).

Arrêtés déclarant d'utilité publique et d'urgence la création de zones de compensation dans diverses communes (p. 396).

Ministère des anciens combattants et victimes de la guerre.

Arrêté portant intégrations (services extérieurs) (p. 395).

Ministère de la santé publique et de la population.

Arrêté portant nomination d'un auditeur au conseil supérieur d'hygiène publique de France (p. 397).

Arrêtés portant promotions et radiations des cadres (administration centrale et inspection de la population) (p. 397).

Arrêté modifiant et complétant la liste d'aptitude aux fonctions de médecin directeur de sanatoriums publics (rectificatif) (p. 397).

Tableau d'avancement, pour l'année 1951, dans le corps de l'inspection de la santé (p. 397).

Ministère des postes, télégraphes et téléphones.

Décret n° 51-36 du 6 janvier 1951 portant fixation du taux de la redevance unitaire afférente aux opérations d'épargne ou d'avances sur pensions effectuées par l'intermédiaire de l'administration des postes, télégraphes et téléphones (p. 392).

Ministère de la marine marchande.

Décret du 6 janvier 1951 portant nomination dans la réserve de l'armée de mer de trois officiers d'administration de l'inspection maritime (p. 397).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour. — Listes électorales des membres des groupes politiques (p. 397).

Conseil de la République. — Ordre du jour. — Listes électorales des membres des groupes politiques (*errata*) (p. 399).

INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour (p. 400).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation) (p. 400).

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Avis aux candidats pour le poste de chef du laboratoire de police technique de Lyon (p. 400).

MINISTÈRES DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU BUDGET

Avis aux importateurs de cotonnades originaires et en provenance d'Espagne (p. 400).

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Avis aux importateurs de cotonnades originaires et en provenance d'Espagne (p. 400).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Avis aux importateurs de porcs en provenance des territoires de l'Afrique du Nord (p. 400).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Avis de vacance du poste de directeur de l'hôpital-hospice de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) (p. 401).

Avis de vacance d'un poste à l'inspection de la population dans le département de l'Yonne (p. 401).

Avis de concours pour le recrutement d'un secrétaire stagiaire des établissements départementaux d'assistance de Seine-et-Oise (p. 401).

Avis de vacance d'un poste de médecin adjoint au sanatorium d'Oissel (Seine-Inférieure) (p. 401).

Avis de concours pour le recrutement de pharmaciens des hôpitaux et établissements publics de la circonscription sanitaire de Rouen (p. 401).

Avis de concours pour le recrutement d'un chef d'atelier de menuiserie à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry (p. 401).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Opérations des caisses d'épargne ordinaires avec la caisse des dépôts et consignations (p. 401).

Annonces (p. 402).

DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

N° 6 A. N.

Assemblée nationale. — Compte rendu *in extenso* des débats du mardi 9 janvier 1951. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 309).

N° 3 C. R.

Conseil de la République. — Compte rendu *in extenso* des débats du mardi 9 janvier 1951. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 101).

DEBATS DE L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

(PUBLICATION SPÉCIALE VENDUE SÉPARÉMENT)

N° 1

Compte rendu *in extenso* des débats du mardi 9 janvier 1951 (p. 1).

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

MINISTERES D'ETAT

RELATIONS AVEC LES ETATS ASSOCIES

Décret du 2 janvier 1950 portant désignation du secrétaire général du haut commissariat de France en Indochine.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu l'article 30 de la Constitution de la République française;

Vu le décret du 21 juillet 1921 portant réorganisation du personnel des gouverneurs généraux, gouverneurs des colonies et résidents supérieurs et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 6 février 1928 réglant notamment les conditions dans lesquelles sont exercées outre-mer les fonctions de secrétaire général d'un gouvernement général;

Vu le décret n° 47-559 du 27 mars 1947 fixant les attributions du haut commissaire de France en Indochine, en son article 8;

Vu le décret du 27 mars 1947 portant fixation des pouvoirs du haut commissaire de France en Indochine en matière de défense et de sécurité;

Vu le décret du 22 février 1950 portant désignation de M. Gautier en qualité de secrétaire général du gouvernement général de Madagascar et dépendances;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Gautier (Georges-Armand-Léon), gouverneur de 1re classe de la France d'outre-mer, secrétaire général du gouvernement général de Madagascar et dépendances, est mis à la disposition du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés.

Art. 2. — M. Gautier est nommé secrétaire général du haut commissariat de France en Indochine.

Art. 3. — Le président du conseil des ministres, le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés et le ministre de la

France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 janvier 1951.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:
Le président du conseil des ministres,
R. PLEVEN.

Le ministre d'Etat
chargé des relations avec les Etats associés,
JEAN LETOURNEAU.

Le ministre de la France d'outre-mer,
FRANÇOIS MITTERRAND.

Décret du 3 janvier 1951 portant nomination d'un gouverneur général de la France d'outre-mer.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu l'article 30 de la Constitution de la République française;

Vu le décret du 21 juillet 1921 portant réorganisation du personnel des gouverneurs généraux, gouverneurs des colonies et résidents supérieurs et les textes qui l'ont modifié;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Gautier (Georges-Armand-Léon), gouverneur de 1re classe, est nommé gouverneur général de la France d'outre-mer.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres, le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 janvier 1951.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:
Le président du conseil des ministres,
R. PLEVEN.

Le ministre d'Etat
chargé des relations avec les Etats associés,
JEAN LETOURNEAU.

Le ministre de la France d'outre-mer,
FRANÇOIS MITTERRAND.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décret n° 51-30 du 6 janvier 1951 modifiant l'article 9 du décret n° 49-1571 du 10 décembre 1949 portant statut du Conseil supérieur des Français de l'étranger.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 49-1571 du 10 décembre 1949 portant statut du Conseil supérieur des Français de l'étranger;

Vu le vœu émis par le Conseil supérieur des Français de l'étranger,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 9 du décret n° 49-1571 du 10 décembre 1949 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art. 9* (nouveau). — Le ministre préside le conseil supérieur qui élit, chaque année, un bureau permanent composé de deux vice-présidents et de cinq membres.

« Le secrétariat du conseil est assuré par les soins du service compétent du ministère des affaires étrangères qui établit l'ordre du jour de la session et adresse les convocations, établit les procès-verbaux des séances et communique ceux-ci aux membres du conseil ».

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 janvier 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre des affaires étrangères,
SCHUMAN.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Institution, à la direction de l'administration pénitentiaire, d'une commission en vue de la titularisation des employés auxiliaires dans les cadres complémentaires de bureau et de service.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'ordonnance du 21 mai 1945 relative à la titularisation des employés auxiliaires de l'Etat et ensemble les textes qui l'ont modifiée, notamment la loi du 3 avril 1950;

Vu le décret du 2 octobre 1945 fixant les conditions de recrutement et le statut des agents des cadres complémentaires;

Vu le décret du 5 septembre 1946 portant création de cadres complémentaires de bureau et de service dans les services extérieurs de l'administration pénitentiaire;

Sur la proposition du directeur de l'administration pénitentiaire,

Arrête:

Art. 1er. — Il est institué à la direction de l'administration pénitentiaire une commission chargée d'apprécier les titres des employés auxiliaires de l'Etat dépendant de cette administration et réunissant les conditions d'ancienneté fixées par la loi du 3 avril 1950 en vue de leur titularisation dans les cadres complémentaires de bureau et de service créés par le décret du 5 septembre 1946.

Cette commission est ainsi constituée:

Le directeur de l'administration pénitentiaire ou son représentant, président;

Le magistrat chargé du service du personnel à la direction de l'administration pénitentiaire ou son représentant;

Deux employés auxiliaires temporaires réunissant les conditions prévues par la loi du 3 avril 1950 pour être titularisés, élus par ceux de leurs collègues qui satisfont à ces mêmes conditions.

En cas de partage de voix, la voix du président sera prépondérante.

Le secrétariat de ladite commission est assuré par un magistrat ou un fonctionnaire en service à la direction de l'administration pénitentiaire. Ce dernier n'aura ni voix consultative, ni voix délibérative.

Art. 2. — Le directeur de l'administration pénitentiaire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 5 janvier 1951.

Par délégation:
Le directeur de l'administration pénitentiaire,
CHARLES GERMAIN.

Education surveillée.

Par arrêté du 15 décembre 1950, est nommé, à compter du 1er octobre 1950, aumônier du centre d'observation de Lyon, en remplacement de M. l'abbé Masciaux, démissionnaire, M. l'abbé Thomas-Billot (Paul), demeurant à la Providence Saint-André, Limonest (Rhône).

Par arrêté du 15 décembre 1950, est réintégré, en la même qualité, au centre d'observation de Lyon, M. Duperron (André), éducateur adjoint (3e classe) à l'institution publique d'éducation surveillée de Saint-Jodard, en congé de longue durée.

Par arrêté du 15 décembre 1950, est acceptée, à compter du 1er janvier 1951, la démission de M. Roux (Philippe), éducateur adjoint stagiaire au centre d'observation de Paris.

Greffiers.

Par arrêté du 29 décembre 1950, M. Bussac (Abel), greffier au tribunal de première instance de Marseille, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret du 6 janvier 1951 portant reconnaissance d'une fondation comme établissement d'utilité publique et l'autorisant à accepter une attribution d'actif.

Par décret en date du 6 janvier 1951, la fondation dite Comité d'accueil des élèves des écoles publiques en voyage d'études a été reconnue comme établissement d'utilité publique et autorisée à accepter l'attribution d'actif qui lui a été consentie par l'association dissoute du même nom.

Décret du 6 janvier 1951 portant reconnaissance d'utilité publique d'une association.

Par décret en date du 6 janvier 1951, l'association dite Association amicale des ingénieurs de l'école nationale supérieure des télécommunications, dont le siège est à Paris, est reconnue comme établissement d'utilité publique.

Décret du 6 janvier 1951 portant modification des statuts d'une association reconnue d'utilité publique.

Par décret en date du 6 janvier 1951, l'association dite Société d'économie et de sciences sociales, dont le siège est à Paris, a été autorisée à modifier ses statuts.

Décret du 9 janvier 1951 mettant un préfet en position de service détaché.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de l'intérieur,

Vu le décret du 19 juin 1950 relatif au statut particulier du corps préfectoral,

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Ribière (Henri), préfet de 1re classe en service détaché à la disposition de la présidence du conseil, est mis en position de service détaché à la disposition du ministère de l'industrie et du commerce.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 1951.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,

R. PLEVEN.

Le ministre de l'intérieur,

HENRI QUEUILLE.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,

EUGÈNE THOMAS.

Budget additionnel pour l'exercice 1950 et budget primitif pour l'exercice 1951 de la fondation Singer-Polignac.

Par arrêté interministériel en date du 3 janvier 1951, il est ouvert au budget de la fondation Singer-Polignac, en addition aux crédits alloués au titre du budget additionnel de l'exercice 1950, des crédits s'élevant à la somme totale de 133.212.890 F, provenant de dons et legs, d'intérêts de titres et fonds déposés au Trésor public ou à la caisse des dépôts et consignations et de recettes diverses.

Par arrêté interministériel en date du 3 janvier 1951, le budget primitif de la fondation Singer-Polignac, pour l'exercice 1951, est fixé, en recettes et en dépenses, à la somme totale de 7.759.000 F.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décret du 9 janvier 1951 portant intégration d'officiers de réserve dans l'armée active.

Par décret en date du 9 janvier 1951, sont admis dans l'armée active les officiers de réserve dont les noms suivent:

TROUPES METROPOLITAINES

Infanterie.

Avec le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 1er janvier 1951.)

MM. Cathala (Paul-François), lieutenant de réserve.
Filfetche (Jean-Louis), capitaine de réserve.
Roue (Jean-François-Louis), lieutenant de réserve.

Arme blindée et cavalerie.

Avec le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 1er janvier 1951.)

M. Mounier (Jean), lieutenant de réserve.

Avec le grade de sous-lieutenant.

(Pour prendre rang du 1er janvier 1951.)

M. Martin-Deheurles (Olivier), sous-lieutenant de réserve.

Train.

Avec le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 1er janvier 1951.)

MM. Curalucci de Peretti (Noël), lieutenant de réserve.
Faure (Bernard-Marie-Paul), lieutenant de réserve.

Génie (arme).

Avec le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 1er janvier 1951.)

M. Vassiliadis (Jean-Albert), lieutenant de réserve.

TROUPES COLONIALES

Infanterie.

Avec le grade de lieutenant.

(Pour prendre rang du 1er janvier 1951.)

MM. Berret (Lucien), lieutenant de réserve.
Moulene (Alain), lieutenant de réserve.
Schild (Fernand-Léon-Pierre), lieutenant de réserve.

(Pour prendre rang du 1er mars 1951.)

M. Mayaudon (Pierre), lieutenant de réserve.

M. le capitaine de réserve Elicetche (Jean-Louis), visé à l'article 1er, est nommé capitaine à titre temporaire dans l'armée active, à compter du 1er janvier 1951.

Décret du 9 janvier 1951 portant intégration d'officiers de réserve dans l'armée active.

Par décret en date du 9 janvier 1951, sont rappelés à l'activité les officiers en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps dont les noms suivent:

Infanterie métropolitaine.

Les capitaines:

MM. Comoy (Marie-Auguste-Jean-Alexis) (subdivision de Toulouse).
Hervé (Yves - Marie - Joseph - Maxime - Michel) (subdivision de Toulon).
Lebas de Lacour (René - Charles - Marie - Jules) (subdivision de Paris).
Mueth (Jean) (subdivision de Nancy).

Les lieutenants:

MM. Abadie (Jacques-François-Marie) (subdivision de Pau).
Anglade (Jacques-Jean-Joseph) (subdivision de Perpignan).
Billotet (Emile-André) (subdivision de Besançon).
Brana (René-Julien) (subdivision de Versailles).
Bresson (Fernand-Paul-Jean-Désiré) (subdivision d'Arras).
Guiton (Roger-Eugène-Charles) (subdivision de Lille).
Jacques (Raoul) (subdivision d'Angoulême).
Labrousse (Honoré) (subdivision de Paris).
Pacaud (Gustave-Pierre-Auguste) (subdivision de Toulon).
Rideau (Jacques) (subdivision de Bizerte).
Tordelli (André) (subdivision de Toulon).

Remise de débet.

Par arrêté du 29 décembre 1950, il est fait remise gracieuse à M. Milorad Lazarevitch, propriétaire à Béni Saf (Oran), de la somme de 48.000 F restant due sur celle de 83.000 F dont il a été constitué débiteur envers l'Etat, par décision du ministre de la guerre en date du 17 octobre 1947.

Changement d'appellation de deux tribunaux militaires aux armées établis sur le territoire de l'Union indochinoise.

Le ministre de la défense nationale,

Vu la loi du 9 mars 1928 portant revision du code de justice militaire pour l'armée de terre;

Vu les arrêtés en date du 24 septembre 1946 et 16 janvier 1947 portant respectivement création du tribunal militaire aux armées des troupes françaises d'Indochine du Nord et du tribunal militaire aux armées des troupes françaises de l'Annam,

Arrête:

Art 1er. — A la date du présent arrêté, le tribunal militaire aux armées des troupes françaises de l'Indochine du Nord, dont le siège est à Hanoï, prendra la dénomination de « Tribunal militaire aux armées des troupes françaises du Nord-Viet-Nam »

Art. 2. — A la même date, le tribunal militaire aux armées des troupes françaises de l'Annam, dont le siège est à Hué, prendra la dénomination de « Tribunal militaire aux armées des troupes françaises du Centre-Viet-Nam »

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 janvier 1951.

Le ministre de la défense nationale.
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
FRANÇOIS COLLAVERI.

Corps auxiliaire des forces armées en Extrême-Orient.

Par arrêté du 6 décembre 1950:

Sont nommés dans le corps auxiliaire des forces armées en Extrême-Orient (ex-corps militaire de liaison administrative pour l'Extrême-Orient), pour compter de la veille de leur embarquement, les officiers et sous-officiers dont les noms suivent:

Au grade d'officier de liaison administrative de 3e classe.

Kerboriou (Marcel), médecin.
Brunati (Jean), médecin.
Quijon (Henri), officier d'administration.
Roumajon (Yves), médecin.
Roubille (Roger), médecin.

Au grade d'officier adjoint de liaison administrative.

Rougier (Zina), médecin.
Clergeaud (Raymonde), médecin.
Louarn (François), médecin.
Maussat (Emile), médecin.
Jeint (Colette), médecin.
Cochin (Marie-Françoise), médecin.
Geria (Roger), pharmacien.
Meylheux (Roberte), pharmacien.
Jouveau (Francis), chirurgien dentiste.
Marcovici (Armand), chirurgien dentiste.
Lombardo (Jean), officier d'administration.
Brunet (Louis), médecin.
Gelis (René), officier d'administration
Leroux (Geneviève), médecin.

Au grade d'attaché de 1re classe de liaison administrative.

Durand (Lucien), pharmacien.
Becq (Marcel), officier d'administration.
Henriet (Pierre), officier d'administration.
Wolff (Léon), pharmacien.

Au grade d'attaché de 2e classe de liaison administrative.

Parenti (Charles), officier d'administration.
Rajer (Claudine), infirmière.
Faure (Jeanne), infirmière.
Carrousle (Marie), infirmière.
Geille (Suzanne), infirmière.
Gobe (Claude), infirmière.
Demoulin (Michèlle), infirmière.
Groysillier (Odette), infirmière.
Narjoz (Solange), infirmière.
Rabron (Paule), infirmière.
Defieux (Marie-Louise), infirmière.
Deuley (Thérèse), infirmière.
Vedel (Odette), infirmière.
Fournil (Raymonde), infirmière.
Gazeau (Hélène), infirmière
Lacheze (Germaine), infirmière sage-femme.
Brunel (Emilie), laborantine.
Nicolas (Geneviève), infirmière.
Poirier (Odette), infirmière.
Villaume (Monique), infirmière.
Leclerc (Albert), comptable.
Bonnard (Yvette), infirmière.
Charbonnier (Françoise), infirmière.
Destrumelle (Andrée), infirmière.
Feverstein (Renée), infirmière.
Goujon (Paulette), infirmière.
Hurliger (Yvette), infirmière.
Issot (Andrée), infirmière.
Laianne (Suzanne), infirmière.
Pelletier (Laurence), infirmière.
Pfister (Simone), secrétaire.
Petit (Madeleine), infirmière.
Queru (Marie-Madeleine), infirmière.
Raynier (Edmée), infirmière.
Sadier (Antoinette), infirmière.
Serreau (Marie-Françoise), infirmière.
Toitot (Marcelle), infirmière.

Au grade d'attaché stagiaire de liaison administrative.

Casserouill (Sauveur), comptable.
Giafferi (Vincent), comptable.
Poupet (Marguerite), infirmière,
Bourgeois (Bernard), comptable.
Delaporte (Renée), ambulancière.
Jardonnet (Paule), secrétaire.
Lauro (Antoine), comptable.
Thirard (Georges), comptable.

Au grade d'agent de 1re classe de liaison administrative.

Crahaux (Monique), manipulatrice radio.
Charlier (Lucien), préparateur en pharmacie.
Gaudard (François), préparateur en pharmacie.
Calendini (Antoine), comptable.
Delestre (Gilbert), comptable.
L'Hostis (Emile), comptable.
Tresse (Louis), comptable.
Tournerie (Simone), aide-infirmière.
Paviot (André), infirmier.
Barat (Jeanne), secrétaire dactylographe.
Fouquet (Félix), comptable.
Guillemot (Yves), infirmier.
Halimi (Emile), comptable.
Jeannot (Jeanne), infirmière.
Rincel (Noëlle), secrétaire.
Vigot (Paul), infirmier.
Voidey (Henry), comptable.

Au grade d'agent de 2e classe de liaison administrative.

Manfredini (Armand), infirmier.
Viguie (Pierre), infirmier.
Guillard (Marcel), préparateur en pharmacie.
Loukianoff-Clemot (Serge), préparateur en pharmacie.
Mesple (Pierre), comptable.
Pelissier (Armand), comptable.
Bonnardel (Suzanne), sténodactylographe.
Blanc (Marie-Blanche), sténodactylographe.
Devaux (Paulette), sténodactylographe.
Fabre (Marthe), sténodactylographe.
Ladreyt (Rachel), sténodactylographe.
Malbran (Suzanne), sténodactylographe.
Mosse (Jeanne), sténodactylographe.
Loi-el (Marie-France), sténodactylographe.
Castor (Stanislas), sténodactylographe
Gorsse (Michel), infirmier.
Abba (Jeanine), sténodactylographe.
Colin (Georgette), sténodactylographe.
Marchand (Jacqueline), sténodactylographe.
Persuy (Mauricette), sténodactylographe.
Beguin (Louis), infirmier.
Baroche (Raymond), mécanicien dentiste.
Clerc (Paul), chef d'atelier.
Celeste (Michel), mécanicien dentiste.
Caille (Eliane), sténodactylographe.
Deslaviere (Armande), secrétaire.
Guillon (Henri), chef d'atelier.
Mathieu (Johannès), infirmier.
Roinard (Marcel), mécanicien dentiste.
Redondy (Henri), comptable.
Simon (Jacques), infirmier.

Au grade de commis de 1re classe de liaison administrative.

Lan (Fernand), mécanicien dentiste.
Lisa (Frédéric), mécanicien dentiste.
Olcese (René), mécanicien dentiste.
Jean (Paule), sténodactylographe
Ladoue (Jeannine), sténodactylographe
Perreton (Josette), sténodactylographe.
Coru (Roger), chauffeur mécanicien.
Guilloteau (Jean), chauffeur mécanicien.
Menard (Jean), chauffeur mécanicien.
Paupert (Emilien), chauffeur mécanicien.
Pieri (Jacques), chauffeur mécanicien.
Fouyer (Jean), chauffeur.
Chapuis (Henri), infirmier.
Desmons (Louis), comptable.
Witrowski (Michel), mécanicien dentiste.

Au grade de commis de 2e classe de liaison administrative.

Bruge (Roger), chauffeur.
Boulard (Georges), chauffeur.
Bauer (Pierre), comptable.
Chevreau (Auguste), chauffeur.
Clement (André), laborantin.
Dupuich (Jacques), chauffeur.
Fortune (Auguste), infirmier.
Geindre (Bernard), infirmier.
Girault (Raymond), chauffeur.
Gilly (Edouard), ambulancier.
Hertault (Georges), comptable.
Houy (Constant), chauffeur mécanicien.
Lepage (Robert), chauffeur.
Mocellin (Lucien), chauffeur.
Rio (Eugène), chauffeur.
Rossi (Joseph), chauffeur.

Sont nommés dans le corps auxiliaire des forces armées en Extrême-Orient pour compter des dates ci-après mentionnées les officiers et sous-officiers dont les noms suivent:

Au grade d'attaché de 1re classe de liaison administrative.

Tiberi (Antoine), officier d'administration, pour compter du 1er avril 1950.

Au grade d'attaché stagiaire de liaison administrative.

Felix (Edouard), secrétaire comptable, pour compter du 1er avril 1950.

Au grade d'agent de 1re classe de liaison administrative.

Dulas (Paulette), secrétaire, pour compter du 1er mai 1950.

Miroir (Roger), mécanicien auto, pour compter du 16 mars 1950.

Zimmermann (Ernest), comptable, pour compter du 1er septembre 1950.

Au grade d'agent de 2e classe de liaison administrative.

Henry (Marie-Madeleine), infirmière, pour compter du 1er juin 1950.

Janvier-Savary (Cannou), laborantin, pour compter du 9 juin 1950.

Dubois (Mathias), secrétaire, pour compter du 13 novembre 1950.

Au grade de commis de 1re classe de liaison administrative.

Arnaud (Jean), secrétaire, pour compter du 16 avril 1950

Campello (Georges), secrétaire comptable, pour compter du 1er mai 1950.

Jouandaud (Maurice), secrétaire, pour compter du 16 avril 1950.

Lahana (Léontine), sténodactylographe, pour compter du 1er mai 1950.

Perriquet (François), secrétaire, pour compter du 1er mai 1950.

Salmon (Noël), infirmier (écritures), pour compter du 16 avril 1950.

Chazeau (André), secrétaire, pour compter du 1er septembre 1950.

Liliani (René), infirmier, pour compter du 17 octobre 1950.

Samedi (Albert), mécanicien, pour compter du 16 août 1950.

Touati (Salomon), comptable, pour compter du 16 septembre 1950.

Au grade de commis de 2e classe de liaison administrative.

Traup (Roger), secrétaire, pour compter du 1er août 1950.

Benony (Erard), secrétaire, pour compter du 16 septembre 1950.

Cros (Louis), secrétaire, pour compter du 1er septembre 1950.

Sont radiés du corps auxiliaire des forces armées en Extrême-Orient, pour compter des dates ci-après mentionnées, les officiers et sous-officiers dont les noms suivent :

Officiers de 2e classe.

Jossinet (François), pour compter du 6 juillet 1950.

Marcaillou d'Aymerie (Auguste), pour compter du 24 juin 1950.

Officiers de 3e classe.

Imbert (Alexandre), pour compter du 22 juin 1950.

Leuret (Jean), pour compter du 30 juin 1950.

Pascal (Marcel), pour compter du 3 juin 1950.

Officiers adjoints.

Genillier (Elie), pour compter du 11 mai 1950.

Dille (Maurice), pour compter du 24 août 1950.

Bastien (Claude), pour compter du 6 juin 1950.

Carre (Robert), pour compter du 26 mai 1950.

Michelat (Claude), pour compter du 17 juin 1950.

Chizarain (Jacques), pour compter du 24 décembre 1950.

Bardonnet (Georges), pour compter du 27 juillet 1950.

Bornstein (Fabius), pour compter du 24 juin 1950.

Harter (Jean-Claude), pour compter du 7 juillet 1950.

Leroux (André), pour compter du 30 juin 1950.

Thouzet (Alphonse), pour compter du 17 juin 1950.

Kerneis (René), pour compter du 28 mai 1950.

Bordages (Paulette), pour compter du 7 août 1950.

Fourre (Renée), pour compter du 7 août 1950.

Taxil (Lucienne), pour compter du 8 août 1950.

Guerlin (Marie), pour compter du 1er juillet 1950.

Quillet (Jack), pour compter du 24 juillet 1950

Vigouroux (Jacques), pour compter du 24 novembre 1950.

Mirlin (Albert), pour compter du 11 octobre 1950.

Benoist (M.-Josèphe), pour compter du 23 août 1950.

Brunelière (Fernande), pour compter du 16 septembre 1950.

Cherchewski (Michel), pour compter du 11 septembre 1950.

Grunberg (Isidore), pour compter du 23 août 1950.

Attachés de 1re classe.

Cherion (Odile), pour compter du 28 juin 1950.

Bourven (Alexis), pour compter du 4 mai 1950.

Nicolas (Simone), pour compter du 21 mars 1950.

Duval (Alfred), pour compter du 9 mai 1950.

Wilay (Marcelle), pour compter du 24 juillet 1950.

Berquet (Marguerite), pour compter du 1er juillet 1950.

Duvernier (Gilles), pour compter du 31 juillet 1950.

Gosserez (Marcel), pour compter du 1er août 1950.

Jamain (Cécile), pour compter du 14 janvier 1951.

Lecorre (Joseph), pour compter du 11 octobre 1950

Fazon (Guy), pour compter du 23 août 1950.

Leroy (Bernard), pour compter du 23 août 1950.

Meunier (Albert), pour compter du 22 septembre 1950.

Attachés de 2e classe.

Villani (Odette), pour compter du 17 novembre 1950.

Mamo (Fredly), pour compter du 11 avril 1950.

Nenan (Fernande), pour compter du 14 avril 1950.

Bousson (Suzanne), pour compter du 25 mai 1950.

Ouagne (Edmonde), pour compter du 9 juin 1950.

Pernodet (Jeanne), pour compter du 7 juin 1950.

Beissière (Madeleine), pour compter du 2 mars 1950.

Damart (Claude), pour compter du 5 juillet 1950.

Florin (Andrée), pour compter du 12 juillet 1950.

Leprince (Marcelle), pour compter du 21 juillet 1950.

Didier (Georgette), pour compter du 6 août 1950.

Fache (Louise), pour compter du 1er juillet 1950.

Gœlchebeur (Valentine), pour compter du 15 octobre 1950.

Demarest (Thérèse), pour compter du 9 novembre 1950.

Maicon (Charles), pour compter du 16 juin 1950.

Pudebat (Eglantine), pour compter du 1er septembre 1950.

Guedel (Yvonne), pour compter du 16 octobre 1950.

Rouergue (Gabrielle), pour compter du 23 octobre 1950.

Monnot (Gaelle), pour compter du 10 octobre 1950

Mallet (Jean), pour compter du 14 octobre 1950.

Benoît (Rose), pour compter du 22 septembre 1950.

Balleydier (Jeanne), pour compter du 6 juin 1950.

Coutrix (Noëlle), pour compter du 1er septembre 1950.

Hervin (Paule), pour compter du 9 août 1950.

Lano (Louise), pour compter du 28 septembre 1950.

Morellon (Mireille), pour compter du 22 septembre 1950.

Olivry (Paulette), pour compter du 14 septembre 1950.

Pacaud (Thérèse), pour compter du 17 août 1950.

Attachés stagiaires.

Poyet (Jeanne), pour compter du 22 juin 1950.

Raymondon (Geneviève), pour compter du 24 août 1950

Deloison (Marcelle), pour compter du 3 mars 1950.

Poulain (Marcel), pour compter du 5 août 1950.

Agents de 1re classe.

Fagot (Henri), pour compter du 15 avril 1950.

Mouminoux (Albert), pour compter du 14 avril 1950.

Sicard (Marguerite), pour compter du 18 avril 1950.

L'Huillier (Yvonne), pour compter du 8 janvier 1950.

Pascal (Huguette), pour compter du 3 juin 1950.

Bouquisse (Marcelle), pour compter du 22 juin 1950.

Maniccia (Marthe), pour compter du 13 juillet 1950.

Duc (Madeleine), pour compter du 14 octobre 1950.

Delprat (Hélène), pour compter du 15 août 1950.

Heller (Lucie), pour compter du 15 août 1950.

Landreau (Yvette), pour compter du 31 juillet 1950.

Eveillard (Georges), pour compter du 18 octobre 1950.

Pigneux (Camille), pour compter du 21 octobre 1950.

Leccia (Marguerite), pour compter du 18 octobre 1950.

Dubois (Marcelle), pour compter du 16 octobre 1950.

Barrière (Marie), pour compter du 15 octobre 1950

Penn (Yves), pour compter du 18 janvier 1950.

Piotrovsky (Simone), pour compter du 10 octobre 1950.

Agents de 2e classe.

Varengle (Germaine), pour compter du 3 mars 1950.

Burke (Pauline), pour compter du 10 avril 1950.

Choquer (Yvonne), pour compter du 12 août 1950.

Guilhung (Juliette), pour compter du 25 août 1950.

Pemeja (Renée), pour compter du 6 juin 1950.

Vanlhomme (Gérard), pour compter du 11 juin 1950.

Connat (Geneviève), pour compter du 8 septembre 1950.

Duchez (Suzanne), pour compter du 16 avril 1950.

Roppe (Jean), pour compter du 10 mai 1950.

Gaillard (Léone), pour compter du 28 juillet 1950.

Dagron (Noëlle), pour compter du 9 juillet 1950.

Cossu (François), pour compter du 15 août 1950.

Lamorisse (Jeanne), pour compter du 24 mai 1950.

Huet (Madeleine), pour compter du 10 août 1950.

Diss (Louisa), pour compter du 24 octobre 1950.

Lausent (Yvonne), pour compter du 15 octobre 1950.

Pradayrol (Henriette), pour compter du 10 décembre 1950.

Chevalier (Marie-Thérèse), pour compter du 14 octobre 1950.

Collin (Roger), pour compter du 18 septembre 1950.

Commis de 1re classe.

André (Paul), pour compter du 12 octobre 1950.

Badre (Augustine), pour compter du 5 avril 1950.

Boulanger (Gilbert), pour compter du 3 mai 1950.

Mehard (Paulette), pour compter du 19 mai 1950.

Templier (André), pour compter du 15 avril 1950.

Follet (Paulette), pour compter du 15 juin 1950.

Laforge (Maurice), pour compter du 2 juin 1950.

Gautier (Ernest), pour compter du 7 mars 1950.

Ducrot (Marie-Rose), pour compter du 3 août 1950.

Sœur (Gabriel), pour compter du 6 août 1950.

Vuitteney (Denise), pour compter du 6 août 1950.

Nicoli (Henriette), pour compter du 1er juillet 1950.

Badet (Madeleine), pour compter du 26 novembre 1950.

Jouandaud (Maurice), pour compter du 15 octobre 1950.

Trèfle (Yvonne), pour compter du 16 novembre 1950.

Wirtz (Odile), pour compter du 1er septembre 1950.

Wiedler (Albert), pour compter du 27 octobre 1950.

André (Madeleine), pour compter du 28 septembre 1950.

Chupin (Jeanne), pour compter du 2 septembre 1950

Grall (Amédée), pour compter du 19 septembre 1950.

Commis de 2e classe.

Garnier (Georges), pour compter du 25 avril 1950.
Raels (Jean), pour compter du 7 juin 1950.
Sauvadet (Hippolyte), pour compter du 8 septembre 1950.
Chauvreau (Raymond), pour compter du 16 mai 1950.
Pau (Roland), pour compter du 28 juin 1950.
Gamet (Gilberte), pour compter du 23 mai 1950.
Tasquier (Renée), pour compter du 25 septembre 1950.
Julliard (Gilbert), pour compter du 16 juillet 1950.
Dumain-Lombard (Andrée), pour compter du 25 juillet 1950.
Hernaer (Gisèle), pour compter du 17 juin 1950.
Gressin (Paulette), pour compter du 30 juillet 1950.
Roger (Robert), pour compter du 4 janvier 1950.
Labbé (Rémy), pour compter du 7 octobre 1950.
Hadeff (Marcelle), pour compter du 23 septembre 1950.
Bordenave (Georges), pour compter du 26 septembre 1950.
Paris (André), pour compter du 10 octobre 1950.

Sont reclassés dans le corps auxiliaire des forces armées en Extrême-Orient pour compter des dates ci-après mentionnées les officiers et sous-officiers dont les noms suivent:

Au grade d'officier de liaison administrative de 3e classe.

Bousin (Maurice), off. adm., pour compter du 3 novembre 1950.

Au grade d'officier adjoint de liaison administrative.

Grunberg (Claudine), médecin, pour compter du 10 décembre 1949.

Au grade d'attaché de liaison administrative de 1re classe.

Lubatti (Louis), off. adm., pour compter du 20 mai 1949 pour l'ancienneté et du 4 avril 1950 pour la solde.

Au grade d'attaché de liaison administrative de 2e classe.

Joset (Maurice), masseur, pour compter du 1er juillet 1950.

Au grade d'attaché stagiaire.

Lagier (Robert), comptable, pour compter du 1er juillet 1950.

Sont promus dans le corps auxiliaire des forces armées en Extrême-Orient pour compter des dates ci-après mentionnées les officiers et sous-officiers dont les noms suivent:

Au grade d'officier de 3e classe de liaison administrative.

Gabillot (Marcel), médecin, pour compter du 1er juillet 1950.

Au grade d'attaché de 1re classe de liaison administrative.

Taviaux (Maurice), officier administratif, pour compter du 1er juillet 1950.
Maheut (Raymond), officier administratif, pour compter du 1er juillet 1950.
Caron (Lucienne), officier administratif, pour compter du 1er juillet 1950.

Au grade d'attaché de 2e classe de liaison administrative.

Renvoise (Lucien), préparateur en chimie, pour compter du 1er juillet 1950.
Le Bris (Henriette), infirmière secrétaire médicale, pour compter du 1er juillet 1950.
Isnard-Maréchal (Paule), infirmière secrétaire médicale, pour compter du 1er juillet 1950.
Faurie (Hélène), infirmière major, pour compter du 1er juillet 1950.

Au grade d'attaché stagiaire de liaison administrative.

Le Vourch (Louis), secrétaire comptable, pour compter du 1er juillet 1950.
Virvaleix (Germaine), secrétaire médecin, pour compter du 1er juillet 1950.
Hourdiaux (Marie), infirmière hospitalière, pour compter du 1er juillet 1950.
Bertrand (Laure), infirmière réanimatrice, pour compter du 1er juillet 1950.
Pluche (Paulette), secrétaire sténodactylographe, pour compter du 1er juillet 1950.

Au grade d'agent de 1re classe de liaison administrative.

Hareux (Robert), comptable, pour compter du 1er juillet 1950.
Wieder (Albert), mécanicien sur moteur, pour compter du 1er juillet 1950.
Bambuck (Maurice), infirmier, pour compter du 1er juillet 1950.
Bonnel (Claire), infirmière médicale, pour compter du 1er juillet 1950.
Pochot (Gabrielle), infirmière chirurgicale, pour compter du 1er juillet 1950.
Brochard (Simone), infirmière, pour compter du 1er juillet 1950.
Contant (Renée), secrétaire sténodactylographe, pour compter du 1er juillet 1950.
Lannurien (Annick), secrétaire dactylographe, pour compter du 1er juillet 1950.
Pivonnet (Denise), secrétaire dactylographe, pour compter du 1er juillet 1950.
Caron (Raymonde), secrétaire médicale, pour compter du 1er juillet 1950.

Au grade d'agent de 2e classe de liaison administrative.

Buet (Marcel), infirmier, pour compter du 1er juillet 1950.
Sureau (Léon), secrétaire comptable, pour compter du 1er juillet 1950.
Frezard (Louis), secrétaire, pour compter du 1er juillet 1950.
Antoine (Joseph), aide-préparateur, pour compter du 1er juillet 1950.
Mac Bean (Julien), secrétaire rédacteur, pour compter du 1er juillet 1950.
Saint-Aubin (Robert), chef de section auto, pour compter du 1er juillet 1950.
Barrio (Joseph), secrétaire, pour compter du 1er juillet 1950.
Mauviel (Pierre), mécanicien-dentiste, pour compter du 1er juillet 1950.
Lutz (Alfred), secrétaire, pour compter du 1er juillet 1950.
Chenevière (Simone), infirmière, pour compter du 1er juillet 1950.
Bousseau (Marcelle), secrétaire dactylographe, pour compter du 1er juillet 1950.
Dumas (Josette), secrétaire sténodactylographe, pour compter du 1er juillet 1950.

Au grade de commis de 1re classe de liaison administrative.

Pasquier (René), secrétaire, pour compter du 1er juillet 1950.
Maury (Paule), secrétaire sténodactylographe, pour compter du 1er juillet 1950.

Armée de terre (active).

Par arrêté du 16 décembre 1950, M. le colonel d'infanterie coloniale Gracieux (Jean) est placé « Hors cadres, en mission », au titre de la présidence du conseil, à compter du 1er novembre 1950.

La rémunération de cet officier supérieur, qui supportera les retenues légales sur la solde d'activité qui lui serait allouée s'il était dans les cadres, sera imputée au budget de la présidence du conseil.

Le ministre de la défense nationale,

Vu le titre II de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946 portant fixation du budget général (dépenses militaires) de l'exercice 1946;

Vu l'instruction n° 1165 CAB/MIL/GUE/PK du 8 juin 1946, pour l'application des dispositions du titre II de ladite loi,

Arrête:

Art. 1er. — M. le vétérinaire capitaine Monpert (Roger-Joseph-Etienne), déjà bénéficiaire de l'article 12 de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946, est admis, à compter du 1er janvier 1951, au bénéfice des dispositions de l'article 7 de ladite loi.

Art. 2. — Les conditions dans lesquelles M. Monpert recevra application de l'article 10 et, le cas échéant, de l'article 13 de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946, feront l'objet de dispositions ultérieures.

De même, un arrêté ultérieur fixera les conditions d'application à cet officier des dispositions de l'article 11 de la loi susvisée.

Art. 3. — Le directeur du service vétérinaire de la 3e région militaire à Rennes est chargé de la notification du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 décembre 1950.

Pour le ministre de la défense nationale et par délégation:
Le secrétaire général aux forces armées
(services communs),
KAHN.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre),

Vu l'ordonnance du 29 novembre 1944 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés;

Vu l'arrêté du 21 juillet 1950 portant délégation de signature,

Arrête:

Art. 1er. — L'arrêté du 11 mars 1947 portant réparation de préjudice de carrière en ce qui concerne le maréchal des logis chef Kann (Alexandre), du cadre des agents des corps de troupe coloniaux, est modifié comme suit:

A l'article 1er, 2e alinéa, au lieu de: « M. Kann est considéré comme ayant servi sans interruption dans l'armée active et rayé des cadres à la date à laquelle il a atteint la limite d'âge de son grade », lire: « M. Kann est considéré comme ayant servi sans interruption dans l'armée active jusqu'à la date à laquelle il a été rayé des cadres en application des dispositions de la loi du 5 avril 1946 ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 décembre 1950.

Pour le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre)
et par délégation:
Le chef de l'état-major particulier,
G. GHISLAIN.

Personnel administratif civil de la marine.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la marine, en date du 4 janvier 1951, sont promus dans le personnel administratif civil de la marine, branche « Comptables des matières »:

(Pour compter du 31 décembre 1950.)

A l'emploi de secrétaire administratif de 2e classe.

(1er échelon.)

Les secrétaires administratifs stagiaires désignés ci-après:

M. Rangeard (Jean-Ernest), port matriculaire Brest, avec une bonification pour services militaires de 6 ans 9 mois 26 jours.

M. Moreau (Armand-Pierre-Louis-René), port matriculaire Brest, avec une bonification pour services militaires de 5 ans 16 jours.

M. Viola (Sauveur-Roch), port matriculaire Toulon, avec une bonification pour services militaires de 4 ans 9 mois 23 jours.

M. Casula (Jean-Armand), port matriculaire Toulon, avec une bonification pour services militaires de 4 ans 2 mois 18 jours.

M. Bernard (Gilbert-Auguste), port matriculaire Cherbourg, avec une bonification pour services militaires de 3 ans 6 mois 2 jours.

M. Lanièce (Roger-Pierre), port matriculaire Cherbourg, avec une bonification pour services militaires de 3 ans 4 mois 15 jours.

M. Sabourin (René-Jean-Félix), port matriculaire Toulon, avec une bonification pour services militaires de 2 ans 6 mois.

M. Perennes (Charles), port matriculaire Brest, avec une bonification pour services militaires de 1 an 5 mois 18 jours.

M. Helou (Jean), port matriculaire Brest, avec une bonification pour services militaires de 11 mois 12 jours.

M. Lardin (Albert), port matriculaire Brest, avec une bonification pour services militaires de 9 mois 15 jours.

Classement dans le service d'état-major d'officiers et aspirants de réserve de l'armée de l'air ayant suivi le cycle complet d'instruction et subi avec succès l'examen de fin de stage du cours des officiers de réserve d'état-major.

Par décision du 28 décembre 1950, sont classés dans le service d'état-major, les officiers et aspirants de réserve dont les noms suivent, ayant suivi le cycle complet d'instruction et subi avec succès l'examen de fin de stage du cours des officiers de réserve d'état-major:

MM

Bailet (Jacques-Maurice-Emile), lieutenant-colonel, centre mobilisateur n° 222.
Brobard (Jean-Joseph), commandant, centre mobilisateur n° 222.
Calisti (Pierre-Marie-Louis), commandant, centre mobilisateur n° 223.
Desmaroux (Paul-René-Georges-Marie), commandant, centre mobilisateur n° 222.
Deschodt (Gustave-Jean-Laurent), lieutenant, centre mobilisateur n° 222.
Ferran (Emile-Edouard-Georges), capitaine, centre mobilisateur n° 222.
Foret (Maurice-Raymond-Laurent), capitaine, centre mobilisateur n° 224.
Gaubinier (Paul-Eugène-Henri), lieutenant-colonel, centre mobilisateur n° 222.
Haon (Frédéric-Alphonse-Emmanuel), commandant, centre mobilisateur n° 224.
Jacquet (Georges), lieutenant, centre mobilisateur n° 227.
Larrieux (Gaston-René), lieutenant, centre mobilisateur n° 223.
Leroy (Roger-Joseph), capitaine, centre mobilisateur n° 221.
Louviot (René-Félix), commandant, centre mobilisateur n° 225.
De Marolles (Robert-Marie-Jules), lieutenant-colonel, centre mobilisateur n° 222.
Perin (Henri-Edmond), lieutenant, centre mobilisateur n° 225.
Poncet (Gilbert), lieutenant, centre mobilisateur n° 224.
Prat (Félix-Pierre), commandant, centre mobilisateur n° 222.
Rennesson (Roger-Alphonse-Félix-Clément), commandant, centre mobilisateur n° 222.
Robert-de-Saint-Victor (Louis-Charles-Marie), capitaine, centre mobilisateur n° 224.
Simonie (Maurice-Jean-Albert), lieutenant, centre mobilisateur
Solomon (Jean), aspirant, centre mobilisateur n° 225.
Vanlaer (Pierre-Georges-Emile-Auguste), capitaine, centre mobilisateur n° 224.
Vella (Marcel), aspirant, centre mobilisateur n° 225.
De Verin de la Combe (Louis-Marie-Marcellin), lieutenant, centre mobilisateur n° 224.
Vieux (Roger-René-Camille), lieutenant, centre mobilisateur n° 221.
Amalfitano (Dominique-Auguste-Gabriel), lieutenant, centre mobilisateur n° 225.
Barafon (Raymond-Camille), lieutenant, centre mobilisateur n° 223.
Berkowitz (Joseph), lieutenant, centre mobilisateur n° 221.
Bollenot (Jacques-Noël-Charles), lieutenant, centre mobilisateur n° 221.
Cambi (Charles-Léopold-Edouard), sous-lieutenant, centre mobilisateur n° 224.
Capek (Jean), sous-lieutenant, centre mobilisateur n° 225.
Chaise (Robert-Louis), lieutenant, centre mobilisateur n° 224.
Claude (Marcel), capitaine, centre mobilisateur n° 223.
Coulon (Pierre-Louis-Adolphe), lieutenant, centre mobilisateur n° 221.
Darmon (Albert), aspirant, centre mobilisateur n° 225.
Delelain (Jean-Victor-Louis), lieutenant-colonel, centre mobilisateur n° 222.
Fontaine (Raymond-Louis), lieutenant, centre mobilisateur n° 222.
Garin (Achille-François), capitaine, centre mobilisateur n° 222.
Gérard (André-Marie-Louis), lieutenant, centre mobilisateur n° 222.
Guyot (Arthur-Raoul-Léon-Ernest), lieutenant, centre mobilisateur n° 222.
Jean (Michel-Emile-Eugène), capitaine, centre mobilisateur n° 222.
Lahaeye (Louis), aspirant, centre mobilisateur n° 225.
Lesguillier (Pierre-Alfred), capitaine, centre mobilisateur n° 222.
Loire (Charles-Paul), lieutenant, centre mobilisateur n° 224.
Miglioretti (Marcel), aspirant, centre mobilisateur n° 225.
Miralles (Ramon), aspirant, centre mobilisateur n° 225.
Mothe (Raymond-Jean-Marie-Xavier), lieutenant, centre mobilisateur n° 223.
Palustran (Jean-Batiste-Bertrand), lieutenant, centre mobilisateur n° 223.
Papaix (Jean), capitaine, centre mobilisateur n° 223.
Pitollet (Yvon-Charles), lieutenant, centre mobilisateur n° 225.
Plattier (James-Henri-Georges-Elie), capitaine, centre mobilisateur n° 222.
Potard (Cyprien-Narcisse-Léon-Emilien), lieutenant, centre mobilisateur n° 222.
Quentin (Georges), aspirant, centre mobilisateur n° 225.
Schaefer (Willy), lieutenant, centre mobilisateur n° 221.
Yasoni (René-Jean-Pierre), lieutenant, centre mobilisateur n° 227.
Bertoni (Jacques), aspirant, centre mobilisateur n° 225.
Bousquet (Roger-Paul-Jean), capitaine, centre mobilisateur n° 223.
Breguet (François-René-Jean), capitaine, centre mobilisateur n° 222.
Breton (Pierre-Marie), capitaine, centre mobilisateur n° 222.
Denquin (Jean-Marc-Adrien), capitaine, centre mobilisateur n° 222.
Digneaux (Germain-Bernard), lieutenant, centre mobilisateur n° 223.
Duche (Henri-Georges-Albert-Désiré), lieutenant, centre mobilisateur n° 224.
Ducout (Jean-Jacques-Charles), capitaine, centre mobilisateur n° 223.
Duriez (Jean-Henri), capitaine, centre mobilisateur n° 222.
Gelin (Roger), capitaine, centre mobilisateur n° 225.
Guenet (Louis-Georges-Lucien), capitaine, centre mobilisateur n° 221.
Hardy (Guy), aspirant, centre mobilisateur n° 225.
Hillard (Albert-Joseph-Pierre), capitaine, centre mobilisateur n° 223.
Jaquot (Albert-André-Henri-Alfred), lieutenant, centre mobilisateur n° 221.
Joffre (Marius-Alphonse), capitaine, centre mobilisateur n° 227.
Ketterer (Pierre-Marie-Gaston), lieutenant, centre mobilisateur n° 221.
Labrouche (Gaston-Laurent-Antoine), commandant, centre mobilisateur n° 225.
Lesourd (Charles-Pierre-Casimir-Joseph), sous-lieutenant, centre mobilisateur n° 224.
Levy (Denis-Gérard), lieutenant, centre mobilisateur n° 222.
Louineau (Eugène-Lucien), capitaine, centre mobilisateur n° 224.
Marin (Pierre-Charles-Edmond), lieutenant, centre mobilisateur n° 223.
Mathivat (Georges-Léon), commandant, centre mobilisateur n° 222.
Meunier (Charles-Emmanuel-Jean), lieutenant, centre mobilisateur n° 222.
Miara (Edmond-Salomon), sous-lieutenant, centre mobilisateur n° 227.
Pepin (Jean-Gustave-Edouard), lieutenant, centre mobilisateur n° 223.
Perrin (Etienne-Marie-Joseph), lieutenant, centre mobilisateur n° 221.
Pigelet (Pierre-Jean-Albert-Edouard), lieutenant, centre mobilisateur n° 223.
Plouchard (Georges-Jules-Lucien), lieutenant, centre mobilisateur n° 224.
Plouvier (Daniel-Victor-Nicolas), capitaine, centre mobilisateur n° 222.
Poyer (André-Louis-Albert), lieutenant, centre mobilisateur n° 222.
Ravenly (Jean-Henri-Gustave-Joseph), capitaine, centre mobilisateur n° 222.
Rey (Jean), aspirant, centre mobilisateur n° 225.
Schoukroun (Gérard), aspirant, centre mobilisateur n° 225.
Simard (Jean), lieutenant, centre mobilisateur n° 222.
Treilhes (Pierre-Clément-Eugène), lieutenant, centre mobilisateur n° 221.

Officier en congé du personnel navigant.

M. Bricard (Raoul-Emile), lieutenant, administré par la 3e région aérienne.

Tableau d'avancement de l'année 1950 pour l'emploi d'agent technique principal de 3e classe du service de santé de la marine.

Par décision du 5 janvier 1951, sont inscrits au tableau d'avancement de l'année 1950, pour l'emploi d'agent technique principal de 3e classe du service de santé de la marine, les agents techniques de 1re classe dont les noms suivent:

MM. Le Gallou (L.), Garo (P.-J.).

PROMOTIONS

Par arrêté du 5 janvier 1951, les agents techniques de 1re classe du service de santé de la marine, dont les noms suivent, obtiennent un avancement en classe dans le personnel technique du service de santé de la marine:

Pour prendre rang du 1er janvier 1951.

1er tour (ancienneté) (inscrit au tableau d'avancement). M. Le Gallou (Louis), avec un reliquat de bonifications de 2 mois 4 jours.

2e tour (choix). M. Garo (Pierre-Jean), avec un reliquat de bonifications de 2 mois 4 jours.

Tableaux d'avancement pour l'année 1951 des secrétaires administratifs principaux, des secrétaires administratifs et des agents administratifs de la marine (branche « commissariat et santé »).

Par décision du secrétaire d'Etat à la marine, en date du 28 décembre 1950, sont inscrits au tableau d'avancement pour l'année 1951 les secrétaires administratifs (branche « commissariat et santé ») désignés ci-après:

I. — *Pour l'avancement au grade de secrétaire administratif principal, 1er échelon.*

MM.
1 Madec (Jean), secrétaire administratif de 1re classe, 4e échelon.
2 Baron (René), secrétaire administratif de 1re classe, 4e échelon.
3 Antoni (Antoine), secrétaire administratif de 1re classe, 4e échelon.
4 Passot (Jean), secrétaire administratif de 1re classe, 4e échelon.
5 Hallegot (François), secrétaire administratif de 1re classe, 4e échelon.
6 Faujour (Pierre), secrétaire administratif de 1re classe, 4e échelon.
7 Grall (Joseph), secrétaire administratif de 1re classe, 3e échelon.

II. — *Pour l'avancement au grade de secrétaire administratif de 1re classe, 1er échelon.*

MM.
1 Pascoet (Charles), secrétaire administratif de 2e classe, 6e échelon.
2 Guinamant (François), secrétaire administratif de 2e classe, 6e échelon.
3 Rougy (Louis), secrétaire administratif de 2e classe, 6e échelon.
4 Stephany (Joseph), secrétaire administratif de 2e classe, 6e échelon.
5 Mopiot (Pierre), secrétaire administratif de 2e classe, 6e échelon.
6 Corcuff (Jean), secrétaire administratif de 2e classe, 6 échelon.
7 Alduc (Maurice), secrétaire administratif de 2e classe, 6e échelon.
8 Solnon (Maurice), secrétaire administratif de 2e classe, 6e échelon.
9 Tiberene (Albert), secrétaire administratif de 2e classe, 6e échelon.

Par décision du secrétaire d'Etat à la marine en date du 28 décembre 1950, sont inscrits au tableau d'avancement pour l'année 1951 les agents administratifs (branche « Commissariat et santé ») désignés ci-après:

I. — *Pour l'avancement à l'emploi d'agent administratif principal de 2e classe.*

1 M. Peyriga (Jean), agent administratif de 1re classe.

II. — *Pour l'avancement en classe des agents administratifs.*

MM.
1 Denhaut (Henri), agent administratif de 2e classe.
2 Allain (Paul), agent administratif de 2e classe.
3 Bazin (Auguste), agent administratif de 3e classe.

III. — *Pour l'avancement à l'emploi d'agent administratif de 3e classe.*

MM.
1 Freneaux (Louis), agent administratif adjoint de 1re classe.
2 Le Gall (Pierre), agent administratif adjoint de 1re classe.
3 Merrien (Jean), agent administratif adjoint de 1re classe.

Tableau de concours pour la médaille militaire concernant des militaires de l'armée de terre n'appartenant pas à l'armée active (années 1949-1950).

Rectificatif au *Journal officiel* du 27 décembre 1950:

Page 71 T. M., 2e colonne, après: « 132 Janninelle (Marcel), sergent, classe 1913/1915 E. V., recrutement de la Rochelle, mle 1045 », ajouter: « 848 Janvier (Ernest-Lucien), soldat, classe 1917, recrutement de Vitré, mle 394 ».

Page 116 T. M., 1re colonne, après: « 194 Thevenet (Paul-Célestin), 1re classe, classe 1905, recrutement de Châtellerault, mle 781 », au lieu de: « 96 Tuffery (Maurice-Alexandre-Louis), 2e classe, classe 1911, recrutement de Carcassonne, mle 629 », lire: « 36 Tissandre (Grégoire-Pierre), brigadier, classe 1916, recrutement de Carcassonne, mle 629 ».

Liste de tour de départ pour les colonies et les théâtres d'opérations extérieurs établie à la date du 1er janvier 1951, en ce qui concerne les officiers et sous-officiers du service de la justice militaire.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'instruction interministérielle du 9 avril 1930 (*B. O.*, 1930, p. 1287), les officiers et sous-officiers ci-dessous désignés, susceptibles d'être envoyés dans un délai de trois mois à la colonie ou sur un théâtre d'opérations extérieur devront, dans un délai de dix jours à partir de la présente publication, être examinés par un médecin désigné par le commandant d'armes de la garnison. Les certificats de visite individuels seront adressés sans retard à l'administration centrale (ces prescriptions ne sont pas applicables aux personnels qui ayant figuré sur l'extrait antérieur ont été reconnus aptes à servir).

CADRE DES MAGISTRATS

Lieutenants-colonels de justice militaire.

1 Renault (Maurice-Emile).
2 Viboud (Théodore).

Commandants de justice militaire.

1 Lafitte-Laplace (Yves-Michel).
2 Sigaud (Pierre).
3 Giuliani (Henri).

Capitaines de justice militaire.

1 Missoffe (Serge).
2 Morin (André).
3 Pirot (Jean).
4 Mourgeon (Vital-Louis-Christian).

CADRE DES GREFFIERS

Capitaines greffiers.

1 Colombani (Pline).
2 Duffau (Romain).
3 Richard (Maxime-André).
4 Lespiaucq (Jean).

Lieutenants et sous-lieutenants greffiers.

1 Menuat (Marcel-Serge).
2 Vigneau (Jean-Ariste).
3 Hamel (Jean-Georges).

CADRE DES COMMIS GREFFIERS

Adjudants-chefs commis greffiers.

1 Hugou (Jean-Simon).
2 Jacob (Pierre-Joseph).
3 Grégoire (Marcel-Ernest).

Adjudants commis greffiers.

1 Hilaire (Evariste).
2 Marchal (André).
3 Blondel (Jacques).

CADRE DES HUISSIERS APPARITEURS

Adjudant-chef huissier appariteur.

1 Pierre (Epiphane).

Adjudant huissier appariteur.

1 Balherosse (Fernand).

Sergent-major huissier appariteur.

1 Lecat (René).

Sergent-chef huissier appariteur.

1 Salvi (Félix).

MINISTERES DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU BUDGET

Décret n° 51-31 du 6 janvier 1951 portant autorisation de dépenses à titre d'avance en excédent des crédits ouverts.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget,

Vu l'article 43 de la loi de finances du 30 août 1921;

Vu l'article 4 du décret du 25 juin 1934 sur l'organisation de la comptabilité publique;

Vu l'article 5 du décret du 29 novembre 1934 relatif à l'application du décret du 25 juin 1934 sur l'organisation de la comptabilité de l'Etat;

Vu l'article 28 de la loi de finances pour l'exercice 1950 (n° 50-135 du 31 janvier 1950);

Vu les lois du 8 août 1950, relatives au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950,

Décrète:

Art. 1er. — Est autorisée, à titre d'avance, en excédent des crédits ouverts par les lois du 8 août 1950, l'imputation, au titre du budget général, pour le fonctionnement des services civils de l'exercice 1950, de dépenses s'élevant à la somme totale de 41.748.000 F, réparties par chapitre, conformément à l'état A annexe au présent décret.

Art. 2. — Sur les crédits ouverts au ministre des finances et des affaires économiques par la loi n° 50-935 du 8 août 1950, et par des textes spéciaux, une somme de 41.748.000 F est définitivement annulée au titre du chapitre 6290: « Dépenses éventuelles » du budget du ministère des finances et des affaires économiques (I. — Finances), pour l'exercice 1950.

Art. 3. — Est autorisée, à titre d'avance, en excédent des crédits ouverts par la loi n° 50-945 du 8 août 1950 l'imputation, au budget des travaux publics, des transports et du tourisme (I. — Service des travaux publics, des transports et du tourisme) de dépenses s'élevant à la somme de 20.250.000 F et applicables au chapitre 5020: « Subvention au service des examens de permis de conduire ».

Art. 4. — Est autorisée, à titre d'avance sur les reports à intervenir de l'exercice 1949 sur l'exercice 1950, et en excédent des crédits ouverts par la loi n° 50-947 du 8 août 1950, l'imputation au budget annexe de l'Imprimerie nationale pour l'exercice 1950, de dépenses s'élevant à la somme de 11.930.000 F et réparties, par chapitre, conformément à l'état B annexé au présent décret.

Art. 5. — Les dépenses ainsi autorisées seront engagées, ordonnancées et acquittées, comme en matière de dépenses budgétaires.

Art. 6. — Le présent décret sera soumis à l'approbation du Parlement dans les délais fixés par les articles 4 du décret du 25 juin 1934 et 5 du décret du 29 novembre 1934.

Art. 7. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 janvier 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Etat A. — *Dépenses autorisées sur l'exercice 1950, à titre d'avances, en conformité des dispositions de l'article 28 de la loi n° 50-135 du 31 janvier 1950.*

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES	MONTANT des dépenses autorisées.
		francs.
	Affaires étrangères.	
	I. — SERVICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	
	5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.	
3180	Frais de réception de personnages étrangers. — Présents diplomatiques	12.293.000
	Finances et affaires économiques.	
	II. — AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	6e partie. — Charges sociales.	
4070	Subvention pour l'installation et le fonctionnement des restaurants sociaux	19.200.000
	France d'outre-mer.	
	I. — DÉPENSES CIVILES	
	5e partie. — Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.	
3230	Conférences inter-Etats	10.250.000
	Total pour l'état A	41.748.000

Etat B. — *Dépenses autorisées sur l'exercice 1950, à titre d'avances, sur les reports à intervenir de l'exercice 1949 sur l'exercice 1950*

NUMÉROS des chapitres.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DES DÉPENSES	MONTANT des dépenses autorisées.
		francs.
	Imprimerie nationale.	
	Matériel, fonctionnement des services et travaux d'entretien.	
3010	Entretien des bâtiments et fournitures pour réparations	1.930.000
3030	Entretien, réparation, amortissement industriel du matériel d'exploitation	10.000.000
	Total pour l'état B	11.930.000

Décret n° 51-32 du 9 janvier 1951 portant fixation des taux de divers impôts, droits et taxes.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget,

Vu l'article 8 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948;
Vu l'article 16 de la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948;
Vu l'article 37 de la loi n° 49-981 du 22 juillet 1949;
Vu l'article 7 de la loi n° 49-1033 du 31 juillet 1949;
Vu l'article 13 de la loi n° 50-135 du 31 janvier 1950;
Vu l'article 14 de la loi n° 50-1615 du 31 décembre 1950;
Vu les articles 1er et 7 de la loi n° 51-29 du 8 janvier 1951;
Vu les décrets n° 50-1135 du 18 septembre 1950 et n° 50-1261 du 6 octobre 1950;
Vu le code général des impôts;
Vu l'article 2, § 2, du décret du 5 novembre 1870 relatif à la promulgation des lois et décrets,

Décrète:

TITRE Ier

Droits d'enregistrement et d'hypothèques et taxes diverses.

Art. 1er. — Les tarifs des droits fixes et des minima des droits proportionnels prévus par les textes figurant au tableau ci-dessous sont fixés comme suit:

TEXTES	TARIFS applicables antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret (1)	TARIFS applicables à compter de l'entrée en vigueur du présent décret (2)
	francs.	francs.
C. G. I., art. 667, 668, 813	115	110
C. G. I., art. 669, 700	300	300
C. G. I., art. 670 (actes autres que les actes judiciaires et extrajudiciaires); décret n° 50-1135 du 18 septembre 1950, art. 7	575	690
C. G. I., art. 670 (actes judiciaires et extrajudiciaires, 700, 998 (taxe spéciale sur certains actes extrajudiciaires)	575	575
C. G. I., art. 671 (actes autres que les actes judiciaires et extrajudiciaires); décret n° 50-1135 du 18 septembre 1950, art. 5 et 6	1.150	1.380
C. G. I., art. 671 (actes judiciaires et extrajudiciaires); décret n° 50-1261 du 6 octobre 1950, art. 33	1.150	1.150
C. G. I., art. 672, 698, 700; décret n° 50-1261 du 6 octobre 1950, art. 34	2.900	2.900
C. G. I., art. 673, 700	5.800	5.800
C. G. I., art. 674, 700	11.500	11.500

Art. 2. — Les tarifs des taxes et droits proportionnels ou progressifs édictés par les textes figurant au tableau ci-dessous sont fixés comme suit :

TEXTES	NATURE DES CONVENTIONS et des dispositions soumises aux droits et taxes.	TARIFS applicables. p. 100
C. G. I., art. 680	Abandonnements (fait d'assurance ou grosse aventure)	4,20
C. G. I., art. 682 (tel qu'il a été modifié par l'article 56 du décret n° 50-1261 du 6 octobre 1950). — N° 1..	Assurances contre les risques de navigation	5,20
N° 2..	Assurances contre l'incendie; tarif normal	30
	Assurances contre l'incendie souscrites auprès des caisses départementales...	25
N° 3..	Assurances sur la vie et assimilées, y compris les contrats de rente différée de trois ans et plus; tarif normal....	4
	Contrats d'assurance de groupe	3,70
N° 4..	Contrats de rente viagère, y compris les contrats de rente différée de moins de trois ans	6,25
N° 5..	Assurances de crédit à l'exportation....	0,23
N° 6..	Toutes autres assurances	7,30
C. G. I., art. 685.	Baux	1,40
C. G. I., art. 686.	Baux à vie ou à durée illimitée:	
	De biens meubles	10,40
	De biens immeubles	13,20
C. G. I., art. 687.	Cession de droit au bail	10,80
C. G. I., art. 688.	Baux de pêche et de chasse	16,80
C. G. I., art. 691.	Apports en mariage	0,70
C. G. I., art. 692.	Echanges d'immeubles	7,60
C. G. I., art. 694.	Fonds de commerce et clientèles. Mutations à titre onéreux	10,80
	Marchandises neuves	2,80
C. G. I., art. 696.	Condamnations	4,60
C. G. I., art. 707.	Marchés	1,80
C. G. I., art. 708.	Partages	0,70
C. G. I., art. 711.	Rentes	1,40
C. G. I., art. 714.	Sociétés: droit d'apport	1,40
C. G. I., art. 719, paragraphe 1er.	Capitalisations de réserves ou de bénéfices. Fusions:	
	Droit d'apport	1,20
	Taxe additionnelle	12
C. G. I., art. 719, paragraphe 2 A	Capitalisation de la réserve de réévaluation: taxe additionnelle:	
	Tarif normal	6
	Tarif réduit applicable aux actes enregistrés avant le:	
	1er juillet 1951	4,80
	1er janvier 1952	5,40
Décret n° 50-1261 du 6 octobre 1950, art. 11-II.	Capitalisation des indemnités de remplacement des stocks détruits par faits de guerre	14,40
C. G. I., art. 721, 723.	Mutations d'immeubles à titre onéreux	10,80
C. G. I., art. 724.	Immeubles situés en pays étranger ou dans les territoires français d'outre-mer où le droit d'enregistrement n'est pas établi	2,80
C. G. I., art. 1372	Maisons ou appartements construits en vue de la vente; régime spécial	3
Décret n° 50-1135 du 18 septembre 1950, art. 8.	Constructions nouvelles à usage principal d'habitation; tarif réduit	1,20
Décret n° 50-1135 du 18 septembre 1950, article 10	Droit supplémentaire	2,40
	Mutations à titre onéreux de meubles et objets mobiliers:	
C. G. I., art. 725.	Tarif normal	10,40
C. G. I., art. 726.	Régimes spéciaux	4,20
C. G. I., art. 731.	Ventes aux enchères publiques	7,50
Décret n° 50-1261 du 6 octobre 1950, art. 37..	Ventes publiques, en gros de laines, cuirs et peaux	1,10
C.G.I., art. 727-1.	Cessions d'actions, de parts de fondateur ou de parts bénéficiaires, de parts d'intérêts	4,20
C.G.I., art. 727-2.	Cessions d'obligations négociables	1,40
C. G. I., art. 729.	Mutations de créances à titre onéreux.	1,40
C. G. I., art. 781, 782	Dons et legs à certains organismes	14
C. G. I., art. 806.	Offices (transmission à titre onéreux, création et suppression):	
	De 1 à 5.000 F	1,40
	De 5.001 à 50.000 F	4,20
	De 50.001 à 100.000 F	7
	De 100.001 à 200.000 F	8,40
	Au dessus de 200.000 F	11
C. G. I., art. 679, 716 et 839	Droit de transcription	2,80
C. G. I., art. 841.	Taxe sur les formalités hypothécaires:	
	Inscriptions:	
	Tarif majoré	6,80
	Tarif normal	1,40
	Tarif réduit	0,70
	Autres formalités:	
	Tarif normal	0,70
	Tarif réduit	0,40
C. G. I., art. 988.	Taxe d'accroissement:	
	Immeubles	0,70
	Meubles	0,40
C. G. I., art. 989, 991, 992	Taxe complémentaire sur la première mutation:	
	Tarif normal	4,80
	Tarif réduit	2,40

Art. 3. — Les droits de mutation à titre gratuit et les maxima visés à l'article 770 du code général des impôts sont fixés aux taux indiqués dans le tableau ci-après :

INDICATION DU DEGRÉ DE PARENTÉ et du nombre d'enfants laissés par le défunt ou le donateur	TARIF APPLICABLE A LA FRACTION DE PART NETTE COMPRISE ENTRE :								MAXIMUM
	1 et 5.000 francs.	5.001 et 20.000 francs.	20.001 et 50.000 francs.	50.001 et 100.000 francs.	100.001 et 500.000 francs.	500.001 et 2.000.000 de francs.	2.000.001 et 10.000.000 de francs.	Au delà de 10.000.000 de francs.	
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
En ligne directe et entre époux.									
Trois enfants ou plus vivants ou représentés.	0,40	0,80	1,60	4	8	12	16	24	20
Deux enfants vivants ou représentés	0,50	1	2	5	10	15	20	30	25
Un enfant vivant ou représenté	5,50	6	7	10	15	20	25	35	30
Pas d'enfant vivant ou représenté	10,50	11	12	15	20	25	30	40	35
En ligne collatérale.									
Entre frères et sœurs	21,85	26,45	31,05	35,65	40,25	43,70	46	48,30	40
Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces, grands-oncles ou grand'tantes et petits-neveux ou petites-nièces, cousins germains.	27,60	32,20	36,80	41,40	46	49,45	51,75	54,05	45
Entre parents au delà du 4e degré et entre personnes non parentes	33,35	37,95	42,55	47,15	51,75	55,20	57,50	59,80	50

TITRE II

DROITS DE TIMBRE

Timbre de dimension.

Art. 4. — Les tarifs ci-dessous, édictés par les articles 876, 878 et 933 à 935 du code général des impôts, sont modifiés ainsi qu'il suit:

TARIFS ANCIENS	TARIFS APPLICABLES
francs.	francs.
420	480
280	320
210	240
140	160
105	120
70	80
340	400
170	200
85	100

Timbre proportionnel.

Art. 5. — Les tarifs des droits de timbre, édictés par les articles du code général des impôts figurant au tableau ci-dessous, sont fixés comme suit:

ARTICLES DU C. G. I.	TARIFS APPLICABLES
	francs.
894	2,40 p. 1000
895	0,60 p. 2000
897	3
907 et 908	7 p. 1000
909	5,80 p. 1000

Timbres des quittances.

Art. 6. — Les tarifs des droits de timbre, édictés par les articles 912 et 915 du code général des impôts, sont fixés ainsi qu'il suit:

ARTICLES DU C. G. I.	TARIFS APPLICABLES
	francs.
912	4 7 13 28 70
915	0,80 p. 100. 1 p. 100. 1,30 p. 100.

Timbre des contrats de transport.

Art. 7. — Les tarifs des droits de timbre, édictés par les articles du code général des impôts énumérés ci-dessous, sont fixés ainsi qu'il suit:

ARTICLES DU C. G. I.	TARIFS APPLICABLES
	francs.
924, 927, 944 et 946	13
926	7
942	0,40 0,30

Droits de délivrance de documents et perceptions diverses.

Art. 8. — Les tarifs ci-après, édictés par les articles 950 à 972 du code général des impôts et par l'article 41 du décret n° 50-1261 du 6 octobre 1950, sont modifiés ainsi qu'il suit:

TARIFS ANCIENS	TARIFS APPLICABLES
francs.	francs.
6	7
7	8
14	17
17	20
23	28
29	35
35	42
46	55
58	70
115	140
230	280
290	350
400	480
460	550
500	600
580	700
1.000	1.200
1.150	1.380
1.650	1.980
2.000	2.400
2.300	2.760
4.000	4.800
5.800	6.960

Art. 9. — Les tarifs de l'impôt sur les opérations de bourse prévus par les articles du code général des impôts figurant au tableau ci-dessous sont fixés comme suit:

ARTICLES DU C. G. I.	TARIFS APPLICABLES
974	4 p. 1000 2 p. 1000 1 p. 1000
982	0,20 p. 1000
985	0,060 p. 1000

Art. 10. — La date d'entrée en vigueur des tarifs compris dans les tableaux insérés aux articles 4, 5 (trois premières lignes), 6, 7 et 8 du présent décret sera fixée par un arrêté du ministre du budget.

TITRE III

Taxes sur le chiffre d'affaires.

Art. 11. — Les tarifs des taxes sur le chiffre d'affaires prévus par les textes figurant au tableau ci-dessous sont fixés comme suit:

TEXTES	TARIFS APPLICABLES antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret.	TARIFS APPLICABLES à compter de l'entrée en vigueur du présent décret.
C. G. I., art. 256-1°: Taux normal..... Taux réduit.....	13,50 p. 100. 5,50 p. 100.	14,50 p. 100. 5,50 p. 100.
C. G. I., art. 256-2° et 277-2°	4,75 p. 100.	5,50 p. 100.
C. G. I., art. 281; décret n° 50-1261 du 6 octobre 1950, art. 27: Taux normal..... Taux réduit.....	9 p. 100. 2,75 p. 100.	9 p. 100. 2,75 p. 100.

Art. 12. — Le ministre du budget est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et entrera immédiatement en vigueur en vertu des dispositions de l'article 2, § 2, du décret du 5 novembre 1870 relatif à la promulgation des lois et décrets, sous réserve de ce qui est dit à l'article 10.

Fait à Paris, le 9 janvier 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des finances et des affaires économiques,

MAURICE-PETSCHE.

Le ministre du budget,

EDGAR FAURE.

Décret n° 51-33 du 9 janvier 1951 portant modification des taxes intérieures de consommation, des droits de quai, du droit de francisation et du droit de timbre douanier, prévus par le code des douanes.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget,

Vu les articles 1er et 7 de la loi n° 51-29 du 8 janvier 1951 portant autorisation d'un programme de réarmement et des dépenses de défense nationale pour l'exercice 1951 et fixant les modalités de leur financement;

Vu l'article 2, § 2, du décret du 5 novembre 1870 relatif à la promulgation des lois et décrets;

Vu le code des douanes,

Décrète:

Art. 1er. — Les taxes intérieures de consommation applicables aux denrées coloniales et aux produits pétroliers, prévues par l'article 265 du code des douanes, sont portées aux taux suivants, après majoration de 15 p. 100 et arrondissement dans les conditions fixées par l'article 1er de la loi n° 51-29 du 8 janvier 1951.

TABLEAU A

Denrées coloniales.

NUMÉROS du tarif des douanes	DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉS de perception.	QUOTITÉS francs.
81 A	Café vert	100 kg net.	2.250
81 B	Café torréfié, moulu ou non:		
	Non décaféiné	100 kg net.	3.200
	Décaféiné	100 kg net.	3.000
82	Thé	100 kg net.	2.300
83	Vanille	100 kg net.	2.750
84 A et B	Poivre	100 kg net.	4.300
85 A et B	Piment	100 kg net.	4.300
86	Cannelle et fleurs de cannelier	100 kg net.	1.900
87	Girofle	100 kg net.	1.950
88	Noix muscades:		
	En coques	100 kg net.	2.000
	Sans coques	100 kg net.	2.900
89	Macis	100 kg net.	3.400
90	Amomes et cardamomes	100 kg net.	3.300
130 G	Extrait de vanille (oléorésine)	100 kg net.	11.050
176	Cacao en fèves et brisures de fèves	100 kg net.	700
177	Coques, pelures, pousses et pellicules de cacao	100 kg net.	700
178	Cacao en masse ou en tablettes	100 kg net.	850
179	Beurre de cacao, y compris la graisse et l'huile de cacao	100 kg net.	850
180	Cacao en poudre	100 kg net.	850
181	Chocolat contenant en cacao:		
	42 p. 100 et moins	100 kg demi-brut.	350
	De 42 p. 100 exclus à 55 p. 100 inclus	100 kg demi-brut.	450
	Plus de 55 p. 100	100 kg demi-brut.	850
182	Confiseries au cacao, au beurre de cacao ou au chocolat (tablettes et bâtons fourrés, bouchées, truffes, pralines, bonbons, etc.), préparations diverses, non dénommées ni comprises ailleurs, comportant du cacao, du beurre de cacao ou du chocolat, avec ou sans sucre ou autres substances alimentaires	100 kg demi-brut.	450
198	Extraits, essences et préparations analogues à base de café:		
	Liquides	100 kg net.	6.600
	Solides	100 kg net.	12.900

TABLEAU B

Produits pétroliers.

NUMEROS de tarif des douanes	DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉS de perception.	QUOTITÉS
			France.
332 A et B	Pétroles naturels bruts et produits assimilés	100 kg net.	790
333	Gaz de pétrole (propane et butane commerciaux):		
	Sous conditions d'emplois fixées par décret	100 kg net.	130
	Autres	100 kg net.	230
	Produits légers du pétrole et produits assimilés:		
334 A	Essences de pétrole	Hectolitre.	2.690
334 B	White spirit	Hectolitre.	790
334 C	Pétrole lampant	Hectolitre.	1.790
334 D	Produits synthétiques	Hectolitre.	Taxe intérieure des produits du pétrole selon l'espèce (nos 334 A à 334 C).
334 E	Produits de distillation des schistes	Hectolitre.	Idem.
334 F	Carburants constitués par le mélange d'essence de pétrole ou de produits assimilés avec d'autres combustibles liquides	Hectolitre.	La taxe intérieure de l'essence de pétrole est due sur la quantité de produits du pétrole et assimilés contenus dans le mélange.
334 G	Autres	Hectolitre.	790
	Produits lourds du pétrole et produits assimilés:		
335 A	Gas oils:		
	Destinés à la carburation du gaz de houille ou du gaz à l'eau, sous conditions d'emploi fixées par décret	Hectolitre.	42
	Autres	Hectolitre.	1.685
335 B	Fuel oils fluides:		
	Sous conditions d'emploi fixées par décret	100 kg net.	5,70
	Autres	100 kg net.	Taxe intérieure applicable au mazout de graissage (n° 336 B).
335 C	Fuel oils lourds:		
	Sous conditions d'emploi fixées par décret	100 kg net.	2,30
	Autres	100 kg net.	Taxe intérieure applicable au mazout de graissage (n° 336 B).
	Huiles lourdes de pétrole et produits assimilés, lubrifiants à base de produits du pétrole:		
336 A	Huile blanche, type water white (dite de vaseline ou de paraffine)	100 kg net.	4.230
336 B	Spindle et mazouts de graissage	100 kg net.	2.130
336 C	Autres (huiles de graissage) et lubrifiants contenant des produits du pétrole, ou assimilés en toutes proportions	100 kg net.	2.130
337	Vaseline	100 kg net.	2.610
338	Paraffine	100 kg net.	790
339	Cires de pétrole et schiste:		
	Brutes	100 kg net.	230
	Raffinées	100 kg net.	900
	Autres produits du pétrole et produits assimilés, non dénommés ni compris ailleurs:		
340 A 1	Produits bitumineux (road oils, bitumes de pétrole, brais durs, brais mous, émulsions, cut backs et similaires)	100 kg net.	53
340 A 2	Gaz de pétrole autres que ceux repris au n° 333	1.000 m³	33
340 B	Autres	100 kg net.	2.120
341	Cokes de pétrole et produits assimilés	100 kg net.	2,60

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1er du présent décret ne sont applicables ni dans les départements français d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, ni en Algérie.

Art. 3. — Les droits de quai applicables en France métropolitaine et en Algérie, prévus par la section I du chapitre III du titre X du code des douanes, sont portés aux taux suivants, après majoration de 15 p. 100 et arrondissement dans les conditions fixées par l'article 1er de la loi n° 51-29 du 8 janvier 1951:

ANCIENS TAUX	NOUVEAUX TAUX	ANCIENS TAUX	NOUVEAUX TAUX
29	33	740	860
4,60	5,30	420	490
2,30	2,60	320	370
40	46	160	185
14	16	53	62
80	92	27	31
28	32	370	430
20	23	210	245
7	8		

Art. 4. — Le droit de francisation applicable en France métropolitaine et dans les départements français d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, prévu par l'article 225 du code des douanes, est porté aux taux suivants, après majoration de 15 p. 100 et arrondissement dans les conditions fixées par l'article 1er de la loi n° 51-29 du 8 janvier 1951:

ANCIENS TAUX	NOUVEAUX TAUX	ANCIENS TAUX	NOUVEAUX TAUX
0,70	0,80	184	210
140	160	46	53

Art. 5. — Le droit de timbre douanier, prévu par l'article 269 du code des douanes, est porté de 1,15 p. 100 à 1,30 p. 100, après majoration de 15 p. 100 et arrondissement dans les conditions fixées par l'article 1er de la loi n° 51-29 du 8 janvier 1951.

Art. 6. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et entrera en vigueur immédiatement en vertu des dispositions de l'article 2, § 2, du décret du 5 novembre 1870 relatif à la promulgation des lois et décrets.

Fait à Paris, le 9 janvier 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Prorogation du groupement d'importation des produits pharmaceutiques.

Le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre de la santé publique et de la population et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu la loi du 11 juillet 1938 portant organisation générale de la nation pour le temps de guerre et les textes qui l'ont modifiée ou complétée;

Vu les articles 2 et 3 de la loi du 28 février 1947 maintenant en vigueur au delà du 1er mars 1947 certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités;

Vu l'article 2 de la loi du 28 février 1948 maintenant provisoirement en vigueur au delà du 1er mars 1948 certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre prorogées par la loi du 28 février 1947 et la loi du 10 août 1947;

Vu les arrêtés du 31 mars 1948, du 31 décembre 1948 et du 25 janvier 1950 prorogeant le groupement d'importation des produits destinés à la droguerie pharmaceutique et à la pharmacie jusqu'au 30 avril 1950;

Vu l'arrêté du 18 juin 1950 prorogeant le groupement d'importation des produits destinés à la droguerie pharmaceutique et à la pharmacie jusqu'au 31 décembre 1950,

Arrêtent:

Art. 1er. — Le groupement d'importation des produits destinés à la droguerie pharmaceutique et à la pharmacie est prorogé jusqu'au 31 décembre 1951.

Art. 2. — Le chef du service central de la pharmacie au ministère de la santé publique et de la population, le directeur des industries chimiques au ministère de l'industrie et du commerce, le directeur des relations économiques extérieures et le directeur de l'organisation économique au ministère des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 décembre 1950.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
JEAN-MARIE LOUVEL.

Le ministre de la santé publique et de la population,
PIERRE SCHNEITER.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur du cabinet,
JEAN VACHER DESVERNAIS.

Rémunérations applicables, à compter du 25 décembre 1950, aux chargés de missions et secrétaires interprètes du commissariat général du plan.

Le président du conseil des ministres, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu la loi n° 50-922 du 9 août 1950 fixant les modalités de la réalisation complète du reclassement de la fonction publique et améliorant la situation de certaines catégories de personnels de l'Etat,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les rémunérations des chargés de mission et des secrétaires interprètes du commissariat général du plan sont fixées ainsi qu'il suit à compter du 25 décembre 1950:

1° *Chargés de mission.*

Dans la limite d'un taux moyen annuel de 765.000 F.

2° *Secrétaires interprètes.*

Dans la limite d'un taux moyen annuel de 400.000 F avec un maximum de 523.000 F.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 janvier 1951.

Le président du conseil des ministres,
Pour le président du conseil des ministres et par délégation:
Le secrétaire général du Gouvernement,
ANDRÉ SÉGALAT.

Le ministre du budget,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT BLOT.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur du cabinet,
PIERRE CHAMBON.

Rémunérations applicables, à compter du 25 décembre 1950, aux agents temporaires de l'institut national d'études démographiques.

Le ministre de la santé publique et de la population, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu la loi n° 50-922 du 9 août 1950 fixant les modalités de la réalisation complète du reclassement de la fonction publique et améliorant la situation de certaines catégories des personnels de l'Etat,

Arrêtent:

Article unique. — Aux rémunérations fixées, à compter du 1er juillet 1950, pour les agents temporaires de l'institut national d'études

(*Supplément.*)

démographiques, se substituent, à compter du 25 décembre 1950, les rémunérations suivantes:

GRADES ET EMPLOIS		RÉMUNÉRATIONS mensuelles brutes à compter du 25 décembre 1950.
		francs.
Directeur	Maximum	114.500
	Minimum	103.585
Sous-directeur	Maximum	87.670
	Minimum	71.670
Personnel technique.	Maximum	103.585
	Moyenne	67.750
Personnel administratif:		
Catégorie I	Maximum	43.600
	Moyenne	33.550
	Minimum	19.900
Catégorie II	Maximum	28.500
	Moyenne	23.155
	Minimum	14.420

Fait à Paris, le 5 janvier 1951.

Pour le ministre de la santé publique et de la population et par délégation:
Le directeur de cabinet,
ROGER GOUINGUENET.

Le ministre du budget,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT BLOT.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur de cabinet,
PIERRE CHAMBON.

Nouveaux traitements des chefs de service administratif (classe exceptionnelle) du secrétariat d'Etat aux forces armées (air) pour les années 1948 et 1949.

Le ministre de la défense nationale, le ministre du budget, le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites, modifié notamment par l'article 1er du décret n° 49-508 du 14 avril 1949;

Vu le décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement en faveur des personnels de l'Etat au titre de la première tranche de reclassement de la fonction publique;

Vu l'arrêté du 22 novembre 1948 fixant les nouveaux traitements des fonctionnaires du secrétaire d'Etat aux forces armées (air);

Vu le décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 instituant une nouvelle majoration de reclassement en faveur des personnels de l'Etat au titre de la deuxième tranche de reclassement;

Vu le décret n° 50-1461 du 25 novembre 1950 portant règlement d'administration publique relatif aux conditions d'accès à la classe exceptionnelle des chefs des services extérieurs du secrétariat d'Etat aux forces armées (air),

Arrêtent:

Art. 1er. — Les nouveaux traitements résultent, pour les chefs de service administratif de classe exceptionnelle du secrétariat d'Etat aux forces armées (air), de l'application des articles 1er et 2 du décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 et de l'article 1er du décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 susvisés sont fixés ainsi qu'il suit, à compter respectivement du 1er janvier 1948 et du 1er janvier 1949:

EMPLOIS	CLASSES ET ÉCHELONS	TRAITEMENTS de base de 1948.	INDICES	MAJORATION de reclassement.	NOUVEAUX TRAITEMENTS au 1er janvier 1948.	NOUVEAUX TRAITEMENTS au 1er janvier 1949.
		francs.		francs.	francs.	francs.
Chef de service administratif....	Classes exceptionnelles:					
	2e échelon.....	240.000	550	87.600	598.000	686.000
	1er échelon.....	240.000	525	75.675	586.000	662.000

Art. 2. — Les nouveaux traitements fixés par le présent arrêté sont exclusifs de toute gratification. Aucune indemnité ou avantage, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé aux personnels énumérés au présent arrêté que dans les conditions prévues aux articles 5 et 7 de l'ordonnance du 6 janvier 1945.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 janvier 1951.

Pour le ministre de la défense nationale et par délégation:
Le secrétaire général aux forces armées (services communs),
KAHN.

Pour le ministre du budget et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT BLOT.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur de cabinet,
PIERRE CHAMBON.

Institution, auprès de la direction générale des finances du gouvernement général de l'Algérie, d'une commission administrative paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires des cadres métropolitains de l'enregistrement et des domaines en service en Algérie.

Le ministre du budget, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,

Vu les décrets des 25 mai 1898, 16 mai 1908 et 10 mars 1913 relatifs au fonctionnement en Algérie du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre;

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

Vu le décret du 14 août 1931 fixant le statut du personnel des cadres principal et supérieur du service départemental de l'enregistrement, du domaine et du timbre, modifié par les décrets des 24 août 1935, 2 septembre 1936, 31 mars 1938, 6 octobre 1938, 8 avril 1939 et 7 février 1941;

Vu la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 47-1370 du 24 juillet 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 22 de la loi du 19 octobre 1946 et relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques paritaires, et notamment son article 24, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété;

Vu la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 fixant le statut organique de l'Algérie;

Vu le décret n° 49-1239 du 13 septembre 1949 portant règlement d'administration publique et fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de l'Etat;

Vu le décret n° 50-897 du 2 août 1950 relatif aux attributions du ministre des finances et du ministre du budget;

Vu les propositions du directeur général des impôts et du chef du service des domaines,

Vu l'avis du ministre, gouverneur général de l'Algérie;

Sur le rapport du directeur du personnel et du matériel au ministère des finances,

Arrêtent:

Art. 1er. — Il est institué auprès du gouvernement général de l'Algérie (direction générale des finances) une commission administrative paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires des cadres métropolitains de l'enregistrement et des domaines mis à la disposition du gouverneur général.

(*Supplément.* — **Fin.**)

La composition de cette commission est fixée comme suit:

Grades.	REPRÉSENTATION DU PERSONNEL — Nombre de représentants. Titulaires.	Suppléants.	REPRÉSENTATION de l'administration. — Nombre de représentants. Titulaires.	Suppléants.
Directeurs départementaux..	1	1		
Directeurs adjoints, experts fiscaux, inspecteurs principaux et inspecteurs vérificateurs	2	2		
Conservateurs et receveurs conservateurs des hypothèques	1	1	8	8
Receveurs centraux et inspecteurs centraux.....	2	2		
Inspecteurs et inspecteurs adjoints	2	2		

Les représentants de l'administration, titulaires et suppléants, sont désignés par arrêté du gouverneur général de l'Algérie.

Les dispositions de l'arrêté du 6 novembre 1947, fixant les conditions de vote par correspondance, en vue de l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires instituées au ministère des finances, sont applicables aux agents des cadres métropolitains de l'enregistrement et des domaines en service en Algérie.

Art. 2 — La commission instituée par l'article 1er du présent arrêté a pour mission, conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 47-1379 du 24 juillet 1947, de préparer les travaux de la commission administrative paritaire n° 1 instituée auprès de la direction générale des impôts à l'égard de certaines catégories de fonctionnaires des services départementaux de l'enregistrement et des domaines.

Art. 3. — Ladite commission a toutefois compétence propre pour formuler son avis, dans les conditions prévues par l'article 128 de la loi du 19 octobre 1946, sur toutes les mutations prononcées à l'intérieur de l'ensemble des trois départements d'Algérie, et intéressant tous les agents des cadres métropolitains de l'enregistrement et des domaines, autres que les directeurs départementaux, les conservateurs et les receveurs conservateurs des hypothèques.

Les mutations des directeurs, des conservateurs et receveurs conservateurs des hypothèques, tant à l'intérieur des départements d'Algérie qu'en dehors de ces départements, de même que les mutations des autres agents hors du territoire algérien, continueront à être soumises à la commission administrative paritaire n° 1 visée à l'article précédent.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 5 janvier 1951.

Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre de l'intérieur et par délégation:
Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,
EUGÈNE THOMAS.

Le ministre du budget,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT BLOT.

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique et à la réforme administrative,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur du cabinet,
PIERRE CHAMBON.

Produits et services dont les prix sont déterminés taxe à la production comprise.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix;
Vu l'avis du comité national des prix,

Arrête.

Article unique. — Les prix des produits et services qui, aux termes de la réglementation en vigueur, sont déterminés taxe à la production comprise, peuvent être majorés de l'incidence de l'augmentation des taux de la taxe à la production prévue par la loi n° 51-29 du 8 janvier 1951.

Fait à Paris, le 8 janvier 1951.

ROBERT BURON.

Suspension du droit de douane d'importation applicable à l'iode brut.

Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Sur l'avis conforme du ministre de l'industrie et du commerce,
Vu l'ordonnance du 8 juillet 1941 relative au régime douanier et fiscal des importations;
Vu l'arrêté du 16 décembre 1947 portant modification du tarif des droits de douane d'importation et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété, notamment les arrêtés du 16 octobre 1948 et du 14 juin 1950;
Vu le code des douanes,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'arrêté du 14 juin 1950 qui a suspendu le droit de douane d'importation applicable à l'iode brut repris sous le n° Ex. 346 D du tarif des douanes est maintenu en vigueur jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté.

Art. 2. — Le directeur général des douanes et droits indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 1951.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE PETSCHE.

Le ministre du budget,
Pour le ministre du budget et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT BLOT.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
ROBERT BURON.

Suspension provisoire des droits de douane d'importation applicables au zinc brut.

Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du budget et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Sur l'avis conforme du ministre de l'industrie et du commerce;
Vu l'ordonnance du 8 juillet 1941 relative au régime douanier et fiscal des importations;
Vu l'arrêté du 16 décembre 1947 portant modification du tarif des droits de douane d'importation et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété, notamment les arrêtés du 22 février 1950, du 2 mai 1950 et du 11 septembre 1950;
Vu le code des douanes,

Arrêtent:

Art. 1er. — Sont suspendus, jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 1951, les droits de douane d'importation applicables au zinc brut (n° 1366 A et B du tarif des droits de douane d'importation).

Art. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur à compter de la date de son insertion au *Journal officiel* de la République française.

Art. 3. — Le directeur général des douanes et droits indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 9 janvier 1951.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE PETSCHE.

Le ministre du budget,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT BLOT.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
ROBERT BURON.

Payement sur états du droit de timbre afférent aux contrats de transports publics routiers de marchandises.

Le ministre du budget,

Vu les articles 862, 924 et 941 du code général des impôts;
Vu l'article 406 de l'annexe III audit code;
Vu le décret n° 50-512 du 9 mai 1950 fixant les modalités d'application des articles 10 et 11 de la loi n° 50-135 du 31 janvier 1950 relatifs au timbre des contrats de transports routiers de voyageurs et de marchandises,

Arrête:

Art. 1er. — Le paragraphe IV du chapitre II du titre IV du livre I, première partie, de l'annexe IV au code général des impôts, est complété par les dispositions suivantes:

C. — Transports routiers de marchandises.

« *Art.* 121 A. — I. — Les entrepreneurs, commissionnaires et intermédiaires de transports publics routiers de voyageurs ou de marchandises qui désirent obtenir, en application de l'article 862 (1er al-

néral du code général des impôts, l'autorisation d'acquitter sur états les droits de timbre afférents aux lettres de voiture ou aux récépissés visés à l'article 1er du décret n° 50-512 du 9 mai 1950 doivent en faire la demande au directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre du département du siège de leur entreprise, en prenant l'engagement de se soumettre aux conditions fixées ci-après.

« II. — Les entrepreneurs, commissionnaires et intermédiaires de transports bénéficiaires de l'autorisation visée au paragraphe qui précède sont tenus d'établir des bordereaux journaliers présentant, pour chaque expédition, dans des colonnes distinctes, les indications suivantes:

« *a*) Numéro d'ordre;
« *b*) Nom de l'expéditeur;
« *c*) Nom du destinataire;
« *d*) Nombre de colis;
« *e*) Poids total de l'expédition;
« *f*) Prix du transport;
« *g*) Modalités de payement du prix;
« *h*) Montant du droit de timbre exigible.

« Les inscriptions doivent avoir lieu sans blanc, rature, ni interligne. La colonne contenant les indications relatives aux prix du transport (colonne *f*) et la colonne contenant l'indication du montant des droits de timbre exigibles (colonne *h*) sont totalisées en fin de journée. Les totaux sont rattachés aux écritures comptables.

« Toutefois, lorsque le transport a lieu au moyen de véhicules effectuant à titre principal un transport de voyageurs, l'entrepreneur de transports peut être dispensé d'établir le bordereau visé au premier alinéa du présent paragraphe.

« Dans ce cas, il est tenu d'établir des récépissés numérotés suivant une série continue et de rattacher jour par jour, avec toutes références utiles, les recettes correspondant à ces récépissés aux écritures comptables des bureaux.

« III. — Les autorisations sont accordées à titre essentiellement révocable au gré de l'administration.

« IV. — Les lettres de voiture et les récépissés (souche, récépissé remis à l'expéditeur et récépissé remis au destinataire) portent la mention « Droit de timbre payé sur état. — Autorisation du ... ».

« V. — Le montant des droits de timbre exigible est versé à l'expiration de chaque mois et dans les vingt premiers jours du mois suivant au bureau de l'enregistrement désigné par l'administration.

« A l'appui de ce versement, il est fourni par le bénéficiaire de l'autorisation un état indiquant distinctement, s'il y a lieu, pour chaque bureau de départ:

« 1° Le nombre de lettres de voiture ou de récépissés établis au cours du mois considéré;
« 2° Le montant des droits exigibles.

« Cet état, certifié conforme aux résultats de la comptabilité, est fourni en double exemplaire. L'un de ces exemplaires est remis à la partie versante revêtu de l'acquit du comptable de l'enregistrement.

« VI. — Les entrepreneurs, commissionnaires et intermédiaires de transports bénéficiaires d'une autorisation doivent conserver pendant un délai de quatre ans les bordereaux visés au paragraphe II. Ceux-ci doivent être réunis en liasses mensuelles et présentés à toute réquisition des agents de l'enregistrement ».

Art. 2. — Le directeur général des impôts est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 1951.

Le ministre du budget,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT BLOT.

Nomination de membres du comité contentieux prévu par l'article 27 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945.

Le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique;
Vu le décret n° 45-2053 du 6 septembre 1945, complété par le décret n° 47-1857 du 9 septembre 1947 et modifié par le décret n° 50-1316 du 26 octobre 1950, relatif à la composition et au fonctionnement du comité contentieux institué par l'article 27 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945;
Vu l'arrêté du 31 octobre 1945 relatif à la nomination de membres du comité contentieux;
Vu les propositions de l'Union nationale des associations familiales,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'arrêté du 31 octobre 1945 est abrogé.

Art. 2. — Sont désignés, en qualité de membres du comité contentieux représentant les consommateurs: M. Guibourge (Lucien), Mme Manceaux (Irène).

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 1951.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE PETSCHE.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
ROBERT BURON.

Nomination d'un agent de change honoraire près la Bourse de Paris.

Par arrêté en date du 4 janvier 1951, M. Legrand (Pierre-Marie), ancien agent de change près la Bourse de Paris, est nommé agent de change honoraire.

Administration centrale.

Par arrêté en date du 31 octobre 1950, M. Hommey (Bertrand), administrateur civil de 3e classe, 3e échelon, à l'administration centrale des finances, est placé en service détaché, pour une période d'un an, auprès de la chambre de commerce de Paris, en vue d'y exercer les fonctions de directeur général du comité franc-dollar.
Le présent arrêté a son effet à compter du 3 août 1950.

Par arrêté en date du 5 janvier 1951, Mlle Minnaert (Louise), employée de bureau de 7e échelon à l'administration centrale des finances, en service détaché auprès du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme (service départemental du Nord), est maintenue dans cette position pour une nouvelle période maximum de cinq ans.
Le présent arrêté a son effet à compter du 16 novembre 1950.

Caisse des dépôts et consignations.

Par arrêté en date du 27 décembre 1950:

Mme Kahn est promue administrateur civil de 3e classe, 3e échelon, à compter du 15 novembre 1950.

Mme Cornillot est promue agent supérieur de 3e classe, 1er échelon, à compter du 23 décembre 1950.

M. Curot est promu secrétaire d'administration de 1re classe, 3e échelon, à compter du 1er octobre 1950.

Mme Richard (Marguerite) est promue secrétaire d'administration de 1re classe, 3e échelon, à compter du 1er novembre 1950.

M. Fleischmann est promu secrétaire d'administration de 2e classe, 3e échelon, à compter du 4 novembre 1950.

Contrôle économique.

Par arrêté du 20 décembre 1950:

Sont élevés à l'échelon supérieur de leur classe les administrateurs civils de 1re classe, 2e échelon, du contrôle économique dont les noms suivent:

A compter du 27 juin 1950. M. Chambron (Louis).

A compter du 1er août 1950. M. Alaux (Jean).

A compter du 1er octobre 1950: M. Lux (Charles).

Sont élevés à l'échelon supérieur de leur classe les administrateurs civils de 2e classe, 2e échelon, du contrôle économique dont les noms suivent:

A compter du 1er janvier 1950: MM. Thomassin (Robert), Meillon (André).

A compter du 7 février 1950: M. Guingamp (Raymond).

A compter du 23 mars 1950: M. Reynaud (Roger).

Sont élevés à l'échelon supérieur de leur classe les administrateurs civils de 3e classe, 3e échelon, du contrôle économique dont les noms suivent:

A compter du 24 mars 1950: M. Le Briand (Fernand).

A compter du 1er avril 1950: M. Bonnet (Robert).

A compter du 14 octobre 1950: M. Aribaud (Baptiste).

Est élevé à l'échelon immédiatement supérieur de sa classe, à compter du 1er août 1950, M. Planes (René), administrateur civil de 3e classe, 2e échelon, du contrôle économique.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret n° 51-34 du 6 janvier 1951 tendant à l'application, à l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale, des dispositions du décret n° 49-753 du 8 juin 1949 relatif à l'organisation, dans les administrations centrales, de corps d'hommes d'équipe, d'agents du service intérieur et d'huissiers.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre du budget,

Vu le décret n° 49-753 du 8 juin 1949 portant règlement d'administration publique, relatif à l'organisation, dans les administrations centrales, de corps d'hommes d'équipe, d'agents du service intérieur et d'huissiers;

Vu l'article 67, premier alinéa, de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 relative aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 et à diverses dispositions d'ordre financier,

Décrète:

Art. 1er. — Sont réalisées à compter du 1er janvier 1950 à l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale, les suppressions et créations d'emplois ci-après indiquées.

Emplois supprimés.	Emplois créés.
3 huissiers du ministre	4 huissiers de cabinet.
37 gardiens de bureau, gardes magasins, concierge, homme cycliste.	10 huissiers de direction.
	1 chef surveillant.
	6 brigadiers-chefs.
19 hommes d'équipe.	12 brigadiers.
1 concierge.	51 agents de service.
1 courrier.	10 hommes d'équipe 1re catégorie.
16 agents de service du cadre complémentaire.	20 hommes d'équipe 2e catégorie.
42 auxiliaires de service.	

Art. 2. — Il est créé, à l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale, un corps d'hommes d'équipe comportant deux catégories.

Art. 3. — L'effectif total du corps d'hommes d'équipe est fixé à trente emplois répartis comme suit:

Dix hommes d'équipe de 1re catégorie.
Vingt hommes d'équipe de 2e catégorie.

Art. 4. — Il est créé, à l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale, un corps d'agents du service intérieur comprenant les emplois suivants:

Chef surveillant.
Brigadier-chef.
Brigadier.
Agent de service.

Art. 5. — L'effectif total du corps d'agents du service intérieur est fixé à soixante-quinze emplois répartis ainsi qu'il suit:

Quatre chefs surveillants.
Sept brigadiers-chefs.
Treize brigadiers.
Cinquante et un agents de service.

Art. 6. — Il est créé, à l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale, un corps d'huissiers comprenant les emplois suivants:

Huissier chef.
Huissier de cabinet.
Huissier de direction.

Art. 7. — L'effectif total du corps d'huissiers est fixé à vingt cinq emplois répartis ainsi qu'il suit:

Un huissier chef.
Quatre huissiers de cabinet.
Vingt huissiers de direction.

Art. 8. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et prendra effet du 1er janvier 1950.

Fait à Paris, le 6 janvier 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'éducation nationale,
PIERRE-OLIVIER LAPIE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

Décret du 6 janvier 1951 portant transformation de chaire et nomination d'un professeur (enseignement supérieur).

Par décret en date du 6 janvier 1951, la chaire de pétrographie générale et appliquée de la faculté des sciences de Lille est transformée en chaire de géologie houillère.

M. Waterlot, docteur ès sciences, maître de conférences à la faculté des sciences de Lille, est nommé à la chaire de géologie houillère de ladite faculté, et titularisé dans le grade de professeur, à compter du 1er octobre 1950.

Décret du 6 janvier 1951 portant nomination d'un professeur.

Par décret en date du 6 janvier 1951, M. Lapeyrie, agrégé près la faculté de médecine de Montpellier, est nommé, à compter du 1er octobre 1950, à la chaire de technique chirurgicale et chirurgie expérimentale (dernier titulaire: M. Roux, transféré) de ladite faculté, et titularisé dans le grade de professeur.

Décret du 6 janvier 1951 portant nomination d'un professeur sans chaire.

Par décret en date du 6 janvier 1951, le décret du 16 mars 1950 susvisé est complété ainsi qu'il suit:

« Le titre de professeur sans chaire est conféré, à compter du 1er janvier 1951, à M. Colombani, maître de conférences à la faculté des sciences de Dijon ».

Décret du 6 janvier 1951 conférant l'honorariat.

Par décret en date du 6 janvier 1951, le titre de professeur honoraire de la faculté des lettres de l'université de Caen est conféré à M. Lambert, ancien professeur de cette faculté, nommé à Paris.

Décret du 6 janvier 1951 conférant l'honorariat.

Par décret en date du 6 janvier 1951, le titre de professeur honoraire de la faculté des lettres de l'université de Caen est conféré à M. Durry, ancien professeur sans chaire de cette faculté, nommé à Paris.

Décret du 6 janvier 1951 conférant le titre de professeur honoraire.

Par décret en date du 6 janvier 1951, le titre de professeur honoraire de la faculté des sciences de Poitiers est conféré à M. Amiel, antérieurement professeur à cette faculté, appelé à d'autres fonctions.

Décret du 9 janvier 1951 portant nomination d'un professeur (enseignement supérieur).

Par décret en date du 9 janvier 1951, M. Lamy, agrégé près la faculté de médecine de Paris, est nommé, à compter du 1er octobre 1950, à la chaire de génétique médicale de ladite faculté (emploi créé) et titularisé dans le grade de professeur.

Décret du 6 janvier 1951 portant nomination de professeurs honoraires au Collège de France.

Par décret en date du 6 janvier 1951:

M. Leriche (René), ancien professeur au Collège de France, est nommé professeur honoraire au même établissement.

M. Renaudet (Auguste), ancien professeur au Collège de France, est nommé professeur honoraire au même établissement.

Délégation de signature.

Le ministre de l'éducation nationale

Arrête:

Article unique. — M. Marcel Peschard, inspecteur général de l'instruction publique, est autorisé, en l'absence du directeur général de l'enseignement du second degré, à signer au nom du ministre les décisions individuelles, instructions et circulaires concernant le personnel relevant du second degré, à l'exception des actes intéressant le recrutement, l'avancement, la cessation de fonctions et la discipline des fonctionnaires rangés dans les catégories A et B définies par la loi du 19 octobre 1946 et le décret du 13 janvier 1948.

Fait à Paris, le 4 janvier 1951.

PIERRE-OLIVIER LAPIE.

Nomination, détachement et mise en position de mission d'inspecteurs généraux de l'enseignement français à l'étranger.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'ordonnance du 20 novembre 1944 et le décret du 18 août 1945;

Vu l'ordonnance du 31 mars 1945 et le décret n° 46-1799 du 12 août 1946;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1946 chargeant M. Clarac, inspecteur général de l'instruction publique, de mission temporaire d'inspection générale de l'enseignement français à l'étranger,

Arrête:

Art. 1er. — M. Clarac, inspecteur général de l'instruction publique, chargé à titre provisoire de mission d'inspection générale à l'étranger, est remis à sa demande, à la disposition du directeur général de l'enseignement du second degré.

Art. 2. — M. Guilhou, inspecteur d'académie, détaché dans les fonctions de directeur de l'Institut français d'Amsterdam, est nommé inspecteur général de l'enseignement français à l'étranger, en remplacement de M. Clarac.

Art. 3. — M. Guilhou est maintenu en position de détachement auprès du ministère des affaires étrangères (direction générale des relations culturelles).

Art. 4. — M. Bizos, inspecteur général de l'instruction publique, est chargé, à titre provisoire, de mission d'inspection générale de l'enseignement français à l'étranger, en remplacement de M. Guilhou, placé en position de détachement.

Art. 5. — Le directeur général de l'enseignement du second degré et l'inspecteur général chargé du service universitaire des relations avec l'étranger sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à la date du 1er décembre 1950.

Fait à Paris le 31 décembre 1950.

PIERRE-OLIVIER LAPIE.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

Création d'un centre d'orientation professionnelle à Saint-Nazaire.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret-loi du 24 mai 1938 relatif à l'organisation de l'orientation professionnelle;

Vu le décret du 6 avril 1939 relatif au personnel des centres d'orientation professionnelle obligatoires;

Vu le décret du 24 février 1940, relatif aux conditions dans lesquelles seront assurées les dépenses des secrétariats et des centres d'orientation professionnelle,

Sur le rapport du maire de Saint-Nazaire, approuvé par le préfet de la Loire-Inférieure et sur la proposition du directeur général de l'enseignement technique,

Arrête:

Art. 1er. — Un centre obligatoire d'orientation professionnelle est créé à Saint-Nazaire.

Art. 2. — L'administration et la gestion du centre sont assurées par la commune de Saint-Nazaire.

Art. 3. — Le maire de Saint-Nazaire, l'inspecteur d'académie de la Loire-Inférieure et le secrétaire régional d'orientation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 10 novembre 1950.

ANDRÉ MORICE.

Modification de l'arrêté du 29 janvier 1949 fixant les conditions de délivrance du diplôme d'ingénieur et du certificat d'ancien élève des écoles nationales d'ingénieurs arts et métiers.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret n° 47-807 du 5 mai 1947 portant règlement des écoles nationales d'ingénieurs arts et métiers;

Vu l'arrêté du 29 janvier 1949 fixant les conditions de délivrance du diplôme d'ingénieur et du certificat d'ancien élève des écoles nationales d'ingénieurs arts et métiers;

Vu l'arrêté du 1er février 1949 relatif aux examens de fin d'année;

La section permanente du conseil de l'enseignement technique entendue;

Sur proposition du directeur général de l'enseignement technique,

Arrête:

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté du 29 janvier 1949, relatives aux matières enseignées dans les écoles nationales d'ingénieurs arts et métiers et aux coefficients qui leur sont affectés en vue du classement de fin d'année, sont modifiées comme suit:

a) En ce qui concerne l'enseignement de l'histoire et de la géographie, elles sont remplacées par les dispositions suivantes:

1re année.

« Histoire ..... coefficient 2.

3e année.

« Géographie ..... coefficient 2 ».

b) En ce qui concerne la 4e année, les dispositions prévues sont remplacées par les suivantes:

4e année (prenant effet à partir du 1er octobre 1950).

	Coefficient.
« Mathématiques	2
« Chimie-physique (chaleur) métallurgie	2
« Mécanique	2
« Electricité	2
	8
« Français	2
« Economie industrielle et législation	1
« Gestion financière des entreprises	1
« Langues étrangères	2
	6
« Technologie de construction	2
« Travaux pratiques:	
« *a*) Bureau d'études	2
« *b*) Bureau des travaux	2
« *c*) Ateliers	2
« *d*) Laboratoires	2
	8
« Rapports:	
« *a*) Sur conférences	1
« *b*) Sur visites d'usines	1
	2
« Mémoire	2
« Total	28

« Le mémoire est présenté à la fin de la 4e année; il est relatif à un travail personnel sur lequel l'élève est interrogé par un jury spécial. »

c) En ce qui concerne l'éducation physique, les dispositions sont complétées comme suit:

« La note d'éducation physique intervient dans le calcul de la moyenne d'année, à condition qu'elle soit supérieure à 12. Dans ce cas, elle donne droit à une majoration de points égale à la différence entre la moyenne d'éducation physique et la note 12. »

Art. 2. — Les dispositions prévues à l'article 2 de l'arrêté du 29 janvier 1949 pour le mode de calcul de la moyenne générale d'année sont remplacées par les dispositions suivantes:

« La moyenne générale d'année est obtenue en divisant par le total des coefficients, la somme des moyennes particulières affectées des coefficients correspondants, augmentée, le cas échéant, de la majoration prévue pour l'éducation physique. »

Art. 3. — Les dispositions prévues à l'article 3 de l'arrêté du 29 janvier 1949 pour le calcul de la moyenne générale de fin d'études sont remplacées par les dispositions suivantes:

« La moyenne générale de fin d'études s'obtient en additionnant la moyenne générale de 1re année multipliée par 2, celle de 2e année multipliée par 2, celle de 3e année multipliée par 3, celle de 4e année multipliée par 6 et en divisant le total par 13. »

Art. 4. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables à dater du 1er octobre 1950.

Toutefois, lorsqu'un élève subit, après le 1er octobre 1950 un examen de réparation pour moyenne insuffisante obtenue avant cette date, sa nouvelle moyenne est calculée suivant les dispositions de l'arrêté du 29 janvier 1949.

Art. 5. — Le directeur général de l'enseignement technique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 29 décembre 1950.

ANDRÉ MORICE.

Transfert du centre d'apprentissage, C 240, de Caen (Calvados).

Rectificatif au *Journal officiel* du 25 mai 1950: page 5725, 1re colonne, au lieu de: « ...est transféré sur l'emplacement du centre technique de Caen, rue de Bayeux », lire: « ...est transféré sur l'emplacement du centre technique de Caen, route de Lébisey ».

Inscription sur la liste des candidats admis au concours de recrutement de professeurs techniques adjoints des écoles nationales professionnelles et des collèges techniques.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret du 13 février 1903 modifié, portant règlement des écoles nationales professionnelles;
Vu le décret du 12 juillet 1921, modifié, portant règlement des collèges techniques et des écoles de métiers;
Vu l'arrêté du 31 janvier 1936 modifié, fixant les conditions de recrutement de professeurs techniques adjoints dans les écoles nationales professionnelles et les collèges techniques;
Vu le décret 50-850 du 19 juillet 1950, portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports;
Sur la proposition du directeur général de l'enseignement technique,

Arrête:

Art. 1er. — Les dispositions de l'arrêté du 15 mai 1950 déclarant apte à recevoir une délégation de professeur technique adjoint dans une école nationale professionnelle ou un collège technique de garçons, M. Gendre (Roger), sont rapportées.

Art. 2. — Est déclaré apte à recevoir une délégation de professeur technique adjoint de modèlerie dans une école nationale professionnelle ou un collège technique de garçons, M. Mechiche (Gabriel), en remplacement de M. Gendre (Robert), démissionnaire.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 décembre 1950.

ANDRÉ MORICE.

Ecole normale supérieure d'enseignement technique.

Par arrêté en date du 22 décembre 1950, M. Pays (André), élève auditeur libre à l'école normale supérieure de l'enseignement technique, est nommé élève professeur boursier à cet établissement (section A1 Sciences industrielles) à dater du 1er décembre 1950, en remplacement de M. Dejonghe (Baudoin), démissionnaire.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Citation à l'ordre de la Nation.

Le président du conseil des ministres cite à l'ordre de la Nation M. Clot (Alphonse-Jean-Edouard), mineur, pour les motifs suivants:

Embauché depuis quelques jours seulement à la mine de Saint-Mury-Monteymond, n'a pas hésité, bien que ne connaissant qu'imparfaitement les galeries, à se porter au secours de ses camarades de fond en danger de mort par suite d'une émission accidentelle de gaz délétères. Après un premier sauvetage, est redescendu et a été lui-même terrassé par les gaz nocifs qui avaient envahi toute la galerie. Est mort victime du devoir.

Fait à Paris, le 9 janvier 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de l'industrie et du commerce,
JEAN-MARIE LOUVEL.

Décret du 5 janvier 1951 portant remplacement d'un membre du conseil d'administration des Houillères du bassin de Lorraine.

Par décret en date du 5 janvier 1951, est nommé membre du conseil d'administration des Houillères du bassin de Lorraine en qualité de représentant des usagers domestiques:

M. Liard (François), vice-président du conseil général de la Moselle, maire de Dieuze, en remplacement de M. Boulier (Joseph), démissionnaire.

Décret du 6 janvier 1951 autorisant la mutation de la concession de mines de fer de Droitaumont et la réunion de cette concession à celle de Bruville (Meurthe-et-Moselle).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce,
Vu la pétition en date du 17 février 1950 présentée par la Société générale française des mines, dont le siège social est à Paris, à l'effet d'obtenir l'autorisation de mutation de la concession de Droitaumont apportée par la société en commandite par actions Schneider et Ce et de la réunir à la concession de Bruville dont elle est déjà concessionnaire;
Vu l'acte d'apport du 14 décembre 1949 stipulant les conditions de l'apport de la concession de Droitaumont par la société en commandite par actions Schneider et Ce à la Société anonyme générale française des mines;
Vu l'engagement pris par la Société générale française de mines de ne pas exporter le minerai des concessions de Droitaumont et de Bruville sans l'autorisation du ministre chargé des mines;
Vu les pouvoirs, statuts et autres pièces à l'appui de ladite pétition;
Vu les rapports et avis du service des mines en date des 11 avril 1950 et 19 juin 1950;
Vu l'avis du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 21 juin 1950;
Vu l'avis du conseil général des mines en date du 9 octobre 1950;
Vu le décret du 5 août 1887 instituant la concession de Droitaumont;
Vu le décret du 27 août 1902 instituant la concession de Bruville;
Vu la loi du 21 avril 1810 sur les mines, minières et carrières, modifiée et complétée par les lois des 27 avril 1838, 9 mai 1866, 27 juillet 1880, 23 juillet 1907, 9 septembre 1919, 16 décembre 1922, 26 janvier et 12 avril 1928, 1er décembre 1929, le décret-loi du 24 mai 1938 et le décret-loi du 17 juin 1938, modifié par les lois des 12 septembre 1942 et 4 février 1943;
Vu l'article 138 de la loi de finances du 13 juillet 1911 relative aux mutations de propriétés et amodiations de concessions minières;
Vu le décret du 23 octobre 1852 sur les réunions de concessions de mines;
Sur l'avis conforme du conseil d'Etat (section des travaux publics),

Décrète:

Art. 1er. — Est autorisé, sous les conditions déterminées ci-après aux articles 3 et 4 la mutation de la concession de mines de fer de Droitaumont apportée par la société en commandite par actions Schneider et Ce à la Société générale française des mines, sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de l'apport ni préjuge de la valeur de la mine.

Art. 2. — La Société générale française de mines est autorisée à réunir la concession de Droitaumont à celle de Bruville dont elle est déjà concessionnaire.

Art. 3. — Il est pris acte de l'engagement susvisé de la Société générale française de mines de ne pas exporter de minerai des concessions de Droitaumont et de Bruville sans l'autorisation du ministre chargé des mines.

Art. 4. — Le président du conseil d'administration de la Société générale française de mines, les administrateurs délégués, les deux tiers au moins des membres du conseil d'administration, les commissaires aux comptes, ainsi que les directeurs ayant la signature sociale seront Français. Les délibérations du conseil d'administration ne seront valables que si le nombre des membres qui y ont pris part est supérieur à la moitié du nombre des membres en exercice.
Des dérogations aux dispositions du présent article pourront être accordées par décret contresigné par le ministre chargé des mines et le ministre des affaires étrangères.

Art. 5. — Faute par la Société générale française de mines à se conformer à l'engagement visé à l'article 3 et aux prescriptions de l'article 4, la présente autorisation sera rapportée de plein droit.

Art. 6. — Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 janvier 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de l'industrie et du commerce,
JEAN-MARIE LOUVEL.

Affectation provisoire au ministère de l'industrie et du commerce d'un baraquement sis à Rethel (Ardennes).

Le ministre de l'industrie et du commerce et le ministre du budget,

Vu le décret n° 49-1313 du 27 septembre 1949 relatif à l'affectation des immeubles domaniaux ou détenus en jouissance à un titre quelconque par l'Etat;
Vu l'adhésion du directeur de l'office national des anciens combattants et victimes de la guerre, en date du 22 mai 1950;
Vu l'avis émis par la commission centrale de contrôle des opérations immobilières dans sa séance du 16 novembre 1950,

Arrêtent:

Art. 1er. — Est affecté provisoirement au ministère de l'industrie et du commerce pour les besoins du bureau des instruments de mesure de Rethel, un baraquement d'une superficie de 26 m² portant le n° 337, sis boulevard de la IVe-Armée, à Rethel (Ardennes).

Art. 2. — Le directeur de l'administration générale au ministère de l'industrie et du commerce et le chef du service des domaines au ministère du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 janvier 1951.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur de l'administration générale,
RENÉ BOUFFANDEAU.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret n° 50-1632 du 26 décembre 1950 modifiant le décret du 19 février 1942 réorganisant le service administratif colonial.

Le président du conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,
Vu le décret du 19 février 1942 réorganisant le service administratif colonial;
Vu le décret du 11 avril 1949;
Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les deux premiers alinéas de l'article 4 du décret du 19 février 1942 sont remplacés par les dispositions suivantes:

« *Art. 4.* — Les commandes de matériel sont passées et exécutées conformément aux règles fixées par le décret du 11 avril 1949 portant application, pour les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, du décret du 6 avril 1942 relatif aux marchés passés au nom de l'Etat et par les clauses et conditions générales des marchés du département de la France d'outre-mer.

« Le chef du service administratif colonial signe ou approuve les marchés passés par le service administratif colonial après avis, le cas échéant, de la commission consultative des marchés du ministère de la France d'outre-mer. Il notifie sa décision aux intéressés... ».

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer dans les attributions de qui entre le service administratif colonial, sont chargés de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 1950.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de la France d'outre-mer,
FRANÇOIS MITTERRAND.

Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,
LUCIEN COFFIN.

Décret du 26 décembre 1950 portant nominations dans la magistrature d'outre-mer.

Par décret en date du 26 décembre 1950, pris sur la présentation du conseil supérieur de la magistrature, MM. Hecquard (Jean), Barbe (Lucien), Tellier (Frédéric), Antoine (Michel) et Dolbois (Henri), sont nommés juges suppléants dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française (postes vacants).

Décret du 26 décembre 1950 portant nominations dans la magistrature d'outre-mer.

Par décret en date du 26 décembre 1950:

M. Auvinet, substitut de 2e classe à la suite dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique équatoriale française, est nommé substitut du procureur de la République près le tribunal de 2e classe de Brazzaville, en remplacement de M. Franchet, appelé à d'autres fonctions.

M. Marcant, breveté de l'école nationale de la France d'outre-mer, est nommé substitut du procureur de la République près le tribunal de 2e classe de Tananarive, en remplacement de M. Baumes, appelé à d'autres fonctions.

M. Cugnet, breveté de l'école nationale de la France d'outre-mer, provisoirement substitut du procureur de la République près le tribunal de 3e classe de Bobo-Dioulasso, est nommé substitut du procureur de la République près le tribunal de 2e classe de Conakry, en remplacement de M. Robert, appelé à d'autres fonctions.

M. Lesec, breveté de l'école nationale de la France d'outre-mer, est nommé substitut du procureur de la République près le tribunal de 3e classe de Bobo-Dioulasso, en remplacement de M. Cugnet, appelé à d'autres fonctions.

Décret du 26 décembre 1950 portant nominations dans la magistrature d'outre-mer.

Par décret en date du 26 décembre 1950 pris sur la présentation du conseil supérieur de la magistrature:

M. Stephen, juge suppléant dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française, est nommé, sur sa demande, juge suppléant dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique équatoriale française (poste vacant).

M. Hourtoulle, juge suppléant dans le ressort de la cour d'appel de Madagascar, est nommé, sur sa demande, juge suppléant au tribunal de première instance de Papeete (poste vacant).

Décret du 8 janvier 1951 portant désignation du secrétaire général par intérim des Etablissements français de l'Océanie.

Par décret en date du 8 janvier 1951, M. Marchesseau (Gaston-Léon), administrateur de 2e classe des colonies, est chargé, par intérim, des fonctions de secrétaire général des Etablissements français de l'Océanie, pour compter de la date de sa prise de service et jusqu'à l'arrivée du titulaire.

Décret du 9 janvier 1951 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur au titre Union française.

Par décret en date du 9 janvier 1951, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la France d'outre-mer, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 19 décembre 1950 portant que les nominations faites aux termes du présent décret n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, sont nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur au titre Union française:

Au grade de chevalier.

MM.

Ebele (Pierre-Paul), rédacteur principal des services civils et financiers à Douala (Cameroun); 28 ans 9 mois de services.

Seidou Njimoluh Njoya, sultan de Foumban (Cameroun); 20 ans de services.

Ouverture de crédits sur exercices clos.

Par arrêté du 27 décembre 1950, il est ouvert au ministre de la France d'outre-mer, en augmentation des restes à payer de l'exercice clos 1948, un crédit spécial de 7.298.088 F, montant de nouvelles créances constatées sur cet exercice.

Le ministre de la France d'outre-mer est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert au budget de la France d'outre-mer (dépenses militaires) pour les dépenses d'exercices clos.

Mise en position de mission à l'étranger du directeur de l'Institut français de l'Afrique noire.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 13 décembre 1950, M. Théodore Monod, directeur de l'Institut de l'Afrique noire, est placé en position de mission du 17 au 27 novembre 1950 pour se rendre à Saigon (Viêt-Nam), en vue de participer à la réunion du conseil scientifique pour l'Afrique au Sud du Sahara.

Administration générale.

Par arrêté en date du 29 décembre 1950, l'arrêté du 14 octobre 1948 admettant M. Gaudonville (Charles-Ferdinand), chef de bureau de classe exceptionnelle d'administration générale, à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté de service pour compter du 1er août 1947 est modifié comme suit:

« M. Gaudonville (Charles-Ferdinand), chef de bureau de classe exceptionnelle d'administration générale des colonies, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté de service ».

Par arrêté en date du 29 décembre 1950, l'arrêté du 18 novembre 1950 admettant sur sa demande M. Despres (Elie-Joseph-Marie) à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 16 octobre 1950 est modifié comme suit :

« M. Despres (Elie-Joseph-Marie), chef de bureau de classe exceptionnelle d'administration générale d'outre-mer est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à une pension de retraite ».

Administrateurs.

Par arrêté en date du 28 décembre 1950, M. Arnould (Maurice), administrateur de 3e classe des colonies, chef du secrétariat particulier du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, est placé dans la position de mission au Cameroun pendant une période de quinze jours au maximum à compter du 4 novembre 1950, pour accompagner le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer.

Infirmières et sages-femmes.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 21 décembre 1950, Mlle Loiseau (Yvonne-Pierrette-Marie) est nommée infirmière stagiaire coloniale, pour compter de la veille de son embarquement.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 7 décembre 1950, Mme Dabbadie (Blanche-Renée), née Pradelle, sage-femme coloniale de 1re classe, est admise à la retraite invalidité, pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Travaux publics.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer et du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, en date du 12 décembre 1950, ont été prorogées, pour une période de deux ans, à compter du 16 octobre 1950, les dispositions de l'arrêté du 8 janvier 1949 plaçant M. Laugier (Maurice), ingénieur de 1re classe des travaux publics des colonies dans la position de détachement auprès du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme.

Les retenues pour pension auxquelles est astreint M. Laugier au profit de la caisse de retraites de la France d'outre-mer, ainsi que la contribution à laquelle est tenue envers cette caisse le ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, seront versées dans les conditions des articles 11 et 83 du décret du 1er novembre 1928 modifié par les décrets des 16 juin et 31 décembre 1937.

MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

Décret n° 51-36 du 6 janvier 1951 portant fixation du taux de la redevance unitaire afférente aux opérations d'épargne ou d'avances sur pensions effectuées par l'intermédiaire de l'administration des postes, télégraphes et téléphones.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des postes, télégraphes et téléphones, du ministre du budget et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret du 17 juin 1938 concernant la procédure de fixation des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques ;

Vu la loi de finances n° 50-917 du 8 août 1950 relative au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 ;

Vu le décret n° 50-461 du 21 avril 1950 ;

Vu l'avis du conseil supérieur des postes, télégraphes et téléphones,

Décrète :

Art. 1er. — A partir du 1er janvier 1950, le taux unitaire de la redevance due par la caisse nationale d'épargne en rémunération des services rendus par l'administration des postes, télégraphes et téléphones de la métropole est fixé à 50 F par opération d'épargne (versement, remboursement ou transfert) ou d'avances sur pensions.

Art. 2. — Le ministre des postes, télégraphes et téléphones, le ministre du budget et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 janvier 1951

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,
CHARLES BRUNE.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHE.

Le ministre du budget,
EDGAR FAURE.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Décret du 5 janvier 1951 approuvant les modifications apportées aux statuts d'une société mutualiste reconnue comme établissement d'utilité publique.

SEINE

Par décret en date du 5 janvier 1951, ont été approuvées les modifications apportées à ses statuts par la société mutualiste reconnue comme établissement d'utilité publique dite Société philanthropique, l'Union du commerce, n° 75-224, à Paris.

Décret n° 51-35 du 6 janvier 1951 portant modification des statuts types des sociétés mutualistes, en ce qui concerne celles de ces sociétés gérant un régime spécial de sécurité sociale.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant statut de la mutualité ;

Vu le décret n° 50-797 du 24 juin 1950 portant établissement des statuts types des sociétés mutualistes et rendant obligatoires certaines dispositions desdits statuts ;

Vu le décret n° 50-798 du 24 juin 1950 portant établissement des statuts types des sociétés mutualistes d'entreprises ou interentreprises et rendant obligatoires certaines dispositions desdits statuts ;

Vu le décret n° 50-259 du 28 février 1950 fixant les conditions des élections des représentants des travailleurs au sein des conseils d'administration des sociétés mutualistes et des caisses de prévoyance fonctionnant comme régime spécial de sécurité sociale ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la mutualité en date du 3 février 1950 ;

Le conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Sont approuvées, dans les termes de l'article 3 de l'ordonnance susvisée du 19 octobre 1945, telles qu'elles figurent en annexe au présent décret, les modifications apportées aux statuts types des sociétés mutualistes établis par les décrets susvisés nos 50-797 et 50-798 du 24 juin 1950.

Art. 2. — Présentent un caractère obligatoire les modifications des dispositions des statuts types qui résultent du présent décret.

Art. 3. — Les modifications visées à l'article 1er ne sont applicables qu'aux sociétés mutualistes qui assurent la gestion d'un régime spécial de sécurité sociale.

Art. 4. — Le ministre du travail et de la sécurité sociale est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 janvier 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
PAUL BACON.

Modifications apportées aux statuts types des sociétés mutualistes, en ce qui concerne celles de ces sociétés gérant un régime spécial de sécurité sociale.

Les articles du chapitre III du titre Ier autres que ceux figurant ci-dessous ne subissent aucune modification.

Ancien texte.	Nouveau texte.
TITRE Ier	TITRE Ier
CHAPITRE III. — *Administration.*	CHAPITRE III. — *Administration.*
Art. ... (disposition obligatoire). — La société est administrée par un conseil composé de ... (8) membres, élus au bulletin secret par l'assemblée générale.	Art. ... (disposition obligatoire). — La société est administrée par un conseil composé de ... membres, élus au bulletin secret, par l'ensemble des membres participants et honoraires, dans les conditions définies à l'article .. ci-après.
Ces membres, qui sont obligatoirement choisis parmi les membres participants et honoraires de la société, doivent être Français, majeurs, jouissant de leurs droits civils et civiques (9). Le conseil doit comprendre deux tiers au moins de membres participants (10).	(Le reste sans changement.)
Art. ... (disposition obligatoire). — Les membres du conseil d'administration sont élus pour ... ans et sont renouvelés par ... tous les ans (12 (13).	Art. ... (disposition obligatoire). — Les membres du conseil d'administration sont élus pour ... ans (12).
Nul n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a réuni la majorité absolue des suffrages. Au deuxième tour, l'élection a lieu à la majorité relative; dans le cas où les candidats obtiendraient un nombre égal de suffrages, l'élection est acquise au plus âgé.	L'élection a lieu au scrutin de liste à un tour, à la représentation proportionnelle. Les candidatures sont présentées sous forme de listes comportant, au plus, autant de noms que de sièges à pourvoir. Les électeurs ne peuvent voter que pour une liste préalablement déposée. Ils ne peuvent effectuer ni radiation ni adjonction de noms, ni modification de l'ordre de présentation des candidats; est nul tout bulletin ne remplissant pas ces conditions.
Cet article n'existait pas dans l'ancien texte.	Art. ... (disposition obligatoire). — Il est conféré à chaque liste autant de sièges que le nombre de voix obtenu par elle contient de fois le quotient électoral. Le quotient est égal au nombre total des suffrages exprimés, divisé par le nombre de sièges à pourvoir. Les sièges ainsi conférés à une liste sont attribués aux candidats suivant l'ordre de présentation. Le (ou les) siège restant à pourvoir est (ou sont) attribué selon la règle de la plus forte moyenne. Celle-ci est le résultat de la division du nombre de voix obtenu par chaque liste par le nombre total des sièges déjà conférés, plus un. Les sièges sont successivement attribués selon cette règle. Dans le cas où une liste incomplète obtient un nombre de sièges supérieur au nombre de candidats figurant sur cette liste, les sièges non pourvus sont attribués aux autres listes selon la règle de la plus forte moyenne ci-dessus indiquée.
Art. ... (disposition obligatoire). — Le président et les membres du bureau sont élus dans les conditions suivantes (14):	Art. ... (disposition obligatoire). — Le président et les membres du bureau sont élus chaque année par le conseil d'administration dans son sein (14).

(8) Les sociétés ont la faculté d'indiquer le minimum et le maximum entre lesquels sera compris le nombre des administrateurs.

(8) Supprimé.

(9) Pour les sociétés mutualistes comprenant un quart au moins d'étrangers, cet alinéa doit être complété obligatoirement par l'indication du nombre maximum de sièges qui peuvent être occupés par des administrateurs de nationalité étrangère. Il est rappelé que les sociétés dont le conseil comprend plus d'un administrateur étranger sur quatre voient, en vertu de l'article 43 de l'ordonnance du 19 octobre 1945, leur activité soumise à certaines restrictions et ne peuvent bénéficier des encouragements de l'Etat, des départements et des communes.

(9) Sans changement.

(10) Le conseil peut être composé uniquement de membres participants.

(10) Sans changement.

(12) Fixer ici la durée du mandat d'administrateur; la durée du mandat du président peut être différente de celle du mandat des autres administrateurs. Veiller à ce que le nombre des administrateurs soit exactement divisible par le chiffre adopté comme durée de leur mandat. Il est rappelé qu'en vertu de l'article 11 de l'ordonnance du 19 octobre 1945, le renouvellement du conseil d'administration s'effectue par fractions dans un délai maximum de six ans. Les sociétés ont donc la faculté de fixer une durée de mandat inférieure à six ans.

(12) Fixer ici la durée du mandat des administrateurs. La durée dudit mandat ne peut être supérieure à six ans. Les sociétés ont cependant la faculté de fixer une durée de mandat inférieure à six ans.

(13) Les sociétés peuvent également adopter la rédaction suivante: « Le président est élu pour ... ans. Les autres membres du conseil d'administration le sont pour ... ans, et sont renouvelés par ... tous les ... ans. Nul n'est élu, etc. »

(13) Supprimé.

(14) Les sociétés ont le choix entre les trois formules ci-après:
a) Le président est élu par l'assemblée générale. Les autres membres du bureau sont élus chaque année par le conseil d'administration au cours de la première réunion qui suit l'assemblée générale annuelle;
b) Le président et les membres du bureau sont élus chaque année par le conseil d'administration au cours de la première réunion qui suit l'assemblée générale annuelle;
c) Le président et les membres du bureau sont élus chaque année par l'assemblée générale.
Toutefois, quelle que soit la formule adoptée, lorsque le renouvellement partiel ou total du conseil d'administration a lieu à l'expiration de périodes excédant une année, l'élection du président et des membres du bureau peut n'intervenir que lors de ce renouvellement.

(14) Le conseil d'administration peut désigner le président pour une durée supérieure à une année et au maximum pour la durée du mandat des membres du conseil d'administration.

Art. ... — Le premier conseil ou le conseil élu à la suite d'une démission collective des administrateurs procédera par voie de tirage au sort pour désigner ceux de ses membres qui seront soumis à la réélection. Il est pourvu provisoirement par le conseil au remplacement des membres décédés ou démissionnaires sauf ratification par la plus prochaine assemblée générale. Les administrateurs ainsi nommés ne demeurent en fonctions que pendant la durée du mandat qui avait été confié à leurs prédécesseurs.

Art. ... (disposition obligatoire). — Les membres honoraires et participants de la société se réunissent en assemblée générale ordinaire ... fois par an (21) (22) pour se prononcer sur le rapport moral et le compte rendu de la gestion financière du conseil d'administration, procéder à l'élection des membres du conseil d'administration et de la commission de contrôle, délibérer sur les rapports qui leur sont présentés, statuer sur les questions qui leur sont soumises par le conseil, notamment sur le placement des fonds conformément à l'article 20 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 et autoriser sur les fonds de réserve les prélèvements jugés nécessaires pour assurer le fonctionnement de la société, prélèvements dont ils fixent le montant.

En cas d'urgence, le président peut faire convoquer une assemblée générale extraordinaire. La convocation est obligatoire quand elle est demandée, soit par le quart des membres de la société ayant le droit de vote, soit par la majorité des membres du conseil.

Les modifications aux statuts ou l'acquisition d'immeubles pour la réalisation d'œuvres sociales ne peuvent être décidées qu'en assemblée générale extraordinaire.

L'ordre du jour des assemblées générales ordinaires et extraordinaires est fixé par le conseil.

Toute question dont l'examen est demandé par le quart au moins des sociétaires, deux mois avant l'assemblée générale, est obligatoirement portée à l'ordre du jour.

Art. ... (disposition obligatoire). — Il est pourvu, par le conseil d'administration, au remplacement de ceux des membres qui, en cours de mandat, cessent leurs fonctions par suite de décès, démission, ou autre cause. Le remplaçant est désigné par le conseil d'administration dans l'ordre de présentation des candidats sur la liste à laquelle appartenait le titulaire du siège devenu vacant.

Art. ... (disposition obligatoire). — Les membres honoraires et participants de la société se réunissent en assemblée générale ordinaire ... fois par an (21) (22) pour se prononcer sur le rapport moral et le compte rendu de la gestion financière du conseil d'administration, procéder à l'élection de la commission de contrôle, délibérer sur les rapports qui leur sont présentés, statuer sur les questions qui leur sont soumises par le conseil, notamment sur le placement des fonds conformément à l'article 20 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 et autoriser sur les fonds de réserve les prélèvements jugés nécessaires pour assurer le fonctionnement de la société, prélèvements dont ils fixent le montant.

N. B. — Pour l'application des modifications ci-dessus aux statuts-types des sociétés mutualistes d'entreprises, ou inter-entreprises, les renvois nos 8, 9, 10, 12, 13, 14, 21 et 22 portent respectivement les nos 10, 11, 12, 16, 17, 18, 26 et 27.

(21) Une fois au moins.

(22) Lorsque la réunion de l'assemblée générale se révèle difficile, voire impossible, en raison de l'importance de l'effectif de la société ou de l'étendue de sa circonscription, les statuts peuvent prévoir que les membres participants et honoraires sont répartis en sections locales de vote. Dans ce cas, l'assemblée générale est composée uniquement — à l'exclusion de la présence à titre personnel de membres honoraires ou participants — des délégués élus par ces sections dans les conditions déterminées par les statuts.

Si en raison de leur éloignement certains membres ne peuvent être rattachés à une section de vote, ils peuvent être groupés en une section dite: « Section des isolés ». Ils expriment leur vote par correspondance pour désigner le ou les délégués à l'assemblée générale.

En cas d'empêchement, un délégué ne peut se faire représenter que par un délégué élu (de sa section ou d'une autre section), sans que le nombre de mandats réunis par un même délégué puisse excéder ... mandats. Ce procédé peut être remplacé par l'élection de délégués suppléants.

Les sociétés qui entendent adopter ce mode de réunion de l'assemblée générale doivent insérer dans leurs statuts le texte suivant:

Art. ... — « Les délégués des membres honoraires et participants se réunissent en assemblée générale ordinaire ... fois par an pour se prononcer..., etc. ».

Art. ... — « Pour l'élection des délégués à l'assemblée générale, les membres honoraires et participants sont répartis en sections de vote qui sont instituées par le conseil d'administration ».

L'élection a lieu suivant l'une des formules ci-après:

1re formule. — « Les membres participants et honoraires de chaque section élisent un délégué par X ou fraction de X membres participants ou honoraires.

« Le délégué est élu pour ... ans (maximum six ans).

« Chaque délégué dispose d'une seule voix ».

2e formule. — « Les membres participants ou honoraires de chaque section élisent un délégué par section.

« Le délégué est élu pour ... ans (maximum six ans).

« Le délégué dispose dans les votes d'un nombre de voix égal au nombre de membres honoraires et participants que comporte la section ».

Par ailleurs, les sociétés qui décident d'instituer des délégués suppléants doivent insérer le texte suivant:

« Chaque section élit des délégués suppléants en nombre égal à celui des délégués titulaires. En cas d'impossibilité d'assister à l'assemblée générale, le délégué titulaire est remplacé dans ses fonctions par le délégué suppléant ».

(21) Sans changement.

(22) Sans changement.

Décret n° 50-1555 portant règlement d'administration publique relatif aux assemblées générales et aux élections dans l'organisation autonome d'allocation vieillesse de l'industrie et du commerce.

Rectificatif au *Journal officiel* du 21 décembre 1950: page 12967, 2e colonne, après: « Vu la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, notamment l'article 2 (2e alinéa)... », ajouter: « ainsi conçu : Des règlements d'administration publique déterminent, pour chacune de ces organisations autonomes, après avis des organisations professionnelles intéressées, leur structure, leurs règles de fonctionnement, ainsi que le mode d'élection des membres des conseils d'administration de leurs caisses ou sections de caisses »; 38e ligne, au lieu de: « contresignés », lire: « consignés ».

Modifications au tarif annexé à l'arrêté du 22 mars 1948, fixant le barème des cotisations prévu à l'article 2 de l'arrêté du 16 février 1948 pour les industries des cuirs et peaux, plumes et crins (accidents du travail).

Le ministre du travail et de la sécurité sociale

Vu l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, notamment de l'article 35;

Vu le décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, notamment l'article 33 (2e alinéa);

Vu l'arrêté du 16 septembre 1946 relatif à la tarification provisoire des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles, et notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du 16 février 1948 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles;

Vu l'arrêté du 22 mars 1948 fixant le barème des cotisations prévu à l'article 2 de l'arrêté du 16 février 1948 pour les industries des cuirs et peaux, plumes et crins (accidents du travail);

Vu l'arrêté du 29 avril 1949 complétant et modifiant le tarif annexé à l'arrêté du 22 mars 1948, fixant le barème des cotisations prévu à l'article 2 de l'arrêté du 16 février 1948 pour les industries des cuirs et peaux, plumes et crins (accidents du travail);

Vu l'arrêté du 28 décembre 1950 modifiant les articles 1er et 2 de l'arrêté du 23 septembre 1946 relatif aux comités techniques nationaux constitués auprès du conseil d'administration de la caisse nationale de sécurité sociale,

Arrête:

Art. 1er. — Le tarif annexé à l'arrêté du 22 mars 1948, fixant le barème des cotisations prévu à l'article 2 de l'arrêté du 16 février 1948 pour les industries des cuirs et peaux, plumes et crins (accidents du travail), complété et modifié par l'arrêté du 29 avril 1949, est modifié comme suit:

Les rubriques:

Plumes	1,10 p. 100
Crins:	
Manipulation ordinaire	3,20 —
Manipulation avec risques permanents de maladies professionnelles	5,40 —

sont supprimées.

Art. 2. — Le directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 29 décembre 1950.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
JACQUES DOUBLET

Approbation des statuts d'une société mutualiste d'entreprise.

TERRITOIRE DE BELFORT

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 29 décembre 1950, ont été approuvés les statuts de la société mutualiste d'entreprise ci-après:

Société mutualiste d'entreprise du personnel de la caisse d'allocations familiales, n° 90-1, n° 68-101, à Belfort (Territoire de Belfort).

Fusion de sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENT DE SAÔNE-ET-LOIRE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 29 décembre 1950, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Société mutualiste corporative d'entr'aide sociale des établissements Florentin et Rilliot frères, n° 71-900, à Monceau-les-Mines, avec la société mutualiste dite Amicale mutuelle des employés de commerce et d'industrie, commis aux écritures et assimilés de Monceau-les-Mines et la région, n° 71-676, à Monceau-les-Mines.

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 29 décembre 1950, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Mutuelle mâconnaise de la presse, n° 71-675, à Mâcon, avec la société mutualiste dite La Mâconnaise, n° 71-39, à Mâcon.

Approbation des statuts de la Caisse algérienne mutuelle de prévoyance sociale des fonctionnaires.

Par arrêté en date du 2 janvier 1951, ont été approuvés les statuts de la Caisse algérienne mutuelle de prévoyance sociale des fonctionnaires.

Modification de l'arrêté du 27 novembre 1950 portant nomination des membres de la commission supérieure des allocations familiales.

Par arrêté du 30 décembre 1950, l'article 1er de l'arrêté susvisé est modifié comme suit:

. . . . . .

« Au titre de représentants des organisations professionnelles nationales de travailleurs indépendants:

« M. Michel, président de la chambre des métiers de la Haute-Marne.

« Docteur Guyot.

« M. Denoyers ».

(Le reste sans changement.)

MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Services extérieurs.

Par arrêté du 29 décembre 1950, les agents auxiliaires des services extérieurs du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre dont les noms suivent ont été intégrés dans les cadres complémentaires de bureau et de service, dans les conditions ci-dessous, à compter du 1er juillet 1950:

Mme Alexandre (Denise), agent de bureau de 6e classe au service interdépartemental de Rennes, annexe de Saint-Brieuc.

M. Bouy (Jean), agent de service de 1re classe au service interdépartemental de Metz, annexe de Châlons-sur-Marne.

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

Décret du 6 janvier 1951 portant création de l'office public départemental d'habitations à loyer modéré de la Savoie.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, du ministre de l'intérieur et du secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Vu la loi du 5 décembre 1922 codifiant les lois sur les habitations à loyer modéré et la petite propriété, ensemble les lois subséquentes;

Vu le décret du 24 décembre 1945 transférant au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme les attributions du ministre de la santé publique en matière d'habitations à loyer modéré;

Vu les délibérations du conseil général de la Savoie en date des 29 avril et 1er octobre 1949;

Vu l'avis du comité de patronage des habitations à loyer modéré de la Savoie en date du 27 juillet 1949;

Vu l'avis de la commission interministérielle des prêts en date du 16 février 1950;

Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Il est créé un office public départemental d'habitations à loyer modéré de la Savoie.

Art. 2. — Est approuvée la délibération en date du 1er octobre 1949, par laquelle le conseil général de la Savoie a décidé l'attribution à cet office d'une dotation d'un million de francs payable en cinq annuités de 200.000 F chacune.

Art. 3. — Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 janvier 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,
EUGENE CLAUDIUS-PETIT.

Le ministre de l'intérieur,
HENRI QUEUILLE.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,
EUGÈNE THOMAS.

Déclaration d'utilité publique et d'urgence d'opérations de remembrement prévues dans diverses communes.

Par arrêtés concertés du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre du budget, pris en application de l'article 10 de la loi validée des 11 octobre 1940 - 12 juillet 1941 relative à la reconstruction des immeubles d'habitation totalement ou partiellement détruits par actes de guerre, ont été déclarées d'utilité publique et d'urgence les opérations de remembrement prévues dans les communes suivantes:

Royan (Charente-Maritime). — Arrêté du 18 août 1950.
Roye (Somme). — Arrêté du 4 décembre 1950.

Par arrêté concerté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre du budget en date du 18 septembre 1950, pris en application de l'article 10 de la loi validée des 11 octobre 1940-12 juillet 1941 relative à la reconstruction des immeubles d'habitation totalement ou partiellement détruits par actes de guerre, sont déclarées d'utilité publique et urgentes les opérations de remembrement prévues dans la commune de Vitry-le-François (Marne) (rue des Moulins, rue Sainte-Barbe et rue des Minimes) et la reconstruction d'immeubles préfinancés.

Déclaration d'utilité publique et d'urgence de travaux de construction directe par l'Etat d'immeubles d'habitation de caractère definitif.

Par arrêtés concertés du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre du budget, en date des 4 septembre et 7 octobre 1950, pris en application de l'article 1er de la loi n° 50-631 du 2 juin 1950, autorisant la construction directe par l'Etat, sur l'initiative du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, d'immeubles d'habitation de caractère définitif dans les conditions prévues par l'ordonnance du 8 septembre 1945, afin de permettre l'expérimentation des diverses techniques de la construction et le contrôle de leurs prix de revient, sont déclarés d'utilité publique et urgents les travaux de construction directe par l'Etat d'immeubles d'habitation de caractère définitif sur les parcelles du territoire désignées aux plans de situation annexés auxdits arrêtés pour les communes de:

Chartres (Eure-et-Loir).
Creil, lieudit « la Champrelle » (Oise).

Institution, dans une commune, de la taxe de compensation sur les locaux inoccupés ou insuffisamment occupés.

Le ministre de l'intérieur, le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, le ministre du budget et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945, modifiée et prorogée, instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement et notamment son article 18;

Vu le décret n° 47-2414 du 30 décembre 1947 et notamment son article 11;

Vu l'article 236 du code général des impôts;

Vu la délibération du conseil municipal de Sarrebourg (Moselle) en date du 1er septembre 1950;

Sur la proposition du préfet de la Moselle,

Arrêtent:

Art. 1er. — La taxe de compensation sur les locaux inoccupés ou insuffisamment occupés est instituée dans la commune de Sarrebourg (Moselle).

Elle sera assise et perçue dans les conditions prévues par l'article 18 de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945, modifiée et prorogée, le décret n° 47-213 du 16 janvier 1947 modifié, l'article 236 du code général des impôts et les articles 59 à 68 de l'annexe III dudit code.

Art. 2. — Le chef du service du logement du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, le directeur général des impôts au ministère du budget et le préfet de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 décembre 1950.

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT BORDAZ.

Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre de l'intérieur et par délégation:
Pour le directeur de l'administration générale, départementale et communale:
Le sous-directeur,
LAPOREST.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Pour le ministre et par délégation:
Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
ROBERT BURON.

Le ministre du budget,
Pour le ministre et par autorisation:
Le directeur du budget,
R. GOETZE.

Déclaration d'utilité publique et d'urgence de la création de zones de compensation dans diverses communes.

Par arrêtés concertés du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre du budget pris en application de l'article 10 de la loi validée des 11 octobre 1940, 12 juillet 1941 relative à la reconstruction des immeubles d'habitation totalement ou partiellement détruits par actes de guerre a été déclarée d'utilité publique et urgente la création de zones de compensation en vue de faciliter les opérations de remembrement dans les communes suivantes:

Abries (Hautes-Alpes). — Arrêté du 23 août 1950.
Argentan (Orne), chemin de la Noé, rue du Collège, chemin de Cayenne. — Arrêté du 15 septembre 1950.
Beaumont-en-Argonne (Ardennes). — Arrêté du 8 septembre 1950.
Cervières (Hautes-Alpes). — Arrêté du 16 octobre 1950.
Courrières (Pas-de-Calais). — Arrêté du 23 octobre 1950.
Coutances (Manche), rue Quesnel-Morinière, boulevard de la Marne. — Arrêté du 30 septembre 1950.
Graignes (Manche), C. D. nos 51 et 89. — Arrêté du 5 septembre 1950.
Le Havre (Seine-Inférieure). — Arrêté du 11 août 1950.
Pomponne (Seine-et-Marne), route départementale n° 221. — Arrêté du 30 septembre 1950.
Saumur (Maine-et-Loire), rue Colbert. — Arrêté du 10 août 1950.
Teilleul (Manche), R. N. 808, C. D. 32. — Arrêté du 5 septembre 1950.
Le Touquet-Paris-Plage (Pas-de-Calais). — Arrêté du 19 septembre 1950.
Villard-Saint-Pancrace (Hautes-Alpes). — Arrêté du 10 octobre 1950.
Villiers-Semeuse (Ardennes). — Arrêté du 23 novembre 1950.

Par arrêtés concertés du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre du budget pris en application de l'article 10 de la loi validée des 11 octobre 1940-12 juillet 1941 relative à la reconstruction des immeubles d'habitation totalement ou partiellement détruits par actes de guerre a été déclarée d'utilité publique et urgente la création de zones de compensation en vue de faciliter les opérations de relogement de sinistrés dans les communes suivantes:

Aubervilliers (Seine). — Arrêté du 10 octobre 1950.
Boulogne-Billancourt (Seine), rue des Peupliers, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres. — Arrêté du 5 septembre 1950.
Clichy (Seine). — Arrêté du 10 octobre 1950.
Equeurdreville (Manche), rue Lepoitevin, rue Jeanne-d'Arc. — Arrêté du 9 septembre 1950.
Gennevilliers (Seine), rue L.-Calmels. — Arrêté du 30 septembre 1950.
Paris (16e), avenue Perrichont. — Arrêté du 5 septembre 1950.
Villeneuve-la-Garenne (Seine), rue Pierre-Brossolette, anciennement rue d'Hubert. — Arrêté du 30 septembre 1950.

Par arrêté concerté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre du budget en date du 24 novembre 1950, pris en application de l'article 10 de la loi validée des 11 octobre 1940-12 juillet 1941 relative à la reconstruction des immeubles d'habitation totalement ou partiellement détruits par actes de guerre a été déclarée d'utilité publique et urgente la création, sur le territoire de la commune Vitry-le-François (Marne), d'un terrain de compensation destiné à permettre la reconstruction d'une industrie sinistrée qui ne peut être rétablie à son ancien emplacement situé en zone résidentielle.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

Par arrêté du 26 décembre 1950, est nommé auditeur au conseil supérieur d'hygiène publique de France, en remplacement de M. le professeur Nevot élu membre, M. le docteur René Battiaux, chef de service à l'Institut Pasteur de Lille.

La nomination ci-dessus est faite pour trois ans; elle est renouvelable.

Administration centrale.

Par arrêté du 22 décembre 1950, les administrateurs civils dont les noms suivent sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade:

Administrateurs civils de 2e classe.

Au 2e échelon.

M. Collignon, à compter du 10 novembre 1950.
Mlle Thiar, à compter du 16 novembre 1950.

Administrateurs civils de 3e classe

Au 4e échelon.

M. Langle, à compter du 7 décembre 1950.

Par arrêté du 21 décembre 1950, les agents supérieurs dont les noms suivent sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade:

Agents supérieurs de 3e classe

Au 3e échelon.

A compter du 25 novembre 1950: M. Busnel (Jean).
A compter du 1er décembre 1950: M. Pensa (Jean-Pierre).
A compter du 1er décembre 1950: Mme Stephan (Marie-Louise).

Inspection de la population.

Par arrêté en date du 26 décembre 1950, sont radiés des cadres de l'inspection de la population, à compter du 22 mars 1948:

M. Papillard, inspecteur principal en disponibilité.
Mme Coulisson, inspecteur adjoint en disponibilité.
Mme Dumonteil, inspecteur adjoint en disponibilité.

Modification et complément à la liste d'aptitude aux fonctions de médecin directeur de sanatoriums publics.

Rectificatif au *Journal officiel* du 19 décembre 1950, page 12897, 2e colonne:

Au lieu de:

5 M. Pascot, médecin adjoint au sanatorium Lac à Villers (Doubs).
6 M. Ogel, médecin adjoint au sanatorium de Tilleroyes (Doubs).
. . . . . .
12 Mme Le Pourhiet, médecin adjoint au sanatorium départemental de Plougonven (Finistère).
13 M. Roche, médecin adjoint au sanatorium de Roquefraiche, à Lauris (Vaucluse).
14 M. Le Pourhiet, médecin adjoint au sanatorium de Plougonven (Finistère).
. . . . . .

B. — *Tuberculose non pulmonaire.*

M. le docteur Arrighi de Casanova, médecin adjoint au sanatorium maritime départemental du Grau-du-Roi (Gard).

Lire:

5 M. Pascot, médecin adjoint au sanatorium de Lac ou Villers (Doubs), à compter du 18 octobre 1950.
6 M. Ogel, médecin adjoint au sanatorium des Tilleroyes (Doubs), à compter du 18 octobre 1950.
. . . . . .
12 Mme Le Pourhiet, médecin adjoint au sanatorium départemental de Plougonven (Finistère), à compter du 18 octobre 1950.
13 M. Roche, médecin adjoint au sanatorium de Roquefraiche, à Lauris (Vaucluse), à compter du 18 octobre 1950.
14 M. Le Pourhiet, médecin adjoint au sanatorium de Plougonven (Finistère), à compter du 18 octobre 1950.
. . . . . .

B. — *Tuberculose non pulmonaire.*

M. le docteur Arrighi de Casanova, médecin adjoint au sanatorium maritime du Grau-du-Roi (Gard), à compter du 18 octobre 1950.

(Le reste sans changement.)

Tableau d'avancement, pour l'année 1951, dans le corps de l'inspection de la santé.

Par arrêté en date du 20 décembre 1950, sont inscrits au tableau d'avancement pour l'année 1951, en vue d'une promotion au grade de médecin inspecteur divisionnaire de la santé, les médecins inspecteurs principaux dont les noms suivent:

Les docteurs:

1 MM. Merle, médecin inspecteur principal de la santé de la Loire-Inférieure.
2 Abbal, directeur départemental de la santé des Landes.
3 Robini, en service détaché.
4 Lesaffre, directeur départemental de la santé du Pas-de-Calais.
5 Leblanc, directeur départemental de la santé des Alpes-Maritimes.
6 Hyronimus, directeur départemental de la santé de Seine-et-Marne.

Par ce même arrêté, sont inscrits au tableau d'avancement pour l'année 1951, en vue d'une promotion au grade de médecin inspecteur principal de la santé, les médecins inspecteurs de la santé dont les noms suivent:

Les docteurs:

1 Mlle Pougeoise (Somme).
2 Mme Desse (Finistère).
3 M. Poconle (en service détaché).
4 Mme Robert (Seine-et-Oise).
5 Mlle Strelsguth (Rhône).
6 M. Latailiade (Aisne).
7 Mme Haas (territoire de Belfort).

MINISTERE DE LA MARINE MARCHANDE

Décret du 6 janvier 1951 portant nomination dans la réserve de l'armée de mer de trois officiers d'administration de l'inspection maritime.

Par décret en date du 6 janvier 1951, sont nommés, avec leur grade, dans les réserves de l'armée de mer:

(Pour compter du 1er janvier 1951.)

M. Morel (A.), officier d'administration principal de l'inscription maritime.

(Pour compter du 2 janvier 1951.)

M. Jestin (E.-G.), officier d'administration principal de l'inscription maritime.

M. Querci (J.), officier d'administration principal de l'inscription maritime.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

ANNÉE 1951

Ordre du jour du jeudi 11 janvier 1951.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE.

Nomination des six vice-présidents, des quatorze secrétaires et des trois questeurs de l'Assemblée nationale.

Listes électorales des membres des groupes politiques, remises au président de l'Assemblée nationale, le 9 janvier 1951, en exécution de l'article 16 du règlement.

GROUPE COMMUNISTE

(167 membres.)

MM. Airoldi (Julien), Alliot, Mlle Archimède, MM. Arthaud (René), Auguet (Gaston), Balanger (Robert), Barel (Virgile), Barthélémy (André), Bartolini (Jean), Mme Bastide (Denise), MM. Benoist (Charles), Berger (Gilbert), Besset (Pierre), Billat (Paul), Billoux (François), Biscarlet (Alfred), Bissol (Léopold), Blanchet (Jules), Boccagny (Albert), Bonte (Florimond), Bourbon (Henri), Mme Bou-

lard (Madeleine), MM. Boulavant (Rémy), Brault (Armand), Mme Braun (Madeleine), MM. Brillouet (Maurice), Cachin (Marcel), Calas (Raoul), Camphin (René), Cance (René), Cartier (Marius), Casanova (Laurent), Castera (Edmond), Cermolacce (Paul), Césaire (Aimé), Mme Charbonnel (Paulette), MM. Chausson (Clément), Cherrier (Marcel), Mme Chevrin, M. Citerne (Gabriel), Mme Claeys (Isabelle), MM. Cogniot (Georges), Costes (Alfred), Cristofol (Jean), Crouzat (Ambroise), Mme Darras (Julie), MM. Dassonville (Gaston), Denis (Alphonse), Djemad (Chérif), Mme Douteau (Isabelle), MM. Duclos (Jacques), Duclos (Jean), Dufour (André), Dumet (Jean), Duprat (Gérard), Dupuy (Marc), Dutard (Lucien), Mme Duvernois (Eugénie), MM. Fajon (Etienne), Fayet (Pierre), Fiévez (Henri), Mmes François (Germaine), Galicier (Emilienne), MM. Garaudy (Roger), Garcia (Félix), Gautier (André), Genest (Maurice), Ginestet, Mme Ginollin (Denise), MM. Giovoni (Arthur), Girard (Rosan), Girardot (Pierre), Gosnat (Georges), Goudoux (Jean), Gouge (Henri), Greffier (Paul), Gremier (Fernand), Gresa (Jacques), Gros (Antonin), Mmes Guérin (Lucie), Guérin (Rose), MM. Guiguen (Louis), Guillon (Jean) (Indre-et-Loire), Guyot (Raymond) (Seine), Hamon (Marcel), Mme Hertzog-Cachin (Marcelle), MM. Hugonnier (Auguste), Joinville (Alfred Malleret), Juge (Pierre), Julian (Gaston), Kriegel-Valrimont (Maurice), Lambert (Lucien), Mme Lambert (Marie), MM Lamps (René), Lareppe (Pierre), Lavergne (Clément), Lecœur (Auguste), Mme Lejeune (Hélène), MM. Lenormand (André), Lepervanche (de), L'Huillier (Waldeck), Llante (Jean), Maillocheau (Fernand), Manceau (Robert), Marty (André), Masson (Albert), Maton (Albert), Mercier (André) (Oise), Michaut (Victor), Michel (Maurice), Midol (Lucien), Montagnier (Eugène), Môquet (Prosper), Mora (Albert), Morand (Georges), Moulon (Adrien), Mudry (René), Musmeaux (Arthur), Mmes Nautré, Nédelec (Raymonde), MM. Noël (Marcel) (Aube), Patinaud (Marius), Paul (Gabriel), Paumier (Bernard), Perdon (Hilaire), Mme Péri (Mathilde), MM. Péron (Yves), Petit (Albert), Peyrat (Marcel), Pierrard (André), Pirot (Georges), Poumadère (Pierre), Pourtalet (Henri), Pronteau (Jean), Prot (Louis), Mme Rabaté (Maria), MM. Rametie (Arthur), Renard (Adrien), Mme Reynaud (Renée), M. Rigal (Albert) (Loiret), Mme Roca (Gilberte), MM. Rochet (Waldeck), Rosenblatt (Marcel), Roucaute (Gabriel), Roucaute (Roger), Ruffe (Hubert), Mlle Rumeau (Marcelle), M. Savart (André), Mme Schell (Anna), MM. Servin (Marcel), Signor (Alain), Mme Sportisse (Alice), MM. Thamier (Henri), Thorez (Maurice), Thuillier (René), Tillon (Charles), Touchard (Auguste), Toujas (Jean), Tourné (André), Tourtaud (Auguste), Tricart, Mme Vaillant-Couturier (Marie-Claude), MM. Vedrines (Henri), Vergès (Raymond), Mme Vermeersch (Jeannette), MM. Villon (Pierre), Zunino (Michel).

Le président du groupe,
JACQUES DUCLOS.

GROUPE D'ACTION DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE

(16 membres.)

MM. Bayrou (Maurice), Capitant (René), Castellani (Jules), Closterman, Kaufmann (Michel), Krieger (Alfred), Kuehn (René), Legendre (Jean), Liquard (Emile), Livry-Level (Philippe), Malbrant (René), Mondon (Raymond), Nisse (Robert), Theetten (Paul), Vendroux (Jacques), Wolff (Camille).

Apparenté aux termes de l'article 16 du règlement.

(1 membre.)

M. Godin (André).

Le président du groupe,
RENÉ CAPITANT.

GROUPE DE LA GAUCHE INDÉPENDANTE

Apparenté au groupe des indépendants d'outre-mer aux termes de l'article 16 du règlement.

(3 membres.)

MM. d'Aragon, Boulet, Pierre-Grouès.

Le président du groupe,
D'ARAGON.

GROUPE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE ET SOCIALISTE DE LA RÉSISTANCE

(12 membres.)

MM. Bonnefous (Edouard), Cadi (Abdelkader), Chevallier (Pierre), Cervolino (Roger), Horma Ould Babana, Médecin (Jean), Mitterrand (François), Olmi, Eugène-Claudius Petit, Pleven (René), Pourtier (Jean), Said Mohamed Cheikh.

Apparentés aux termes de l'article 16 du règlement.

(3 membres.)

MM. Babet (Raphaël), Derdour (Jamel), Maurice-Petsche.

Le président du groupe,
PIERRE CHEVALLIER.

GROUPE DE L'UNION DES RÉPUBLICAINS PROGRESSISTES

(7 membres.)

MM. d'Astier de La Vigerie (Emmanuel), Chambeiron (Robert), Chambrun (de) (Gilbert), Cot (Pierre), Dreyfus-Schmidt (Pierre), Meunier (Pierre), Pouyet (Marcel).

Apparentés aux termes de l'article 16 du règlement.

(4 membres.)

MM. Forcinal (Albert), Lécrivain-Servoz (Albert), Rivet (Paul), Serre.

Le président du groupe.
EMMANUEL D'ASTIER DE LA VIGERIE.

GROUPE DES INDÉPENDANTS D'OUTRE-MER

(11 membres.)

MM. Aku (Andréas), Apithy (Sourou-Migan), Aubame (Jean), Aujoulat (Louis-Paul), Guissou (Henri), Mamba-Sano, Martine (Jean), Nazi (Boni), Ouedraogo, Saravane (Lambert), Senghor (Léopold-Sédar)

Apparenté aux termes de l'article 16 du règlement.

(1 membre.)

M. Condat-Mahaman (Georges).

GROUPE DES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS

(24 membres.)

MM. Barbier (André), Becquet, Bétolaud (Robert), Chamant (Jean), Chastellain, Christiaens (Louis), Garet (Pierre), Gavini (Jacques), Jacquinot (Louis), Jean-Moreau, Kir (Félix), Lalle (Albert), Mallez (Henri), Marin (Louis), Moynet, Pantaloni (Paul), Pinay (Antoine), Reynaud (Paul), Rigal (Eugène), Roclore (Marcel), Rollin (Louis), Temple (Emmanuel), Thiriet (Jules), Triboulet (Raymond).

Apparenté aux termes de l'article 16 du règlement.

(1 membre).

M. Quilici.

Le président du groupe.
EMMANUEL TEMPLE.

GROUPE DES RÉPUBLICAINS POPULAIRES INDÉPENDANTS

Apparenté au groupe d'action démocratique et sociale aux termes de l'article 16 du règlement.

(6 membres.)

MM. Dusseaulx (Roger), Furaud (Jacques), Lespès (Henri), Michelet (Edmond), Palewski (Jean-Paul), Terrenoire (Louis).

Le président du groupe,
JACQUES FURAUD.

GROUPE DU CENTRE RÉPUBLICAIN INDÉPENDANT D'ACTION PAYSANNE ET SOCIALE

(19 membres.)

MM. Antier (Paul), Bachelet (Claudius), Bardoux (Jacques), Bruyneel (Robert), Caron (Paul), Delachenal (Joseph), Deshors (Jean), Dixmier (Joseph), Félix, Laurens (Camille), Lescorat (André), Mazel (Jean), Monin (Philippe), Oopa Pouvanaa, Petit (Guy), Ramarony (Jules), Ribeyre (Paul), Sourbet (Jean), Toublanc (Etienne).

Apparenté aux termes de l'article 16 du règlement.

(1 membre.)

M. Ben Tounes Abderrahmane.

Le président du groupe,
CAMILLE LAURENS.

GROUPE DU MOUVEMENT POUR LE TRIOMPHE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES EN ALGÉRIE

Apparenté au groupe de l'union des républicains progressistes aux termes de l'article 16 du règlement.

(3 membres.)

MM. Boukadoum, Khider, Mezerna.

Le président du groupe,
MEZERNA.

GROUPE DU MOUVEMENT RÉPUBLICAIN POPULAIRE

(145 membres.)

MM. Abelin (Pierre), Amiot (Octave), Asseray (Joseph), Augarde (Jacques), Bacon (Paul), Barangé (Charles), Barrot (Noël), Bas (André), Beauquier (Pierre), Ben Aly Cherif, Ben Chennouf (Hachemi), Ben Taieb, Béranger (André), Bergeret (Henri), Bessac (Abel), Beugniez (Louis), Bichet (Robert), Bidault (Georges), Blocquaux (Jean), Bocquet (Emile), Bonnet (Louis), Bour (Louis), Bouret (Henri), Bouxom (Fernand), Burlot (André), Buron (Robert), Cartier (Gilbert), Catoire (Jules), Catrice (Jean), Cayeux (Jean), Cayol (Raymond), Charpentier (René), Charpin (Joannès), Chaumard (Bertrand), Chevigné (Pierre de), Colin (André), Coste-Floret (Alfred), Coste-Floret (Paul), Coudray (Georges), Couston (Paul), Defos du Rau (Joseph), Delahoutre (Eugène), Denis (André), Deveny (Roger), Dhers (Pierre), Mlle Dienesch (Marie-Madeleine), MM. Dominjon (Pierre), Douala, Duforest (Armand), Dumas (Joseph), Dupraz (Joannès), Mlle Dupuis (José), MM. Duquesne (Jules), Duveau (Roger), Elain (Pierre), Errecart (Jean), Fagon (Yves), Farine (Philippe), Farinez (Auguste), Fauvel (Etienne), Finet (Maurice), Fonlupt-Esperaber (Jacques), Fouyet (Emmanuel), Gabelle (Pierre), Gallet (Henri), Gau (Albert), Gay (Francisque), Gosset (Paul), Grimaud (Henri), Guérin (Maurice), Guilbert (Paul), Guillou (Louis), Guyomard (Joseph), Halbout (Emile), Hubert (Jean), Hulin (Henri), Hutin-Desgrées (Paul), Ihuel (Paul), Jugias (Jean-Jacques), Labrosse (Jean), Lacaze (Henri), Lambert (Emile-Louis), Mlle Lamblin (Solange), MM. Laurelli (Dominique), Lecourt (Robert), Mme Lefèbvre (Francine), MM. Le Sciellour (Joseph), Letourneau (Jean), Louvel (Jean-Marie), Lucas (Maurice), Martel (Louis), Martineau (Jean), Mauroux (Fernand), Meck (Henri), Mehaignerie (Alexis), Menthon (François de), Mercier (André-François), Michaud (Louis), Moisan (Edouard), Monjaret (Constant), Mont (Claude), Monteil (André), Mouchet (Pierre), Moussu (Raymond), Noël (André), Orvoen (Louis), Penoy (René), Mme Peyroles (Germaine), MM. Pflimlin (Pierre), Poimbœuf (Marcel), Mme Poiso-Chapuis (Germaine), Mlle Prévert (Renée), MM. Prigent (Robert), Raymond-Laurent, Reille-Soult (François), Roques (Raymond), Sauder (Jean-Pierre), Schaff (Joseph), Scherer (Marc), Schmidt (Robert), Schmitt (Albert), Schneiter (Pierre), Schuman (Robert), Schumann (Maurice), Siefridt (Louis), Sigrist (Joseph), Simonnet (Maurice), Solinhac (Jean), Taillade (Clément), Teitgen (Henri), Teitgen (Pierre-Henri), Terpend (Jean), Thibault (Edouard), Thoral, Tinaud (Jean), Tinguy (Lionel de), Truffaut (Pierre), Valay (Gabriel), Verneyras (Paul), Viatte (Charles), Villard (Jean), Vuillaume (Jean), Wasmer (Joseph), Mlle Weber (Marie-Louise), M. Yvon (Joseph).

Le président du groupe,
FRANÇOIS DE MENTHON.

GROUPE D'UNION DÉMOCRATIQUE DES INDÉPENDANTS

Apparenté au groupe du centre républicain indépendant d'action paysanne et sociale aux termes de l'article 16 du règlement.

(7 membres.)

Mlle Bosquier, MM. Chevalier (Fernand), Chevallier (Louis), Courant (Pierre), Guillant (André), Marcellin (Raymond), Viard (Paul-Emile).

Le président du groupe,
P.-E. VIARD.

GROUPE DU PARTI RÉPUBLICAIN DE LA LIBERTÉ

(27 membres.)

MM. André (Pierre), Aumeran (Adolphe), Barrachin (Edmond), Baudry d'Asson (de) (Armand), Bergasse (Henry), Bouvier (Xavier), Bouvier-O'Cottereau (Jean-Marie), Brusset (Max), Clemenceau (Michel), Denais (Joseph), Desjardins (Charles), Frédéric-Dupont, Frédet (Maurice), Geoffre (de), Hénault, Joubert (Auguste), July (Pierre), Laniel (Joseph), Macouin (Clovis), Montel (Pierre), Montillot (Robert), Moustier (de) (Roland), Peytel (Michel), Roulon (Henri), Rousseau (Charles), Schauffler (Charles), Sesmaisons (de) (Olivier).

Apparentés aux termes de l'article 16 du règlement.

(2 membres.)

MM. Crouzier, Lefèvre-Pontalis (Hubert).

Le président du groupe,
JOSEPH LANIEL.

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE AFRICAIN

(6 membres.)

MM. Coulibaly (Ouezzin), Félix-Tchicaya (Jean), Hamani Diori, Houphouët-Boigny (Félix), Lisette (Gabriel), Mamadou Konaté.

Le président du groupe,
MAMADOU KONATÉ.

GROUPE RÉPUBLICAIN RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE

(13 membres.)

MM. Anxionnaz (Paul), Badie (Vincent), Bastid (Paul), Baylet (Jean), Bégouin (Lucien), Béné (Maurice), Billères (René), Bourgès-Maunoury (Maurice), Caillavet (Henri), Chaban-Delmas (Jacques), Chassaing (Eugène), Daladier (Edouard), David (Jean-Paul), Degoutte, Delbos (Yvon), Delcos (François), Devinat (Paul), Dezarnaulds (Pierre), Dupuy (Marceau), Fabre (Alexis), Faure (Edgar), Gaborit (Roger), Gaillard, Galy-Gasparrou (Georges), Garavel (Joseph), Giacobbi (Paul), Herriot (Edouard), Hugues (André-Joseph), Hugues (Emile), Jeanmot, Jules-Julien (Alfred), Laribi, Marie (André), Maroselli (André), Masson (Jean), Mayer (René), Mendès-France (Pierre), Morice (André), Moro-Giafferri (de), Queuille (Henri), Ramonet (Edouard), Rencurel (Auguste), Revillon (Tony).

Apparentés aux termes de l'article 16 du règlement.

(3 membres.)

MM. Mekki, Small, Violette.

Le président de groupe,
FRANÇOIS DELCOS.

GROUPE SOCIALISTE

(99 membres.)

MM. Allonneau (Auguste), Arnal (Frank), Auban (Achille), Aubry (Albert), Audeguil (Fernand), Badiou (Alexandre), Baurens (Alexandre), Bèche (Emile), Bianchini (Jacques), Binot (Jean), Borra (Raoul), Bouhey (Jean), Capdeville (Jean), Cartier (Marcel), Charlot (Jean), Chaze (Gaston), Coffin (Lucien), Cordonnier (Denis), Dagain (Léon), Damas, Darou (Marcel), David (Marcel), Delferre (Gaston), Mme Degrond (Germaine), MM. Deixonne (Maurice), Depreux (Edouard), Desson (Guy), Diallo (Yacine), Doutrellot (Pierre), Draveny (Lucien), Durroux (Jean), Evrard (Just), Faraud (Roger), Florand (Anselme), Froment (Edouard), Gazier (Albert), Gernez (Raymond), Gorse (Georges), Gouin (Félix), Gourdon, Gozard (Gilles), Guesdon (Raymond), Guille (Georges), Guilton (Jean-Baptiste), Guyon (Jean-Raymond), Henneguelle (Henri), Hussel (Lucien), Jaquet (Gérard), Jouve (Géraud), Lacoste (Robert), Lamarque-Cando (Charles), Lamine-Guèye, Lapie (Pierre-Olivier), Laurent (Augustin) (Nord), Le Bail (Jean), Le Coutaller (Jean), Leenhardt (Francis), Lejeune (Max), Mme Lempereur (Rachel), MM. Le Troquer (André), Levindrey (Marcel), Loustau (Kléber), Lussy (Charles), Mabrut (Adrien), Maurellet (Auguste), Mayer (Daniel), Mazier (Antoine), Mazuez (Pierre), Métayer (Pierre), Meunier (Jean), Minjoz (Jean), Moch (Jules), Mollet (Guy), Naegelen (Edmond), Ninine, Noguères (Louis), Philip (André), Pineau (Christian), Poirot (Maurice), Poulain (Abel), Prigent (Tanguy), Rabier (Maurice), Ramadier (Paul), Reeb (Eugène), Regaudie (René), Ricou, Rincent (Germain), Rougier (Jean), Schmitt (René), Segelle (Pierre), Silvandre (Jean), Sion (Paul), Sissoko (Fily-Dabo), Thomas (Eugène), Valentino (Paul), Vée (Gérard), Véry (Emmanuel), Wagner (Jean), Weill-Raynal (Etienne).

Le président de groupe,
CHARLES LUSSY.

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1951

Ordre du jour du jeudi 11 janvier 1951.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Installation du bureau définitif.

2. — Nomination des membres des commissions générales et de la commission de comptabilité.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er étage. — Depuis M. Charles Okala, jusques et y compris M. Pinton.

Tribunes. — Depuis M. Pinvidic, jusques et y compris M. Sisbane Chérif.

Listes électorales des membres des groupes politiques.

Errata au *Journal officiel* du 9 janvier 1951, page 358:

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DES GAUCHES RÉPUBLICAINES ET DE LA GAUCHE DÉMOCRATIQUE

Au lieu de: « M. Bordenave », lire: « M. Bordeneuve ».

Apparentés aux termes de l'article 16 du règlement.

Au lieu de: « M. Lasalle-Séré », lire: « M. Lassalle-Séré ».

INFORMATIONS
RELATIVES
A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour du mercredi 10 janvier 1951.

A seize heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Scrutin à la tribune pour l'élection du président de l'Assemblée de l'Union française.

2. — Scrutin à la tribune pour l'élection des cinq vice-présidents, des huit secrétaires et des trois questeurs de l'Assemblée de l'Union française.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Présidence du conseil.

Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation).

La direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e), a fait paraître dans la semaine du 1er janvier au 8 janvier 1951 :

1° Notes et études documentaires.

N° 1115. — L'économie égyptienne..... 65 F.
Abonnement aux « Notes et études documentaires »: six mois, 2.800 F; un an, 5.500 F.

2° Chroniques étrangères.

Espagne n° 106..... 50 F.
Grande-Bretagne n° 221..... 60
Abonnement à chacune des six « Chroniques étrangères »: six mois, 200 F; un an, 380 F.

3° Articles et documents.

N° 2056. — Allemagne (*L'armée rouge d'Allemagne. — La première légion*) ..... 20 F.
N° 2057. — Espagne (*Franco parle de Gibraltar*)..... 20
N° 2058. — Europe occidentale (*Les cinquièmes colonnes communistes dans les pays du pacte Atlantique. — Le troisième anniversaire de la Constitution sarroise*) 20
N° 2059. — Eglises (*Le Vatican et les jésuites. — Le communisme et la religion*)..... 15
N° 2060. — Europe orientale (*Tito vaut-il la peine d'être sauvé ? — Rapports d'exilés sur la Tchécoslovaquie*) 20
Abonnement aux « Articles et documents »: six mois, 1.600 F; un an, 3.000 F.

4° Problèmes économiques.

(Sélection de presse française et étrangère.)

N° 157 du 2 janvier 1951 présente notamment: La réforme monétaire soviétique; Le programme d'armement des Etats-Unis.
Le numéro..... 30 F.
Abonnement aux « Problèmes économiques »: six mois, 775 F; un an, 1.500 F.

5° Cahiers français d'information.

N° 171 du 1er janvier 1951 présente notamment: La situation économique appréciée fin novembre 1950, par M. Buron, secrétaire d'Etat aux affaires économiques; Un bilan des travaux sur le plan Schuman.
Le numéro..... 30 F.
Abonnement aux « Cahiers français d'information »: six mois, 360 F; un an, 700 F.

7° Bulletin hebdomadaire de statistique.

N° 140 du 6 janvier 1951 présente notamment: Le budget, élément des opérations financières de l'Etat.
Abonnement au « Bulletin hebdomadaire de statistique »: six mois, 520 F, un an, 1.000 F.
Vente au numéro et par abonnement à la direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e).
Versements au régisseur des recettes, 16, rue Lord-Byron, Paris (C. C. P. 9060-98).

Ministère de l'intérieur.

Avis aux candidats pour le poste de chef du laboratoire de police technique de Lyon.

En application de la loi validée n° 667 du 27 novembre 1943 et du décret n° 3260 de la même date (*Journal officiel* du 22 novembre 1943), l'une portant création d'un service de police technique, l'autre fixant le mode de recrutement, le statut et la rémunération des personnels de laboratoire de police technique, il est fait appel aux candidats pour occuper le poste de chef de laboratoire de police technique de Lyon.

Cet organisme est essentiellement chargé de procéder à tous les examens, recherches et analyses d'ordre physique, chimique et biologique à lui demandés, par les parquets ou les différents services de police.

Les candidats devront être titulaires d'un des diplômes suivants: docteur ès sciences, docteur en médecine ou en pharmacie, être de nationalité française, être apte physiquement à occuper un emploi public, avoir satisfait à leurs obligations militaires et n'avoir jamais été condamnés.

Les demandes devront parvenir au ministère de l'intérieur, direction générale de la sûreté nationale, sous-direction du personnel, 2e bureau, 11, rue Cambacérès, Paris (8e), qui adressera, en retour, la liste des pièces à fournir.

Le choix du titulaire sera fait par le ministre de l'intérieur, sur proposition d'une commission créée par arrêté du 12 avril 1948, comportant des représentants des ministères de la justice et de l'intérieur.

La réunion de la commission est prévue pour la deuxième quinzaine du mois de février 1951 et les dossiers de candidatures devront être parvenus le 15 février.

Ministères des finances et des affaires économiques et du budget et ministère de l'industrie et du commerce.

Avis aux importateurs de cotonnades originaires et en provenance d'Espagne.

(Poste 50 de l'accord commercial franco-espagnol du 31 octobre 1950.)

Comme suite aux indications du titre IV « Avis ultérieurs » de l'avis aux importateurs de produits originaires et en provenance d'Espagne, publié au *Journal officiel* du 16 novembre 1950, page 11680, 2e colonne, les importateurs sont informés de la mise en répartition du contingent ouvert sous le n° 50 de la liste B de l'accord commercial franco-espagnol du 31 octobre 1950 pour l'importation de « cotonnades écrues » originaires et en provenance d'Espagne.

Les demandes d'autorisation d'importation, établies en six exemplaires, sur formules modèle A. C. et accompagnées de deux factures *pro forma*, ne seront valablement reçues par l'office des changes (sous-direction des licences et autorisations commerciales), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), qu'à partir du soixante et unième jour suivant celui de l'insertion du présent avis au *Journal officiel*.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 du décret du 13 juillet 1949, publié au *Journal officiel* du 14, elles seront examinées au fur et à mesure de leur présentation.

Il est signalé que les deux exemplaires de facture *pro forma* devront être revêtus du visa du « Consorcio de Industriales Textiles Algodoneros ».

Ministère de l'agriculture.

Avis aux importateurs de porcs en provenance des territoires de l'Afrique du Nord.

L'arrêté du 13 juillet 1945 prohibe l'importation en France métropolitaine et le transit à travers la France métropolitaine de tous animaux sur pieds des espèces bovine, ovine, caprine et porcine en provenance de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc.

L'arrêté du 31 août 1949 prohibe l'importation en France métropolitaine et le transit à travers la France métropolitaine de tous ruminants ou porcins en provenance de tous pays.

Par dérogation aux dispositions de ces deux arrêtés l'importation en France métropolitaine et le transit à travers la France métropolitaine des animaux de l'espèce porcine en provenance du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie sont autorisés par le port de Toulon.

Les conditions à respecter lors de ces importations sont celles déjà précisées dans l'avis aux importateurs de moutons et de porcs en provenance des territoires de l'Afrique du Nord. Avis paru au *Journal officiel* du 19 août 1949, et complété par l'avis paru au *Journal officiel* du 21 février 1950.

Ministère de la santé publique et de la population.

Avis de vacance du poste de directeur de l'hôpital-hospice de Lunéville (Meurthe-et-Moselle).

Est déclaré vacant le poste de directeur de l'hôpital-hospice de Lunéville (Meurthe-et-Moselle).

Peuvent faire acte de candidature, les personnes inscrites sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur des hôpitaux et hospices publics établie conformément aux dispositions du décret du 17 avril 1943, ainsi que les directeurs, économes et sous-directeurs comptant au moins six ans de fonctions.

Les candidats devront adresser leur demande, dans un délai d'un mois à compter de la parution du présent avis, au directeur départemental de la population de Meurthe-et-Moselle, cité administrative, 40, rue Sainte-Catherine, à Nancy.

Avis de vacance d'un poste à l'inspection de la population dans le département de l'Yonne.

Un poste d'inspecteur ou d'inspecteur adjoint de la population est vacant dans le département de l'Yonne.

Les inspecteurs et inspecteurs adjoints de la population, candidats à ce poste, sont priés d'adresser leur demande, dans un délai de trois semaines, à compter de la date de publication du présent avis, au ministère de la santé publique et de la population (2e bureau de la direction de l'administration générale, du personnel et du budget), 7, rue de Tilsitt, à Paris (17e).

Avis de concours pour le recrutement d'un secrétaire stagiaire des établissements départementaux d'assistance de Seine-et-Oise

Un concours sur épreuves est ouvert à la préfecture de Seine-et-Oise, en vue du recrutement d'un secrétaire administratif stagiaire dans le cadre des établissements départementaux d'assistance de Seine-et-Oise (agence de Puy-l'Evêque [Lot]). Les épreuves se dérouleront simultanément à la préfecture de Seine-et-Oise et à la préfecture du Lot.

Conditions d'âge:

18 ans au moins pour les candidats du sexe féminin;

Avoir satisfait aux obligations militaires pour les candidats du sexe masculin;

35 ans au plus.

Cette dernière limite d'âge est reculée sous certaines conditions.

Diplômes ou titres exigés:

1° Diplôme du baccalauréat ou de brevet supérieur, soit d'un certificat attestant qu'ils ont satisfait aux examens de sortie de l'Ecole des hautes études commerciales ou de l'une des écoles supérieures de commerce reconnue par l'Etat, soit d'un brevet d'officier de l'armée active de terre, de mer ou de l'air;

2° Les commis et les auxiliaires comptant au moins trois ans de services effectifs en cette qualité dans le cadre des établissements départementaux d'assistance ou à la préfecture de Seine-et-Oise.

Clôture des inscriptions: 31 janvier 1950.

Les candidatures et les demandes de renseignements sont reçues à la préfecture de Seine-et-Oise (direction du personnel et des affaires générales, bureau du personnel).

Avis de vacance d'un poste de médecin adjoint au sanatorium d'Oissel (Seine-Inférieure).

Un poste de médecin adjoint est actuellement vacant au sanatorium d'Oissel (Seine-Inférieure).

Peuvent être candidats:

1° Les médecins adjoints en fonction dans un sanatorium public;

2° Les médecins à temps complet en fonction dans un dispensaire antituberculeux public à la condition d'avoir figuré sur une liste d'aptitude aux fonctions de médecin des services antituberculeux prévus par le décret du 12 juin 1918;

3° Les médecins qui figurent sur la dernière liste d'aptitude établie à la suite du concours sur épreuves et sur titres du 5 décembre 1949, ainsi que les candidats inscrits sur les listes précédentes à qui un poste de sanatorium public ou de dispensaire n'a pu être offert.

Les candidatures devront être adressées dans un délai de trois semaines, à compter de la publication du présent avis, au ministère de la santé publique et de la population, direction de l'administration générale du personnel et du budget, 7, rue de Tilsitt, Paris (17e).

Avis de concours pour le recrutement de pharmaciens des hôpitaux et établissements publics de la circonscription sanitaire de Rouen.

Le mardi 10 avril 1951 seront ouverts:

1° Un concours, sur épreuves et sur titres, pour le recrutement d'un pharmacien résidant à l'hôpital d'Elbeuf;

2° Un concours, sur titres, pour le recrutement de pharmaciens gérants de divers établissements de la circonscription: hôpitaux de Gournay-en-Bray, Bolbec, Trouville, Avranches, préventorium de Graye-sur-Mer.

Les registres d'inscription sont ouverts dès maintenant et jusqu'au 15 mars, à dix-huit heures, à la direction départementale de la santé du Calvados, cité administrative, baraquement 15, avenue Albert-Sorel prolongée, à Caen; à la direction départementale de la santé de la Seine-Inférieure, 54, boulevard des Belges, Rouen; à la direction départementale de la santé de la Manche, cité administrative, Coutances.

Consulter les affiches dans les facultés de pharmacie et, à Paris, dans le hall d'entrée du service central de la pharmacie, 45, rue Cardinet, à Paris (17e).

Avis de concours pour le recrutement d'un chef d'atelier de menuiserie à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry.

Un concours aura lieu le lundi 21 mai 1951, à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry (Savoie), pour le recrutement d'un chef d'atelier de menuiserie.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser au secrétariat de la direction de l'établissement où les demandes d'inscription devront être envoyées avant le 14 avril 1951, dernier délai.

Caisse des dépôts et consignations.

OPÉRATIONS DES CAISSES D'ÉPARGNE ORDINAIRES AVEC LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Résultats concernant la période du 1er au 30 novembre 1950.
(Paris et départements.)

	DÉPOTS	RETRAITS	EXCÉDENTS
	francs	francs	francs
Novembre 1950.....	3.201.187.283	778.349.649	+ 2.422.837.634
Résultats complémentaires concernant les périodes antérieures (départements)	99.524.774	16.396.353	+ 83.128.421
	3.300.712.057	794.746.002	+ 2.505.966.055
Excédents de dépôts du 1er janv. au 30 nov. 1950...			55.607.721.067

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.

Le Préfet, directeur des Journaux officiels,
PIERRE CASSAGNEAU.

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Derniers cours cotés en Bourse	8 janvier — Cours relevés après Bourse	DEVISES	9 janvier 1951 — Cours relevés avant Bourse	9 janvier 1951 — Cours cotés en Bourse
349 90	.... ..	Etats-Unis 1 dollar ...	.... ..	349 90 .....
699 ..	.... ..	Belgique 100 francs...	.... ..	698 75 .....
1223 25	.... ..	Portugal 100 escudos.	.... ..	1222 50 .....
815 ..	.... ..	Suisse 100 francs	.... ..	815 .. ..
163 50	.... ..	Côte Fse des Somalis 100 f. djib.....	.... ..	162 50 .....
333 50	.... ..	Canada 1 dollar . ..	.... ..	333 .. ..

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.014.00, Paris

ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

Union des Coopérateurs de Denain et de l'arrondissement de Valenciennes

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL ET PERSONNEL VARIABLES

RUE DES COOPÉRATEURS, A DENAIN (Nord)

R. C.: Valenciennes n° 522.

Liste des 397 obligations 5 1/2 0/0 1930 sorties au seizième tirage du 9 avril 1950 et remboursables le 15 février 1951.

30 obligations nominatives.

26	38	42	50	76	92	106
135	147	161	178	200	221	252
269	302	309	374	380	400	471

572	578	589	598	607	623	649		
665	672							

367 obligations au porteur.

31	45	55	68	76	2.447	2.472	2.491	2.499	2.514
85	98	114	135	139	2.522	2.540	2.545	2.561	2.573
149	156	174	182	195	2.581	2.598	2.611	2.629	2.638
221	236	248	250	274	2.661	2.669	2.685	2.702	2.713
281	299	309	313	327	2.760	2.785	2.811	2.836	2.904
341	352	367	377	385	2.922	2.948	2.971	2.999	3.006
397	413	427	435	441	3.029	3.057	3.074	3.110	3.113
462	469	488	491	515	3.186	3.194	3.220	3.268	3.280
537	547	558	563	581	3.315	3.361	3.373	3.388	3.410
600	614	624	639	650	3.471	3.480	3.505	3.517	3.547
660	681	689	710	724	3.556	3.579	3.623	3.660	3.689
740	775	761	771	780	3.705	3.728	3.752	3.787	3.851
795	801	816	833	838	3.867	3.890	3.925	3.940	3.962
852	878	880	892	901	4.012	4.036	4.058	4.092	4.106
930	936	947	967	984	4.131	4.155	4.198	4.214	4.217
987	1.005	1.013	1.027	1.045	4.228	4.233	4.246	4.253	4.272
d.051	1.057	1.065	1.079	1.097	4.256	4.292	4.305	4.319	4.325
d.114	1.123	1.138	1.153	1.162	4.344	4.347	4.366	4.373	4.387
d.186	1.195	1.208	1.227	1.239	4.400	4.416	4.418	4.440	4.447
d.262	1.262	1.271	1.289	1.301	4.461	4.470	4.486	4.494	4.508
d.316	1.322	1.350	1.372	1.389	4.524	4.535	4.541	4.560	4.562
d.398	1.411	1.418	1.431	1.441	4.580	4.593	4.609	4.615	4.644
d.460	1.473	1.481	1.487	1.506	4.657	4.662	4.678	4.683	4.699
d.523	1.542	1.555	1.574	1.579	4.707	4.724	4.731	4.750	4.762
d.587	1.598	1.625	1.627	1.636	4.773	4.778	4.793	4.808	4.823
d.648	1.657	1.666	1.683	1.685	4.830	4.845	4.855	4.868	4.884
d.713	1.738	1.745	1.755	1.782	4.897	4.902	4.918	4.922	4.945
d.793	1.805	1.855	1.861	1.870	4.950	4.962	4.971	4.980	4.994
d.889	1.901	1.914	1.922	1.937	5.015	5.020	5.037	5.042	5.064
d.955	1.961	1.969	1.985	2.000	5.067	5.076	5.099	5.113	5.121
2.012	2.020	2.034	2.041	2.058	5.136	5.140	5.154	5.169	5.178
2.071	2.081	2.091	2.105	2.114	5.197	5.205	5.211	5.225	5.237
2.129	2.138	2.148	2.166	2.176	5.252	5.261	5.277	5.289	5.304
2.182	2.198	2.207	2.224	2.237	5.308	5.317	5.331	5.337	5.354
2.252	2.255	2.271	2.281	2.296	5.362	5.377	5.384	5.405	5.408
2.305	2.322	2.334	2.345	2.355	5.426	5.448	5.451	5.469	5.477
2.362	2.379	2.395	2.414	2.423	5.499	5.504			

Obligations sorties aux tirages précédents et non remboursées.

Obligations nominatives.

17	(47)	31	(30)	278	(50)	311	(50)	418	(50)
22	(45)	51	(44)	286	(50)	312	(50)	419	(49)
31	(45)	62	(50)	300	(45)	399	(45)	628	(48)

Obligations au porteur.

27	(50)	235	(49)	310	(50)	658	(47)	935	(50)
47	(47)	237	(50)	458	(50)	670	(50)	943	(47)
70	(44)	238	(47)	457	(49)	691	(50)	976	(50)
71	(50)	240	(50)	459	(50)	705	(49)	984	(50)
78	(50)	242	(48)	502	(47)	786	(45)	1.031	(50)
116	(50)	245	(49)	526	(49)	806	(50)	1.048	(50)
170	(50)	259	(50)	527	(50)	895	(50)	1.056	(50)
201	(48)	285	(50)	575	(50)	902	(50)	1.068	(50)
228	(48)	291	(50)	647	(50)	913	(50)	1.125	(50)
1.135	(50)	1.971	(50)	2.596	(47)	3.834	(42)	4.943	(48)
1.164	(50)	2.018	(50)	2.603	(49)	3.859	(50)	4.963	(50)
1.181	(50)	2.035	(50)	2.628	(50)	3.866	(50)	5.012	(50)
1.206	(50)	2.059	(50)	2.636	(50)	3.923	(50)	5.024	(47)
1.215	(50)	2.062	(50)	2.659	(50)	3.973	(48)	5.050	(49)
1.244	(49)	2.095	(49)	2.686	(50)	3.975	(50)	5.058	(50)
1.266	(50)	2.119	(50)	2.708	(50)	3.997	(50)	5.082	(50)
1.308	(49)	2.181	(50)	2.767	(49)	4.040	(50)	5.107	(50)
1.314	(50)	2.215	(50)	2.771	(46)	4.070	(50)	5.120	(50)
1.321	(50)	2.229	(43)	2.845	(50)	4.111	(48)	5.138	(50)
1.336	(50)	2.230	(47)	2.898	(49)	4.113	(50)	5.158	(42)
1.345	(50)	2.234	(43)	2.900	(48)	4.150	(50)	5.159	(44)
1.347	(50)	2.235	(49)	2.931	(50)	4.197	(50)	5.161	(47)
1.386	(50)	2.236	(50)	2.969	(50)	4.261	(50)	5.171	(46)
1.392	(50)	2.254	(47)	3.065	(49)	4.265	(48)	5.181	(47)
1.428	(50)	2.257	(49)	3.130	(45)	4.275	(50)	5.185	(48)
1.440	(45)	2.271	(50)	3.158	(45)	4.368	(50)	5.195	(49)
1.443	(49)	2.285	(50)	3.174	(45)	4.369	(48)	5.196	(47)
1.454	(50)	2.310	(50)	3.362	(49)	4.417	(48)	5.228	(50)
1.455	(49)	2.316	(48)	3.412	(49)	4.432	(45)	5.247	(46)
1.485	(50)	2.323	(50)	3.445	(50)	4.617	(50)	5.288	(50)
1.502	(42)	2.330	(50)	3.498	(49)	4.600	(50)	5.339	(50)
1.507	(48)	2.344	(50)	3.541	(47)	4.686	(49)	5.368	(50)
1.508	(50)	2.378	(50)	3.542	(48)	4.694	(48)	5.385	(50)
1.513	(50)	2.413	(50)	3.563	(45)	4.695	(45)	5.404	(50)
1.538	(50)	2.431	(50)	3.575	(50)	4.697	(46)	5.447	(50)
1.585	(47)	2.452	(50)	3.588	(48)	4.701	(50)	5.450	(47)
1.586	(50)	2.469	(50)	3.598	(50)	4.705	(40)	5.452	(47)
1.596	(43)	2.473	(50)	3.607	(49)	4.735	(50)	5.480	(50)
1.628	(50)	2.490	(50)	3.662	(50)	4.807	(50)	5.535	(48)
1.630	(50)	2.497	(50)	3.672	(39)	4.838	(50)	5.537	(48)
1.736	(50)	2.523	(50)	3.681	(50)	4.854	(50)	5.546	(45)
1.808	(49)	2.527	(49)	3.785	(50)	4.887	(50)	5.547	(45)
1.874	(50)	2.543	(50)	3.788	(50)	4.901	(50)		
1.962	(50)	2.582	(50)	3.803	(42)	4.939	(50)		

ETABLISSEMENTS BILLANT

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 36.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: LE PRADO, BOURGES (Cher)

Registre du commerce: Bourges n° 8131.

Obligations 4 0/0 1936 de 5.000 F

Cinquième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a procédé au rachat en Bourse de la totalité des titres formant l'annuité à amortir au 15 février 1951.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements des années 1947, 1948, 1949 et 1950 ont été couverts par rachats en Bourse.

Ancienne Maison LIMOUSIN et DESCOURS

DESCOURS FRERES ET Cie

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS AU CAPITAL DE 32.500.000 F

SIÈGE SOCIAL: 11, COURS DE VERDUN, LYON

R. C.: Lyon B 1694.

Usant de la faculté qui lui a été réservée lors de l'émission de ses 4.000 obligations 5 1/2 0/0 1948 de 5.000 F, la société Ancienne Maison Limousin et Descours, Descours frères et Cie, a racheté en Bourse 62 obligations correspondant au chiffre prévu pour l'amortissement de l'emprunt au 1er février 1951.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'effectuer de tirage au sort pour ledit amortissement.

Les précédents amortissements ont également été effectués par voie de rachats en Bourse.

Société Grenobloise de Tramways Electriques

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 10 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 5, RUE DE LA LIBERTÉ, GRENOBLE
R. C.: Grenoble 11958.

Obligations 1901 et 1903 de 500 F chacune, Intérêts 4 0/0 l'an, sorties aux tirages du 19 décembre 1950 et antérieurs non encore remboursées.

NUMÉROS des titres.	ANNÉES des tirages.	NUMÉROS des titres	ANNÉES des tirages.	NUMÉROS des titres.	ANNÉES des tirages.
2	1948	1.098	1949	2.236	1950
4	1950	1.106	1950	2.248	1950
32	1949	1.114	1950	2.254	1945
54	1941	1.125	1950	2.260	1946
55	1943	1.139	1949	2.265	1948
56	1950	1.176	1950	2.269	1949
58	1938	1.179	1950	2.306	1950
59	1936	1.198	1934	2.326	1950
61	1950	1.201	1950	2.335	1949
92	1950	1.227	1950	2.338	1945
101	1950	1.246	1950	2.371	1949
108	1949	1.250	1950	2.414	1948
129	1948	1.257	1946	2.431	1945
151	1950	1.277	1950	2.440	1946
171	1946	1.289	1950	2.461	1931
174	1950	1.299	1950	2.473	1950
180	1949	1.302	1950	2.475	1949
186	1949	1.310	1948	2.476	1947
193	1950	1.320	1950	2.481	1944
196	1950	1.335	1950	2.483	1950
200	1946	1.364	1950	2.484	1946
204	1949	1.373	1950	2.488	1946
214	1950	1.390	1950	2.500	1948
227	1949	1.401	1948	2.508	1950
240	1947	1.401	1950	2.524	1948
241	1948	1.413	1948	2.558	1946
254	1950	1.419	1948	2.570	1946
256	1949	1.428	1950	2.577	1950
283	1948	1.460	1950	2.609	1948
317	1950	1.462	1950	2.619	1950
330	1945	1.480	1950	2.656	1950
342	1950	1.486	1950	2.675	1950
344	1947	1.487	1945	2.700	1950
346	1950	1.511	1950	2.702	1946
348	1949	1.546	1950	2.737	1948
388	1950	1.556	1935	2.775	1949
399	1950	1.557	1932	2.781	1950
404	1950	1.560	1934	2.787	1949
405	1949	1.562	1941	2.801	1950
422	1950	1.563	1944	2.802	1948
425	1950	1.601	1950	2.812	1949
434	1949	1.627	1950	2.814	1949
470	1950	1.631	1950	2.846	1950
493	1950	1.664	1947	2.856	1950
496	1950	1.674	1950	2.884	1950
497	1949	1.681	1949	2.892	1950
503	1950	1.683	1947	2.922	1950
521	1950	1.686	1948	2.931	1950
528	1950	1.710	1950	2.955	1950
563	1948	1.720	1950	2.966	1950
571	1950	1.725	1950	2.981	1948
579	1949	1.746	1950	3.042	1949
582	1950	1.767	1947	3.044	1944
599	1950	1.793	1950	3.053	1950
626	1950	1.802	1949	3.072	1944
629	1949	1.810	1949	3.084	1950
661	1949	1.818	1949	3.090	1945
695	1950	1.871	1950	3.103	1947
700	1943	1.874	1945	3.105	1946
726	1947	1.879	1944	3.107	1950
727	1948	1.880	1945	3.113	1947
760	1950	1.892	1949	3.130	1950
765	1950	1.922	1950	3.160	1950
788	1949	1.928	1949	3.179	1950
795	1947	1.940	1950	3.188	1948
810	1950	1.969	1950	3.191	1950
813	1946	2.003	1949	3.200	1948
817	1950	2.026	1950	3.201	1949
844	1947	2.037	1947	3.204	1950
859	1950	2.046	1946	3.214	1950
913	1947	2.053	1942	3.247	1948
934	1949	2.055	1947	3.278	1950
942	1950	2.059	1944	3.291	1944
967	1949	2.067	1950	3.304	1950
992	1948	2.070	1950	3.311	1949
1.006	1949	2.077	1950	3.335	1950
1.024	1950	2.085	1948	3.345	1950
1.038	1950	2.086	1950	3.346	1950
1.052	1950	2.097	1949	3.379	1950
1.071	1942	2.099	1949	3.413	1950
1.095	1945	2.141	1949	3.435	1950
3.446	1947	4.159	1946	4.969	1950
3.473	1950	4.165	1947	4.972	1950
3.483	1950	4.168	1944	4.988	1950
3.506	1950	4.171	1950	4.989	1950
3.519	1950	4.198	1950	4.999	1949
3.527	1949	4.239	1950	5.019	1942
3.571	1950	4.244	1950	5.051	1949
3.576	1950	4.292	1950	5.086	1944
3.596	1946	4.356	1949	5.108	1950
3.612	1949	4.391	1950	5.116	1948
3.615	1949	4.409	1950	5.117	1948
3.633	1950	4.416	1950	5.119	1946
3.684	1950	4.449	1945	5.148	1950
3.688	1950	4.472	1950	5.161	1946
3.692	1950	4.507	1946	5.165	1949
3.712	1950	4.509	1949	5.166	1948
3.720	1949	4.510	1950	5.187	1946
3.733	1950	4.559	1950	5.191	1950
3.736	1948	4.560	1950	5.199	1950
3.737	1949	4.568	1950	5.209	1947
3.738	1950	4.599	1950	5.222	1945
3.749	1950	4.603	1950	5.277	1950
3.759	1950	4.640	1949	5.301	1950
3.794	1950	4.651	1950	5.303	1947
3.803	1942	4.655	1950	5.317	1950
3.804	1947	4.656	1950	5.335	1950
3.806	1945	4.688	1950	5.354	1950
3.808	1944	4.707	1945	5.372	1950
3.809	1949	4.717	1949	5.396	1950
3.811	1949	4.725	1948	5.418	1950
3.819	1950	4.730	1950	5.420	1950
3.852	1950	4.736	1950	5.423	1948
3.883	1950	4.740	1950	5.432	1950
3.914	1950	4.751	1950	5.439	1950
3.919	1950	4.755	1949	5.448	1948
3.933	1949	4.756	1949	5.455	1947
3.946	1949	4.848	1945	5.458	1950
3.947	1948	4.849	1946	5.468	1950
3.952	1949	4.854	1949	5.501	1947
3.955	1948	4.857	1949	5.507	1943
3.960	1950	4.863	1950	5.550	1950
3.964	1950	4.865	1950	5.561	1948
4.023	1949	4.877	1945	5.562	1948
4.031	1947	4.890	1950	5.576	1950
4.059	1950	4.891	1949	5.586	1948
4.064	1950	4.913	1950	5.652	1950
4.067	1950	4.915	1950	5.681	1950
4.087	1949	4.922	1950	5.685	1950
4.121	1950	4.929	1950	5.713	1949
4.149	1950	4.943	1950		

Ces obligations sont remboursables à partir du 1er janvier 1951 à raison de 492 F impôt déduit.

LA RUCHE MODERNE

Société anonyme d'alimentation et d'approvisionnement

AU CAPITAL DE 97.875.000 F
SIÈGE SOCIAL: 4 A 20, RUE COULOMMIÈRE, A TROYES
R. C.: Troyes analytique 444.

Liste des obligations 5 0/0 1932 sorties au tirage du 19 décembre 1950.

103 obligations, dont 5 nominatives.

31	201	222	234	240	507	509	512	517	520
271	274	279	282	285	522	524	526	528	534
289	297	300	302	306	536	539	541	544	546
308	318	322	328	332	548	558	562	564	566
337	341	344	346	348	569	575	580	590	594
357	362	374	385	390	601	606	613	617	623
392	396	401	406	409	626	628	643	673	708
413	415	421	424	428	732	856	986	987	988
431	436	441	454	456	989	990	1.160	1.164	1.198
459	462	472	475	481	1.210	1.306	1.308.		
488	490	497	500	502					

Ces titres sont remboursables à 1.000 F le 1er février 1951.

Titres sortis aux tirages antérieurs et non remboursés.

49	52	78	97	120	1.055	1.071	1.074	1.075	1.087
128	138	150	153	172	1.206	1.244	1.249	1.262	1.283
246	267	269	325	351	1.289	1.303	1.304	1.322	1.326
369	371	444	461	469	1.330	1.337	1.343	1.356	1.357
470	471	476	477	494	1.373	1.375	1.388	1.390	1.414
504	518	615	619	705	1.416	1.418	1.442	1.445	1.452
716	723	751	769	777	1.462	1.463	1.465	1.466	1.475
801	855	881	883	913	1.506	1.522	1.537	1.555.	
957	1.011	1.026	1.033	1.053					

LES COOPERATEURS DE NORMANDIE

SIÈGE SOCIAL : 1 A 7, RUE DE LA RÉPUBLIQUE, BLOSSEVILLE-BONSECOURS

TIRAGE D'AMORTISSEMENT DU 11 OCTOBRE 1950

Obligations Coopérative régionale de Basse-Normandie.

EMISSION 5 1/2 0/0 1930

Coupons à échéance du 1er septembre.

Seizième tirage d'amortissement.

Liste des 283 obligations amorties au tirage du 11 octobre 1950 et remboursables au pair le 1er mars 1951. A partir de cette date, les obligations amorties au présent tirage et non remboursées cesseront de porter intérêts.

4	157	166	220	241	2.980	3.010	3.054	3.055	3.056
244	288	318	354	374	3.057	3.060	3.061	3.142	3.172
408	409	410	411	412	3.173	3.184	3.185	3.225	3.246
413	421	436	438	452	3.274	3.303	3.350	3.545	3.735
516	532	536	537	538	3.768	3.770	3.771	3.777	3.799
541	573	575	576	609	3.833	3.850	3.857	3.885	3.925
625	653	654	656	658	3.936	3.938	4.019	4.027	4.046
659	699	727	783	861	4.099	4.103	4.115	4.224	4.260
862	864	865	866	896	4.261	4.303	4.351	4.359	4.449
897	900	901	903	904	4.459	4.546	4.590	4.602	4.725
918	938	967	968	969	4.741	4.763	4.777	4.822	4.833
974	994	1.052	1.067	1.073	4.866	4.993	5.022	5.041	5.131
1.188	1.238	1.243	1.251	1.287	5.136	5.148	5.149	5.215	5.259
1.290	1.296	1.297	1.298	1.299	5.183	5.304	5.305	5.306	5.307
1.340	1.358	1.427	1.446	1.479	5.308	5.309	5.311	5.314	5.315
1.487	1.522	1.550	1.603	1.626	5.316	5.317	5.318	5.319	5.320
1.685	1.697	1.725	1.743	1.784	5.321	5.323	5.325	5.326	5.330
1.818	1.839	1.840	1.903	1.901	5.331	5.333	5.334	5.337	5.338
1.905	1.906	1.908	1.910	1.911	5.339	5.343	5.356	5.357	5.358
1.912	1.913	1.914	1.917	1.918	5.362	5.374	5.417	5.418	5.421
1.919	1.920	1.921	2.007	2.080	5.423	5.424	5.426	5.428	5.440
2.160	2.169	2.294	2.315	2.325	5.467	5.529	5.563	5.575	5.644
2.326	2.329	2.331	2.332	2.334	5.641	5.642	5.643	5.644	5.647
2.335	2.336	2.337	2.338	2.379	5.648	5.649	5.655	5.657	5.658
2.383	2.411	2.456	2.503	2.528	5.659	5.667	5.670	5.711	5.720
2.567	2.588	2.636	2.649	2.690	5.874	5.901	5.957		
2.776	2.871	2.882	2.885	2.966					

Obligations ci-après sorties aux précédents tirages et non encore remboursées.

77	83	115	116	120	3.235	3.236	3.262	3.276	3.283
158	159	271	284	335	3.288	3.422	3.426	3.444	3.448
706	810	893	894	1.032	3.501	3.518	3.529	3.530	3.531
1.034	1.066	1.112	1.156	1.228	3.534	3.570	3.581	3.601	3.605
1.268	1.303	1.306	1.307	1.308	3.608	3.613	3.629	3.639	3.706
1.314	1.318	1.344	1.347	1.411	3.707	3.788	3.797	3.848	3.853
1.473	1.478	1.480	1.488	1.496	3.924	3.933	3.935	3.941	3.945
1.511	1.526	1.566	1.569	1.609	3.947	3.948	4.010	4.012	4.023
1.610	1.613	1.621	1.644	1.690	4.052	4.054	4.141	4.203	4.214
1.695	1.709	1.710	1.724	1.734	4.245	4.265	4.267	4.274	4.273
1.742	1.783	1.794	1.802	1.807	4.277	4.279	4.302	4.428	4.442
1.830	1.831	1.834	1.837	1.838	4.663	4.667	4.801	4.811	4.929
1.855	1.861	1.881	1.899	1.900	4.983	5.006	5.008	5.021	5.159
1.955	1.959	2.059	2.063	2.078	5.168	5.182	5.186	5.197	5.201
2.085	2.086	2.090	2.223	2.157	5.211	5.269	5.288	5.289	5.290
2.158	2.185	2.321	2.323	2.353	5.298	5.293	5.298	5.299	5.300
2.552	2.553	2.555	2.587	2.657	5.301	5.365	5.366	5.367	5.410
2.658	2.662	2.703	2.721	2.801	5.411	5.455	5.481	5.504	5.526
2.835	2.859	2.864	2.886	2.916	5.527	5.535	5.571	5.579	5.582
2.972	2.980	2.981	2.986	3.009	5.668	5.726	5.727	5.728	5.812
3.017	3.029	3.160	3.166	3.168	5.832	5.844	5.856	5.897	5.898
3.169	3.242	3.244	3.251	3.305	5.988	5.994	5.997		

Obligations Coopérative régionale de Basse-Normandie.

EMISSION 5 1/2 0/0 1931

(1re tranche), coupons à échéance du 15 octobre.

Quinzième tirage d'amortissement.

Liste des 283 obligations amorties au tirage du 11 octobre 1950 et remboursables au pair le 15 avril 1951. A partir de cette date, les obligations amorties au présent tirage et non remboursées cesseront de porter intérêts.

2	4	5	6	7	589	591	600	602	604
8	11	12	14	16	605	610	625	658	691
17	22	23	27	29	699	711	712	713	714
32	35	36	38	41	715	717	719	813	814
50	53	54	55	65	844	860	869	870	880
66	69	71	81	83	905	929	971	984	988
85	86	87	95	99	1.000	1.002	1.033	1.040	1.053
100	109	127	129	132	1.082	1.087	1.088	1.090	1.117
138	135	137	142	145	1.123	1.140	1.171	1.220	1.221
149	160	161	164	167	1.222	1.235	1.253	1.262	1.276
185	191	195	197	211	1.285	1.305	1.309	1.315	1.318
212	228	278	287	288	1.323	1.354	1.369	1.371	1.405
366	367	368	448	462	1.418	1.432	1.436	1.437	1.452
475	498	519	535	543	1.463	1.466	1.498	1.501	1.515
1.520	1.550	1.608	1.609	1.618	3.372	3.373	3.375	3.427	3.439
1.651	1.707	1.730	1.735	1.771	3.476	3.515	3.520	3.526	3.553
1.811	1.813	1.814	1.815	1.817	3.603	3.634	3.656	3.701	3.715
1.818	1.820	1.823	1.824	1.825	3.781	3.838	3.875	3.908	3.935
1.827	1.829	1.830	1.906	1.912	3.984	3.990	4.022	4.027	4.135
1.916	1.923	1.934	1.996	2.011	4.139	4.245	4.287	4.371	4.396
2.027	2.039	2.120	2.144	2.208	4.428	4.429	4.433	4.434	4.435
2.227	2.235	2.298	2.314	2.315	4.436	4.437	4.612	4.725	4.727
2.352	2.356	2.464	2.524	2.649	4.728	4.729	4.730	4.749	4.750
2.652	2.659	2.710	2.725	2.822	4.751	4.839	4.841	4.918	5.029
2.871	2.874	3.023	3.028	3.035	5.121	5.229	5.238	5.242	5.387
3.050	3.052	3.075	3.089	3.112	5.150	5.361	5.610	5.611	5.616
3.117	3.127	3.134	3.145	3.152	5.619	5.795	5.804	5.861	5.953
3.199	3.230	3.253	3.263	3.295	5.954	5.955	5.956		
3.320	3.332	3.333	3.339	3.344					

Obligations ci-après sorties aux précédents tirages et non encore remboursées.

34	90	96	106	130	2.982	3.101	3.114	3.167	3.201
202	284	296	305	315	3.207	3.252	3.259	3.260	3.265
317	329	354	357	402	3.267	3.336	3.340	3.386	3.481
415	422	425	445	457	3.484	3.512	3.571	3.573	3.576
459	491	508	513	516	3.577	3.579	3.581	3.605	3.615
545	588	593	609	671	3.638	3.716	3.749	3.736	3.747
858	987	996	997	1.001	3.791	3.798	3.825	3.854	3.865
1.071	1.072	1.074	1.108	1.130	3.887	3.941	4.031	4.043	4.050
1.142	1.145	1.167	1.231	1.321	4.133	4.161	4.201	4.202	4.209
1.334	1.337	1.355	1.398	1.419	4.218	4.230	4.253	4.275	4.306
1.430	1.440	1.441	1.442	1.461	4.309	4.310	4.311	4.312	4.317
1.462	1.483	1.671	1.674	1.694	4.324	4.342	4.411	4.481	4.482
1.695	1.699	1.711	1.719	1.738	4.546	4.621	4.713	4.753	4.756
1.759	1.898	1.899	1.908	2.017	4.768	4.779	4.792	4.798	4.820
2.037	2.046	2.059	2.061	2.132	4.821	4.862	4.879	4.881	4.997
2.165	2.186	2.198	2.202	2.205	4.998	5.034	5.038	5.042	5.086
2.216	2.240	2.242	2.267	2.335	5.125	5.150	5.154	5.193	5.195
2.341	2.462	2.463	2.496	2.501	5.207	5.209	5.220	5.312	5.634
2.504	2.522	2.755	2.769	2.773	5.682	5.691	5.717	5.902	5.825
2.774	2.776	2.895	2.920	2.948	6.000				

Obligations Coopérative régionale de Basse-Normandie

EMISSION 5 1/2 0/0 1931

(2e tranche), coupons à échéance du 15 avril.

Quinzième tirage d'amortissement.

Liste des 211 obligations amorties au tirage du 11 octobre 1950 et remboursables au pair le 15 octobre 1951. A partir de cette date, les obligations amorties au présent tirage et non remboursées cesseront de porter intérêts.

6.062	6.063	6.065	6.066	6.067	10.315	10.332	10.336	10.339	10.345
6.068	6.069	6.242	6.243	6.244	10.356	10.378	10.392	10.400	10.408
6.245	6.540	6.768	7.069	7.070	10.412	10.418	10.425	10.451	10.470
7.071	7.074	7.075	7.076	7.077	10.472	10.485	10.489	10.492	10.553
7.078	7.080	7.081	7.082	7.084	10.556	10.595	10.603	10.610	10.612
7.085	7.086	7.087	7.135	7.136	10.638	10.681	10.706	10.714	10.740
7.138	7.192	7.313	7.317	7.318	10.743	10.780	10.799	10.805	10.808
7.319	7.320	7.323	7.325	7.326	10.844	18.866	10.904	10.915	10.917
7.327	7.328	7.329	7.331	7.332	10.926	10.958	10.960	10.976	11.062
7.335	7.337	7.338	7.339	7.471	11.072	11.092	11.093	11.094	11.098
7.472	7.473	7.475	7.476	7.478	11.109	11.117	11.227	11.228	11.244
7.479	7.493	7.572	7.573	7.574	11.280	11.303	11.318	11.330	11.373
7.575	7.577	8.417	8.498	8.499	11.408	11.413	11.420	11.422	11.436
8.500	8.582	8.583	8.584	8.585	11.438	11.450	11.463	11.465	11.474
8.756	9.140	9.141	9.324	9.325	11.482	11.493	11.504	11.560	11.571
9.326	9.327	9.328	9.329	9.330	11.572	11.576	11.583	11.610	11.612
9.331	9.332	9.875	9.876	9.877	11.623	11.631	11.647	11.655	11.716
9.878	9.879	10.006	10.010	10.018	11.725	11.755	11.763	11.764	11.783
10.021	10.028	10.039	10.064	10.101	11.792	11.807	11.811	11.816	11.833
10.102	10.107	10.118	10.125	10.139	11.836	11.869	11.870	11.872	11.960
10.156	10.164	10.198	10.214	10.215	11.972				
10.220	10.235	10.242	10.277	10.307					

Obligations ci-après sorties aux précédents tirages et non encore remboursées.

6.033	6.036	6.094	6.145	6.155	8.370	8.371	8.379	8.385	8.460
6.164	6.192	6.217	6.225	6.259	8.466	8.502	8.508	8.513	8.529
6.269	6.291	6.293	6.330	6.508	8.537	8.538	8.539	8.540	8.541
6.414	6.434	6.471	6.482	6.490	8.544	8.565	8.575	8.598	8.599
6.532	6.535	6.681	6.686	6.698	8.616	8.617	8.621	8.628	8.637
6.716	6.758	6.788	6.790	6.794	8.645	8.652	8.664	8.679	8.683
6.829	6.834	6.894	6.905	6.913	8.685	8.687	8.696	8.718	8.723
6.931	6.935	6.971	6.972	6.973	8.753	8.760	8.769	8.772	8.812
6.999	7.009	7.012	7.018	7.033	8.836	8.844	8.846	8.852	8.864
7.052	7.089	7.100	7.106	7.124	8.865	8.888	8.906	8.908	8.910
7.134	7.146	7.196	7.197	7.254	8.959	8.965	9.010	9.114	9.117
7.261	7.293	7.316	7.384	7.386	9.130	9.131	9.139	9.152	9.161
7.402	7.413	7.453	7.455	7.474	9.171	9.189	9.214	9.232	9.237
7.480	7.512	7.536	7.595	7.633	9.239	9.240	9.259	9.271	9.282
7.644	7.663	7.684	7.686	7.690	9.301	9.339	9.344	9.351	9.364
7.720	7.722	7.767	7.788	7.809	9.365	9.386	9.422	9.428	9.472
7.850	7.853	7.860	7.870	7.881	9.535	9.596	9.614	9.632	9.637
7.882	7.916	7.923	7.929	7.947	9.638	9.639	9.643	9.644	9.687
7.965	7.970	7.971	8.013	8.096	9.697	9.726	9.768	9.839	9.852
8.104	8.107	8.116	8.122	8.142	9.859	9.869	9.867	9.881	9.887
8.155	8.165	8.186	8.227	8.257	9.888	9.903	9.907	9.931	9.916
8.273	8.305	8.311	8.332	8.360	9.961	9.993	10.011	10.029	10.072

10.074	10.083	10.104	10.124	10.145	10.961	10.997	11.004	11.005	11.009
10.161	10.173	10.175	10.196	10.202	11.075	11.105	11.148	11.149	11.159
10.212	10.217	10.230	10.233	10.280	11.160	11.162	11.166	11.174	11.184
10.282	10.290	10.299	10.330	10.343	11.190	11.222	11.223	11.275	11.276
10.350	10.357	10.390	10.414	10.422	11.296	11.341	11.399	11.407	11.426
10.436	10.439	10.449	10.459	10.488	11.468	11.478	11.484	11.549	11.590
10.498	10.541	10.543	10.559	10.598	11.608	11.614	11.630	11.667	11.676
10.634	10.636	10.688	10.690	10.696	11.682	11.710	11.743	11.750	11.753
10.697	10.698	10.700	10.705	10.710	11.754	11.799	11.801	11.842	11.694
10.751	10.759	10.779	10.785	10.789	11.896	11.920	11.933	11.936	11.937
10.793	10.794	10.814	10.833	10.856	11.958	11.970			
10.877	10.882	10.922	10.936	10.939					

Obligations Les Coopérateurs de Normandie.

EMISSION 5 0/0 1932

Coupons à échéance du 15 juin.

Liste des 234 obligations amorties au tirage du 11 octobre 1950 et remboursables au pair le 15 décembre 1951. A partir de cette date les obligations amorties au présent tirage et non remboursées cesseront de porter intérêts.

1	6	9	11	16	1.032	1.033	1.035	1.036	1.037
19	39	46	60	61	1.038	1.040	1.041	1.169	1.183
63	68	69	73	88	1.224	1.318	1.366	1.381	1.421
90	108	116	118	119	1.602	1.603	1.604	1.605	1.608
144	160	168	186	188	1.610	1.611	1.613	1.615	1.622
189	191	196	198	229	1.624	1.626	1.627	1.628	1.631
229	300	319	322	350	1.633	1.637	1.639	1.640	1.641
388	424	439	450	499	1.696	1.706	1.765	1.769	1.775
501	509	529	534	567	1.780	1.785	1.803	1.804	1.806
608	609	610	611	614	1.953	2.058	2.063	2.078	2.102
616	618	619	660	661	2.203	2.306	2.413	2.487	2.621
663	666	668	680	681	2.697	2.794	2.796	2.902	2.937
689	690	691	696	699	3.032	3.049	3.051	3.058	3.095
701	724	747	801	809	3.219	3.264	3.265	3.266	3.267
810	866	869	881	889	3.268	3.269	3.271	3.272	3.273
890	891	900	901	908	3.274	3.275	3.348	3.349	3.351
909	911	918	919	926	3.352	3.358	3.454	3.487	3.513
940	960	961	964	965	3.584	3.629	3.658	3.835	3.976
966	967	969	970	971	4.046	4.082	4.086	4.087	4.090
981	990	994	996	998	4.134	4.377	4.466	4.625	4.863
999	1.002	1.005	1.006	1.007	5.257	5.372	5.400	5.433	5.603
1.008	1.009	1.010	1.011	1.015	5.716	5.738	5.929	5.938	5.940
1.017	1.018	1.020	1.022	1.023	5.944	5.948	5.957	5.965	
1.025	1.027	1.028	1.029	1.031					

Obligations ci-après sorties aux précédents tirages et non encore remboursées.

4	42	55	58	71	2.705	2.708	2.712	2.742	2.743
99	102	140	151	154	2.783	2.789	2.797	2.806	2.816
162	182	199	208	258	2.821	2.828	2.830	2.834	2.850
303	308	315	341	349	2.868	2.869	2.883	2.964	2.969
400	415	420	441	532	2.987	3.004	3.020	3.036	3.055
572	598	623	636	662	3.056	3.068	3.086	3.094	3.097
669	672	676	678	685	3.101	3.102	3.103	3.104	3.105
739	743	752	759	775	3.108	3.110	3.175	3.189	3.234
779	794	806	819	830	3.239	3.242	3.270	3.282	3.286
831	923	933	935	950	3.304	3.316	3.343	3.368	3.384
1.024	1.026	1.034	1.050	1.052	3.395	3.411	3.421	3.425	3.461
1.075	1.083	1.084	1.116	1.126	3.468	3.488	3.521	3.543	3.546
1.130	1.133	1.137	1.145	1.151	3.547	3.590	3.609	3.612	3.613
1.155	1.166	1.171	1.185	1.201	3.615	3.625	3.638	3.710	3.714
1.207	1.217	1.244	1.262	1.316	3.745	3.765	3.795	3.820	3.846
1.350	1.357	1.421	1.448	1.451	3.849	3.852	3.853	3.854	3.865
1.468	1.493	1.506	1.510	1.511	3.880	3.897	3.917	3.921	3.928
1.513	1.544	1.515	1.525	1.561	3.933	3.935	3.958	3.983	4.000
1.596	1.598	1.619	1.623	1.629	4.023	4.033	4.051	4.053	4.054
1.653	1.658	1.684	1.710	1.726	4.125	4.142	4.153	4.173	4.177
1.740	1.745	1.751	1.758	1.828	4.180	4.182	4.187	4.193	4.195
1.847	1.872	1.888	1.917	1.932	4.199	4.206	4.239	4.311	4.319
1.963	1.967	1.972	1.976	1.979	4.423	4.464	4.535	4.561	4.566
1.999	2.022	2.082	2.086	2.095	4.569	4.688	4.733	4.755	4.791
2.104	2.122	2.127	2.137	2.161	4.906	4.921	4.928	4.993	4.962
2.168	2.169	2.171	2.187	2.191	5.012	5.093	5.099	5.166	5.167
2.202	2.216	2.221	2.225	2.265	5.227	5.234	5.318	5.320	5.325
2.269	2.270	2.280	2.291	2.325	5.334	5.352	5.391	5.395	5.403
2.343	2.352	2.354	2.356	2.358	5.465	5.530	5.533	5.539	5.542
2.368	2.378	2.409	2.417	2.438	5.544	5.583	5.589	5.604	5.607
2.439	2.458	2.470	2.501	2.533	5.679	5.706	5.875	5.889	5.893
2.592	2.593	2.601	2.605	2.609	5.949	5.934	5.953	5.960	5.961
2.629	2.639	2.665	2.676	2.683	5.962	5.968	5.982	5.996	5.999

Obligations Les Coopérateurs de Normandie.

EMISSION 5 0/0 1933

Coupons à échéance du 15 mai.

Liste des 221 obligations amorties au tirage du 11 octobre 1950 et remboursables au pair le 15 novembre 1951. A partir de cette date, les obligations amorties au présent tirage et non remboursées cesseront de porter intérêts.

5	41	54	65	79	511	528	646	696	697
92	104	122	138	160	711	712	713	714	715
177	179	180	182	183	729	806	807	809	810
386	499	500	501	510	811	813	814	815	851
893	894	931	922	932	3.987	3.989	3.990	3.991	3.992
1.006	1.018	1.019	1.025	1.026	3.993	3.994	3.996	3.997	3.998
1.027	1.028	1.029	1.030	1.032	4.000	4.004	4.002	4.003	4.005
1.034	1.035	1.036	1.037	1.061	4.006	4.010	4.011	4.012	4.013
1.077	1.083	1.084	1.121	1.138	4.014	4.015	4.016	4.017	4.018
1.153	1.224	1.366	1.408	1.409	4.019	4.020	4.021	4.022	4.023
1.420	1.441	1.542	1.584	1.619	4.024	4.025	4.026	4.027	4.029
1.627	1.811	1.823	1.861	1.865	4.030	4.031	4.032	4.033	4.035
1.899	1.937	1.957	1.958	1.959	4.037	4.038	4.039	4.040	4.042
1.960	1.970	1.998	2.013	2.058	4.072	4.073	4.054	5.055	5.056
2.089	2.140	2.232	2.383	2.452	5.057	5.058	5.059	5.060	5.061
2.453	2.455	2.456	2.457	2.458	5.063	5.064	5.065	5.067	5.068
2.459	2.461	2.462	2.463	2.464	5.069	5.070	5.071	5.078	5.079
2.467	2.468	2.469	2.502	2.518	5.081	5.083	5.084	5.085	5.088
2.635	2.687	2.821	2.859	2.860	5.342	5.344	5.345	5.346	5.347
2.922	2.923	2.962	2.967	3.253	5.348	5.349	5.350	5.351	5.666
3.262	3.263	3.264	3.266	3.267	5.668	5.669	5.737	5.739	5.740
3.503	3.527	3.549	3.603	3.610	5.741				
3.653	3.730	3.759	3.827	3.831					

Obligations ci-après amorties aux précédents tirages et non encore remboursées.

4	33	36	42	61	2.441	2.485	2.497	2.568	2.603
71	82	84	91	129	2.676	2.696	2.725	2.731	2.740
130	134	137	144	148	2.754	2.775	2.805	2.872	2.900
142	152	154	156	157	2.909	2.944	2.990	3.007	3.038
159	161	166	167	170	3.044	3.054	3.069	3.071	3.073
174	189	200	225	226	3.088	3.100	3.105	3.106	3.110
228	244	248	255	256	3.166	3.173	3.179	3.200	3.203
264	298	301	324	325	3.226	3.233	3.249	3.292	3.326
327	351	373	395	397	3.331	3.332	3.338	3.339	3.366
406	419	427	437	439	3.368	3.373	3.384	3.390	3.426
440	441	453	471	473	3.434	3.446	3.492	3.507	3.514
488	504	516	532	533	3.523	3.526	3.547	3.559	3.602
534	544	563	566	581	3.668	3.682	3.701	3.744	3.781
588	592	595	668	673	3.896	3.883	3.918	3.921	3.938
683	717	728	739	744	3.940	3.944	3.948	3.952	3.967
746	750	757	758	762	3.982	3.988	4.004	4.086	4.114
763	768	842	866	944	4.198	4.209	4.247	4.248	4.252
947	978	1.080	1.097	1.134	4.250	4.315	4.387	4.401	4.459
1.160	1.183	1.236	1.259	1.266	4.460	4.467	4.507	4.524	4.626
1.287	1.294	1.301	1.311	1.349	4.649	4.705	4.753	4.780	4.837
1.362	1.373	1.376	1.394	1.403	4.843	4.849	4.973	4.984	4.991
1.416	1.439	1.440	1.454	1.523	4.999	5.022	5.046	5.053	5.053
1.534	1.543	1.559	1.577	1.592	5.062	5.146	5.167	5.175	5.190
1.605	1.632	1.655	1.666	1.682	5.228	5.255	5.271	5.366	5.420
1.695	1.710	1.712	1.713	1.714	5.439	5.440	5.442	5.449	5.460
1.723	1.731	1.743	1.762	1.768	5.489	5.493	5.515	5.529	5.543
1.783	1.831	1.839	1.879	1.890	5.551	5.553	5.562	5.575	5.581
1.932	1.976	2.023	2.035	2.047	5.587	5.599	5.625	5.720	5.745
2.048	2.113	2.120	2.150	2.162	5.735	5.791	5.802	5.806	5.809
2.194	2.204	2.237	2.252	2.253	5.811	5.817	5.830	5.824	5.827
2.264	2.304	2.315	2.324	2.329	5.844	5.851	5.860	5.877	5.881
2.367	2.385	2.388	2.405	2.417	5.883	5.934	5.946	5.966	5.981

Obligations Union des coopérateurs de Normandie.

EMISSION 4 1/2 0/0 1927

Coupons à échéance du 1er juillet.

Liste des 14 obligations amorties au tirage du 11 octobre 1950 et remboursables au pair le 1er janvier 1951. A partir de cette date, les obligations amorties au présent tirage et non remboursées cesseront de porter intérêts.

17	18	31	43	241	286	296	312	318	325	331	335	361	365

Obligations ci-après amorties aux précédents tirages et non encore remboursées.

14	23	27	33	38	45	48	316	322	323	333	338	345	347
66	68	75	79	104	244	264	356	363	369	371	375	382	
266	283	284	285	287	302	306							

Obligations Union des coopérateurs de Normandie.

EMISSION 5 0/0 1927

Toutes les obligations de cette émission sont amorties depuis le tirage du 15 novembre 1949.

Caisse de Garantie des Coopératives de France

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

SIÈGE SOCIAL : 61, RUE BOISSIÈRE, PARIS (16e)

R. C. : Seine 281030 B.

Obligations 4 1/4 0/0 1944.

Septième amortissement.

MM. les obligataires sont informés que la société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a racheté en Bourse la totalité des 275 obligations à amortir le 15 février 1951.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Toutes les obligations sorties au premier tirage sont remboursées.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, PARIS

DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

OBLIGATIONS DE 500 F 4 1/2 0/0 1908

DE LA

Société pyrénéenne d'énergie électrique.

En liquidation par suite de sa nationalisation (loi du 8 avril 1946 et décret d'application du 21 mai 1946).

LISTE NUMERIQUE

1° Des 543 obligations amorties au tirage effectué le 16 novembre 1950 et remboursables à partir du 1er janvier 1951 avec le coupon du 1er juillet 1951 attaché à 496 F, comportant outre le capital net de l'obligation (495,50 F), la fraction de franc reportée des coupons nos 83 et 84 mis en payement le 1er juillet 1950, soit 0,25 F, le tout arrondi au franc supérieur;

2° Des obligations amorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
87	46	20.140	50	20.932	50
88	43	20.146	48	**20.936**	51
1.619	45	20.150	47	20.945	50
2.890	50	**20.154**	51	**20.953**	51
2.894	44	20.155	50	20.969	50
3.256	41	20.176	50	**20.971**	51
3.468	45	20.179	50	**20.985**	51
3.646	46	**20.201**	51	21.009	47
4.899	41	**20.227**	51	21.020	45
5.103	45	20.231	50	21.021	47
5.248	40	20.232	50	21.025	50
5.262	46	**20.259**	51	**21.038**	51
5.282	47	20.276	50	**21.060**	51
5.558	38	**20.307**	51	**21.075**	51
5.559	38	**20.311**	51	21.076	50
5.655	41	**20.335**	51	21.083	50
5.682	46	**20.352**	51	21.087	50
5.685	44	20.354	45	21.091	48
5.689	50	20.375	44	**21.092**	51
5.908	40	20.377	42	**21.098**	51
5.909	40	**20.383**	51	21.126	50
6.863	45	**20.384**	51	**21.127**	51
8.135	47	20.385	50	**21.129**	51
8.946	47	**20.387**	51	21.133	50
9.015	43	**20.403**	51	**21.137**	51
9.017	46	20.409	47	21.139	47
9.018	43	20.410	47	**21.151**	51
9.062	45	**20.435**	51	21.166	50
9.321	40	**20.467**	51	21.170	48
9.322	40	**20.474**	51	21.175	50
9.323	40	20.477	50	**21.176**	51
9.324	40	**20.481**	51	21.185	50
9.325	40	**20.487**	51	21.190	50
9.441	45	**20.491**	51	**21.199**	51
9.629	44	**20.494**	51	21.200	50
10.065	39	**20.496**	51	21.202	50
10.663	45	20.501	50	**21.205**	51
14.361	45	**20.536**	51	**21.218**	51
15.079	39	**20.547**	51	21.220	50
15.080	39	20.555	50	**21.237**	51
15.234	51	20.560	48	21.252	50
15.238	43	20.563	50	21.262	50
15.449	50	20.568	48	21.263	50
15.450	45	**20.581**	51	**21.265**	51
15.688	46	20.593	50	**212.84**	51
16.041	46	20.598	50	21.287	50
16.043	46	20.609	50	**21.292**	51
16.047	48	**20.611**	51	21.303	50
16.059	45	**20.616**	51	**21.321**	51
20.003	44	**20.712**	51	**21.345**	51
20.008	50	**20.733**	51	**21.351**	51
20.010	46	**20.738**	51	21.366	48
20.016	51	**20.739**	51	21.367	48
20.019	51	**20.745**	51	21.368	50
20.042	42	**20.759**	51	21.372	50
20.045	51	20.776	44	21.378	50
20.047	51	**20.807**	51	**21.391**	51
20.095	51	**20.825**	51	**21.392**	51
20.103	50	20.860	48	**21.405**	51
20.106	48	**20.866**	51	21.412	50
20.128	51	20.880	48	**21.415**	51
20.132	50	**20.904**	51	**21.422**	51
20.134	50	**20.910**	51	**21.429**	51
20.139	50	20.914	50	21.434	48
21.440	51	22.649	50	**23.674**	51
21.456	50	22.656	48	23.689	50
21.468	48	**22.665**	51	23.703	50
21.480	47	22.667	45	**23.707**	51
21.482	51	22.669	50	**23.716**	51
21.484	48	**22.695**	51	**23.724**	51
21.546	51	22.697	50	23.725	50
21.574	48	22.700	50	23.729	44
21.575	50	22.701	46	**23.743**	51
21.599	51	22.727	50	**23.752**	51
21.600	51	**22.746**	51	**23.763**	51
21.602	51	**22.750**	51	23.774	50
21.642	51	22.767	46	23.775	50
21.646	51	22.770	45	**23.791**	51
21.674	51	22.772	42	**23.806**	51
21.675	50	22.778	50	23.824	50
21.698	48	22.797	50	23.826	50
21.701	51	**22.808**	51	23.827	48
21.708	48	**22.819**	51	23.828	50
21.722	48	22.836	50	**23.829**	51
21.726	50	22.843	50	23.832	48
21.730	50	**22.852**	51	23.836	50
21.742	50	**22.856**	51	23.844	50
21.743	50	**22.887**	51	23.883	50
21.750	51	22.888	48	**23.885**	51
21.755	48	22.899	50	23.889	48
21.767	50	**22.908**	51	23.913	48
21 792	51	**22.916**	51	**23.943**	51
21.800	51	**22.937**	51	**23.956**	51
21.807	51	**22.940**	51	23.966	50
21.827	48	**22.941**	51	23.981	47
21.831	50	22.975	50	23.994	50
21.835	51	**22.979**	51	23.997	48
21.845	51	**22.985**	51	**23.999**	51
21.847	51	22.992	50	**24.002**	51
21.853	51	22.995	50	24.025	46
21.854	51	23.003	48	**24.026**	51
21.860	51	23.029	50	**24.032**	51
21.882	51	**23.035**	51	**24.034**	51
21.930	50	23.051	50	**24.040**	51
21.933	51	23.061	50	**24.045**	51
21.952	45	**23.063**	51	**24.049**	51
21.975	51	**23.064**	51	24.062	48
21.977	51	23.065	50	24.067	48
22.044	51	**23.068**	51	**24.080**	51
22.078	51	**23.070**	51	**24.089**	51
22.145	50	23.084	50	**24.096**	51
22.149	50	23.093	50	24.111	50
22.196	51	23.104	50	**24.141**	51
22.250	51	23.106	50	**24.156**	51
22.290	48	23.119	47	**24.160**	51
22.294	51	**23.130**	51	24.167	50
22.309	51	23.131	48	24.196	47
22.317	51	23.133	48	24.197	48
22.328	48	**23.140**	51	24.211	48
22.353	50	23.141	50	24.213	46
22.357	51	**23.152**	51	24.219	44
22.382	45	23.166	50	24.224	46
22.383	44	23.182	48	24.225	45
22.386	51	23.199	46	**24.231**	51
22.387	50	23.224	50	**24.241**	51
22.390	50	**23.230**	51	**24.258**	51
22.417	46	**23.242**	51	**24.260**	51
22.419	51	**23.257**	51	**24.274**	51
22.422	44	**23.280**	51	24.283	47
22.425	50	23.300	50	24.284	50
22.440	50	**23.350**	51	**24.289**	51
22.442	45	**23.351**	51	**24.298**	51
22.444	42	**23.353**	51	24.313	48
22.446	47	**23.388**	51	24.373	50
22.448	46	**23.406**	51	**24.400**	51
22.449	50	23.416	50	24.410	50
22.452	47	23.424	50	24.449	50
22.460	46	**23.432**	51	24.470	50
22.465	42	**23.433**	51	24.471	46
22.468	51	23.437	50	**24.474**	51
22.470	50	23.441	50	**24.477**	51
22.494	51	23.444	50	24.481	50
22.501	51	23.456	50	24.510	48
22.532	51	**23.476**	51	24.523	50
22.533	50	**23.481**	51	**24.542**	51
22.557	51	23.483	50	24.562	45
22.569	51	23.490	50	**24.563**	51
22.571	50	**23.491**	51	24.564	47
22.578	48	23.502	50	**24.566**	51
22.591	50	**23.536**	51	24.569	47
22.601	50	**23.546**	51	24.574	45
22.607	50	**23.568**	51	**24.576**	51
22.615	50	**23.575**	51	24.578	48
22.622	50	**23.578**	51	**24.583**	51
22.633	50	**23.597**	51	24.589	50
22.636	50	**23.640**	51		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
24.591	50	**25.643**	51	26.375	50	**27.362**	51	28.132	48	**28.930**	51
24.605	50	25.646	43	**26.393**	51	**27.374**	51	28.133	50	28.939	51
24.611	51	25.651	50	26.399	48	27.389	50	28.135	48	**29.003**	51
24.623	44	25.660	50	26.402	47	27.392	48	28.142	47	**29.014**	51
24.643	51	**25.674**	51	26.404	45	27.398	48	28.152	50	29.023	51
24.645	50	25.694	50	**26.420**	51	27.411	48	28.153	50	29.033	47
24.654	51	25.708	50	**26.456**	51	**27.423**	51	28.160	50	**29.040**	51
24.673	51	25.713	50	26.460	46	27.424	50	28.163	48	29.041	46
24.684	51	**25.719**	51	26.464	47	27.440	50	28.178	50	**29.047**	51
24.685	48	25.722	46	**26.511**	51	27.441	50	28.190	50	29.064	50
24.718	51	**25.733**	51	26.515	48	**27.456**	51	28.201	50	29.064	51
24.724	47	25.742	50	26.519	50	27.459	47	**28.204**	51	**29.066**	51
24.737	51	**25.745**	51	26.530	48	27.465	50	28.230	51	29.068	45
24.752	51	25.761	50	**26.549**	51	27.468	48	**28.231**	51	29.070	46
24.759	48	25.766	48	26.551	50	27.478	50	28.243	51	29.071	48
24.767	51	25.768	50	**26.559**	51	27.499	50	**28.264**	51	**29.076**	51
24.779	51	25.772	50	26.581	50	27.503	51	28.303	48	29.095	51
24.804	51	25.783	46	26.606	47	**27.529**	51	28.308	50	29.100	48
24.817	51	**25.784**	51	**26.609**	51	27.558	48	28.315	47	**29.122**	51
24.835	51	25.791	50	**26.610**	51	27.566	51	28.324	47	29.142	51
24.845	51	**25.795**	51	**26.629**	51	27.578	51	**28.334**	51	29.164	51
24.846	48	25.808	50	**26.632**	51	27.591	50	28.352	50	**29.175**	51
24.857	50	**25.815**	51	**26.638**	51	**27.602**	51	28.358	47	29.178	51
24.872	51	25.820	47	**26.654**	51	**27.613**	51	28.372	50	29.186	51
24.909	51	25.821	50	**26.677**	51	27.627	50	**28.373**	51	29.236	51
24.917	51	25.825	48	26.685	51	**27.638**	51	28.396	51	29.243	51
24.936	51	**25.832**	51	**26.686**	51	**27.655**	51	28.500	46	29.248	50
24.952	46	**25.833**	51	**26.696**	51	27.666	48	28.527	50	29.265	51
24.956	48	25.841	46	26.712	48	27.670	50	**28.447**	51	**29.272**	51
24.960	48	25.844	50	**26.717**	51	27.672	50	28.462	51	29.275	51
24.965	47	**25.846**	51	**26.732**	51	27.683	50	28.466	51	**29.287**	51
24.966	46	**25.851**	51	26.741	46	**27.694**	51	**28.473**	51	**29.292**	51
24.969	51	25.853	47	26.744	47	**27.697**	51	28.478	50	29.305	51
24.984	50	25.857	48	**26.760**	51	27.724	50	28.520	50	**29.313**	51
24.986	48	**25.871**	51	**26.761**	51	27.739	50	28.521	50	**29.319**	51
24.995	51	25.888	48	**26.797**	51	27.744	50	28.540	48	29.323	50
24.996	51	**25.899**	51	26.798	50	27.751	50	98.563	50	29.329	50
25.006	51	25.920	48	26.806	47	**27.752**	51	**28.576**	51	**29.342**	51
25.007	51	**25.921**	51	26.808	48	27.756	50	**28.583**	51	**29.363**	51
25.012	51	25.928	50	**26.821**	51	27.765	50	**28.589**	51	29.365	50
25.026	50	25.938	48	26.860	50	27.771	50	**28.591**	51	29.372	50
25.038	51	25.942	50	**26.871**	51	27.784	50	**28.592**	51	**29.376**	51
25.039	48	**25.956**	51	**26.872**	51	27.800	48	**28.607**	51	29.407	48
25.046	51	**25.966**	51	26.882	47	27.808	47	**28.619**	51	**29.446**	51
25.067	51	**25.985**	51	26.896	48	27.816	50	28.625	47	29.454	48
25.081	48	25.987	50	26.916	50	**27.825**	51	28.629	46	29.455	50
25.122	51	25.991	50	**26.933**	51	27.832	50	**28.638**	51	29.457	50
25.129	51	25.995	47	26.940	50	**27.837**	51	**28.640**	51	29.463	50
25.140	51	25.997	48	**26.946**	51	27.852	50	**28.644**	51	29.464	46
25.145	51	**26.009**	51	**26.960**	51	**27.865**	51	28.646	47	**29.472**	51
25.147	51	**26.012**	51	**26.965**	51	**27.895**	51	**28.650**	51	29.544	50
25.173	51	**26.035**	51	26.996	48	**27.896**	51	**28.665**	51	29.556	50
25.181	51	26.058	48	**27.019**	51	27.917	50	**28.667**	51	**29.556**	51
25.183	50	26.074	47	**27.041**	51	27.924	48	28.684	50	29.564	50
25.196	51	26.076	46	27.055	50	27.925	47	**28.698**	51	**29.565**	51
25.205	48	26.083	50	27.065	48	27.926	50	28.715	50	29.566	48
25.210	51	26.088	48	27.078	48	27.927	48	28.718	50	29.571	50
25.216	45	26.093	50	27.095	48	27.928	45	28.720	46	**29.578**	51
25.219	48	26.097	48	27.103	50	27.944	48	28.731	50	29.581	50
25.236	51	26.110	50	**27.121**	51	**27.948**	51	28.732	50	29.582	50
25.246	51	26.137	50	**27.127**	51	**27.951**	51	28.747	50	29.585	47
25.258	51	**26.138**	51	27.159	50	27.953	48	28.753	50	29.587	44
25.277	51	26.139	50	27.161	47	27.954	50	28.758	45	**29.612**	51
25.278	50	26.144	50	**27.185**	51	27.962	50	28.759	45	29.614	48
25.284	51	26.145	48	27.186	46	**27.964**	51	28.777	48	**29.637**	51
25.323	51	**26.146**	51	27.190	48	27.969	50	**28.780**	51	**29.639**	51
25.340	50	**26.148**	51	27.197	48	**27.981**	51	28.805	48	29.644	50
25.409	51	26.152	47	**27.200**	51	27.982	50	28.812	48	**29.648**	51
25.422	50	26.153	48	**27.212**	51	27.986	50	**28.819**	51	29.652	50
25.435	50	**26.182**	51	27.215	47	27.998	50	**28.825**	51	**29.657**	51
25.440	48	26.204	50	**27.225**	51	**28.000**	51	28.828	50	**29.679**	51
25.469	51	**26.206**	51	**27.229**	51	28.006	47	**28.847**	51	29.689	50
25.477	51	**26.221**	51	27.250	50	28.009	46	28.855	50	29.691	48
25.498	50	26.234	50	27.260	50	28.013	48	28.865	50	29.693	50
25.505	48	26.241	50	27.263	48	**28.027**	51	**28.867**	51	29.700	50
25.525	50	26.267	46	27.273	45	**28.030**	51	28.875	50	29.701	50
25.526	51	26.272	48	27.279	50	**28.033**	51	28.887	50	**29.714**	51
25.528	50	26.273	48	**27.288**	51	28.036	46	**28.892**	51	29.729	50
25.537	48	26.276	50	**27.301**	51	28.060	47	**28.895**	51	**29.731**	51
25.544	51	26.285	50	27.303	47	**28.061**	51	**28.899**	51	**29.761**	51
25.549	51	**26.307**	51	27.305	48	28.067	48	28.901	50	**29.811**	51
25.551	50	**26.320**	51	27.314	50	28.068	48	28.913	50	29.817	48
25.582	50	**26.328**	51	**27.317**	51	28.097	50	**28.927**	51	29.818	48
25.587	50	**26.331**	51	27.321	50	28.099	48	28.959	50	29.822	50
25.588	48	26.343	50	27.325	48	28.104	47	28.950	47	29.826	50
25.589	50	**26.344**	51	27.331	48	28.106	46	28.951	48	29.827	45
25.592	51	26.345	50	27.339	48	28.109	42	28.952	47	29.830	46
25.596	46	**26.349**	50	27.340	48	28.111	48	28.955	50	**29.840**	51
25.612	50	26.356	50	27.342	48	28.114	50	**28.958**	51	29.848	50
25.618	51	**26.360**	51	27.350	50	28.117	44	**28.960**	51	29.859	48
25.628	50	26.374	48	**27.359**	51	28.130	44	28.968	48	29.866	48
25.634	48							28.973	50		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
29.877	48	**30.527**	51	31.132	50
29.879	48	30.528	50	31.135	46
29.883	50	30.531	47	31.136	47
29.892	51	30.538	48	31.138	48
29.927	51	30.541	48	31.142	47
29.929	45	**30.542**	51	31.143	46
29.931	45	30.546	44	**31.150**	51
29.932	51	30.548	45	**31.157**	51
29.933	48	30.550	48	31.165	48
29.942	44	30.551	50	**31.167**	51
29.943	50	30.562	50	**31.175**	51
29.944	48	**30.567**	51	**31.180**	51
29.949	51	30.569	45	31.181	50
29.952	48	30.586	48	31.186	48
29.955	47	30.587	48	**31.187**	51
29.956	51	30.597	48	31.188	50
29.965	47	30.606	48	31.202	48
29.967	51	**30.612**	51	31.204	50
29.972	51	30.613	45	31.207	50
29.997	51	**30.614**	51	31.212	46
30.023	50	**30.624**	51	31.218	47
30.024	51	**30.630**	51	**31.224**	51
30.043	50	30.636	51	31.225	48
30.044	51	**30.645**	51	31.228	46
30.066	50	30.660	48	31.230	44
30.070	50	30.662	48	31.232	47
30.079	51	**30.677**	51	31.280	50
30.088	47	30.683	48	31.283	50
30.103	47	**30.695**	51	31.284	47
30.109	45	**30.696**	51	31.285	50
30.113	45	**30.701**	51	31.316	45
30.115	48	**30.706**	51	31.317	44
30.128	50	30.710	45	31.318	44
30.140	51	**30.711**	51	31.321	44
30.157	51	30.720	50	31.322	44
30.173	46	30.726	50	31.325	44
30.201	51	30.731	50	31.332	45
30.210	51	**30.735**	51	31.341	50
30.213	51	**30.743**	51	**31.343**	51
30.215	51	30.745	50	31.351	45
30.218	51	30.759	48	31.353	45
30.220	51	30.773	50	31.357	45
30.225	51	**30.774**	51	31.358	45
30.233	51	**39.775**	51	31.360	45
30.239	51	30.780	48	31.361	45
30.242	50	**30.794**	51	31.362	45
30.246	51	**30.795**	51	31.365	45
30.255	48	**30.798**	51	31.366	45
30.256	51	**30.812**	51	31.368	45
30.260	51	30.813	50	31.371	48
30.274	50	**30.820**	51	**31.375**	51
30.292	50	**30.826**	51	**31.391**	51
30.293	50	30.835	50	31.398	47
30.299	50	30.843	50	**31.409**	51
30.319	51	30.845	50	**31.419**	51
30.320	51	30.859	48	**31.429**	51
30.332	51	30.863	48	**31.481**	51
30.339	51	**30.877**	51	31.486	50
30.340	51	30.882	48	31.488	47
30.342	50	**30.884**	51	**31.497**	51
30.348	50	**30.859**	51	31.502	47
30.353	44	30.902	50	**31.508**	51
30.363	48	30.912	48	31.509	46
30.384	51	30.913	46	31.511	46
30.320	51	**30.927**	51	31.512	46
30.391	51	30.929	50	31.513	46
30.393	51	**30.931**	51	31.514	46
30.407	51	30.934	50	31.517	46
39.411	51	30.937	50	31.518	46
30.422	47	**39.939**	51	31.525	50
30.427	44	30.955	50	**31.527**	51
30.432	47	**30.963**	51	**31.547**	51
30.448	51	30.974	50	**31.553**	51
30.449	50	30.978	46	**31.554**	51
30.467	50	30.984	43	31.565	47
30.470	50	30.994	43	31.567	47
30.472	51	30.995	43	31.568	47
30.474	51	31.005	43	**31.569**	51
30.478	51	**31.037**	51	**31.599**	51
30.483	51	**31.040**	51	31.608	50
30.485	46	**31.063**	51	31.609	48
30.486	43	**31.075**	51	**31.611**	51
30.489	50	**31.082**	51	31.612	48
30.499	50	**31 093**	51	31.626	50
30.501	51	31.102	50	31.627	50
30.505	48	**31.105**	51	31.628	50
30.513	50	31.120	50	31.629	50
30.517	48	**31.129**	51	31.630	50
30.521	50	**31.130**	51	**31.642**	51

Département de la Guadeloupe 3 1/2 0/0 1936

Liste des numéros d'obligations restant à rembourser sur des tirages antérieurs et des numéros d'obligations sorties au tirage du 15 décembre 1950, remboursables à partir du 20 janvier 1951.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
		TITRES DE 1.000 F			
391 à 400	7/50	4.871 à 876	7/49	8.411 à 420	1/44
451 à 460	1/49	6.081 à 090	7/48	8.601 à 610	1/49
711 à 720	7/49	6.381 à 390	1/51	8.701 à 710	1/50
731 à 740	1/50	6.471 à 480	1/48	9.433 à 440	7/44
831 à 840	1/51	6.881 à 890	1/50	9.451 à 460	7/50
1.661 à 668	7/47	7.174 à 180	7/48	10.131 à 138	1/50
1.701 à 710	1/47	7.281 à 290	1/49	10.139 et 140	7/50
2.061 à 070	1/49	7.291 à 300	7/48	10.401 à 410	1/51
2.081 à 090	1/51	7.901 à 910	1/49	10.481 à 488	1/51
4.001 à 010	7/49	8.041 à 050	1/50	11.287 à 290	1/49
4.381 à 390	7/48	8.231 à 240	7/50	11.571 à 578	7/50
4.551 à 560	1/51	8.321 à 330	7/50	11.579 et 580	1/51
		TITRES DE 5.000 F			
11.716 et 717	7/50	12.158 et 159	1/48	12.394 et 395	7/50
11.826 et 827	1/51	12.194 et 195	7/49	12.416 et 417	7/49
11.884 et 885	7/44	12.208 et 209	1/51	12.590 et 591	1/46

Département de la Guyane 3 1/2 0/0 1936

Liste des numéros d'obligations restant à rembourser sur des tirages antérieurs et des numéros d'obligations sorties au tirage du 15 décembre 1950, remboursables à partir du 20 janvier 1951.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
		OBLIGATIONS DE 1.000 F			
736 à 740	1/49	2.291 à 295	1/49	3.171 à 175	7/50
1.061 à 065	7/49	2.381 à 385	1/48	3.656 à 660	7/47
1.291 à 295	7/50	2.420	7/48	3.676 à 679	7/50
1.806 à 810	1/51	2.516 à 520	1/51	3.680	1/51
1.986 à 990	7/49	2.756 à 759	1/51	3.771 à 774	7/47
2.131 à 135	1/50	3.106 à 109	7/49	3.860	1/49

Département de la Martinique 3 1/2 0/0 1936

Liste des numéros d'obligations restant à rembourser sur des tirages antérieurs et des numéros d'obligations sorties au tirage du 15 décembre 1950, remboursables à partir du 20 janvier 1951.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
		TITRES DE 1.000 F			
411 à 420	7/49	4.351 à 360	7/48	7.491 à 500	1/49
531 à 540	7/50	5.281 à 290	1/50	7.551 à 560	7/50
851 à 860	1/50	5.411 à 420	7/50	7.591 à 595	7/50
1.001 à 010	1/49	5.431 à 440	7/49	7.596 à 600	7/51
1.131 à 140	1/48	5.591 à 600	1/51	7.781 à 783	1/50
1.501 à 510	7/48	5.641 à 650	1/50	7.784 à 790	7/50
1.541 à 550	7/46	5.711 à 720	7/49	8.311 à 320	1/44
1.641 à 650	7/48	5.911 à 920	1/48	8.825 à 830	7/49
1.931 à 940	1/51	6.511 à 519	7/49	10.381 à 384	7/48
2.741 à 750	1/44	6.520	1/50	10.385 à 390	1/49
3.451 à 460	7/50	6.601 à 610	1/45	10.485 à 490	7/48
		TITRES DE 5.000 F			
10.699 et 700	7/50	11.223 et 224	1/51	11.567 et 568	1/50
10.723 et 724	1/50	11.265 et 266	7/49	11.587 et 588	1/51
10.767 et 768	1/50	11.357 et 358	1/50	11.699 et 700	7/47
10.787 et 788	1/46	11.373 et 374	7/49	11.723	1/51
10.795 et 796	7/49	11.549 et 550	1/49	11.727 et 728	1/49
11.001 et 002	1/51	11.561 et 562	1/51		

LIBRAIRIE HACHETTE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.125.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, A PARIS

Registre du commerce : Seine n° 5330.

LISTE NUMERIQUE

Des 1.501 obligations 5 0/0 1932 sorties au onzième tirage, le 15 novembre 1950, formant le solde de la dix-huitième annuité d'amortissement.

(Ces obligations seront remboursables à partir du 15 janvier 1951, à raison de 1.000 F, aux guichets de la Banque de Paris et des Pays-Bas, à Paris, et dans tous les sièges, succursales et agences en France du Crédit Lyonnais et de la Société Générale.)

Des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore présentées au remboursement.

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
16 à 20	47	2.131 à 2.135	49	4.961 à 4.965	47	7.951 à 7.955	47	11.271 à 11.275	49
36 à 40	51	2.206 à 2.210	50	5.001 à 5.005	49	7.976 à 7.980	50	11.286 à 11.290	48
91 à 95	47	2.216 à 2.220	50	5.071 à 5.075	49	7.986 à 7.990	45	11.431 à 11.435	48
111 à 115	51	2.266 à 2.270	46	5.121 à 5.125	50	8.046 à 8.050	49	11.466 à 11.470	50
121 à 125	47	2.296 à 2.300	50	5.251 à 5.255	47	8.061 à 8.065	49	11.521 à 11.525	51
131 à 135	46	2.391 à 2.395	51	5.261 à 5.265	51	8.086 à 8.090	42	11.551 à 11.555	49
161 à 165	50	2.446 à 2.450	49	5.266 à 5.270	48	8.141 à 8.145	50	11.616 à 11.620	50
171 à 175	50	2.536 à 2.540	51	5.301 à 5.305	46	8.191 à 8.195	51	11.621 à 11.625	47
181 à 185	48	2.666 à 2.670	46	5.311 à 5.315	50	8.226 à 8.230	49	11.646 à 11.650	50
196 à 200	45	2.716 à 2.720	44	5.356 à 5.360	51	8.251 à 8.255	48	11.801 à 11.805	50
201 à 205	44	2.766 à 2.770	51	5.391 à 5.395	51	8.256 à 8.260	45	11.821 à 11.825	50
206 à 210	51	2.771 à 2.775	50	5.436 à 5.440	49	8.291 à 8.295	49	11.831 à 11.835	50
211 à 215	50	2.891 à 2.895	50	5.456 à 5.460	48	8.301 à 8.305	46	11.846 à 11.850	49
256 à 260	50	2.921 à 2.925	49	5.491 à 5.495	47	8.326 à 8.330	48	11.886 à 11.890	42
261 à 265	46	3.066 à 3.070	47	5.596 à 5.600	51	8.381 à 8.385	51	11.895 à 11.900	49
266 à 270	43	3.156 à 3.160	48	5.631 à 5.635	50	8.386 à 8.390	49	11.921 à 11.925	47
271 à 275	42	3.211 à 3.215	48	5.656 à 5.660	48	8.406 à 8.410	51	11.936 à 11.950	48
286 à 290	48	3.236 à 3.240	50	5.681 à 5.685	50	8.421 à 8.425	50	12.011 à 12.015	51
291 à 300	47	3.261 à 3.265	48	5.711 à 5.715	50	8.471 à 8.475	46	12.016 à 12.020	50
301 à 305	51	3.271 à 3.275	49	5.731 à 5.735	50	8.621 à 8.625	50	12.021 à 12.025	48
341 à 345	51	3.321 à 3.325	51	5.781 à 5.785	48	8.721 à 8.725	48	12.036 à 12.040	46
371 à 375	51	3.366 à 3.370	50	5.841 à 5.845	51	8.736 à 8.740	48	12.056 à 12.060	51
402 et 403	Opp.	3.406 à 3.410	50	5.856 à 5.860	45	8.711 à 8.715	49	12.061 à 12.065	50
446 à 450	49	3.461 à 3.465	46	6.126 à 6.130	49	8.831 à 8.835	50	12.086 à 12.090	45
456 à 460	48	3.491 à 3.495	51	6.141 à 6.145	49	8.976 à 8.980	50	12.106 à 12.110	48
471 à 475	48	3.506 à 3.510	50	6.201 à 6.205	47	9.001 à 9.005	50	12.116 à 12.120	50
481 à 485	51	3.516 à 3.520	48	6.276 à 6.280	50	9.011 à 9.015	51	12.166 à 12.170	49
486 à 490	48	3.521 à 3.525	49	6.296 à 6.300	51	9.026 à 9.030	47	12.176 à 12.180	51
506 à 510	48	3.561 à 3.565	48	6.356 à 6.360	50	9.036 à 9.040	51	12.206 à 12.210	51
606 à 610	49	3.591 à 3.595	50	6.366 à 6.370	48	9.046 à 9.050	50	12.216 à 12.220	51
626 à 630	49	3.611 à 3.615	48	6.426 à 6.430	51	9.081 à 9.085	47	12.221 à 12.225	46
687	Opp.	3.731 à 3.735	51	6.491 à 6.495	50	9.106 à 9.110	50	12.251 à 12.255	50
688 à 690	44	3.746 à 3.750	51	6.496 à 6.500	51	9.176 à 9.180	49	12.276 à 12.280	50
701 à 705	50	3.806 à 3.810	51	6.501 à 6.505	49	9.181 à 9.190	50	12.296 à 12.300	51
741 à 745	50	3.841 à 3.845	49	6.636 à 6.640	49	9.196 à 9.200	50	12.336 à 12.340	47
761 à 765	50	3.876 à 3.880	51	6.726 à 6.730	49	9.211 à 9.215	50	12.351 à 12.355	47
816 à 820	50	3.881 à 3.885	50	6.736 à 6.740	51	9.241 à 9.245	48	12.361 à 12.365	50
946 à 950	49	3.926 à 3.930	47	6.751 à 6.755	49	9.311 à 9.315	48	12.501 à 12.505	51
961 à 965	49	3.936 à 3.940	42	6.786 à 6.790	47	9.326 à 9.330	49	12.516 à 12.520	48
981 à 985	48	3.971 à 3.975	48	6.791 à 6.795	51	9.366 à 9.370	50	12.536 à 12.560	48
986 à 990	45	4.011 à 4.015	48	6.811 à 6.815	51	9.376 à 9.380	47	12.731 à 12.750	50
991 à 995	46	4.026 à 4.030	49	6.891 à 6.895	46	9.421 à 9.425	51	12.761 à 12.765	50
1.006 à 1.010	51	4.091 à 4.095	46	6.916 à 6.920	49	9.451 à 9.455	51	12.776 à 12.780	47
1.061 à 1.065	51	4.106 à 4.110	48	6.931 à 6.935	50	9.461 à 9.465	47	12.831 à 12.835	48
1.076 à 1.080	51	4.121 à 4.125	46	7.001 à 7.005	50	9.491 à 9.495	51	12.936 à 12.950	48
1.081 à 1.085	46	4.136 à 4.140	50	7.011 à 7.015	50	9.631 à 9.635	50	12.971 à 12.975	51
1.116 à 1.120	49	4.161 à 4.165	50	7.031 à 7.035	50	9.661 à 9.665	51	12.976 à 12.980	50
1.211 à 1.215	51	4.171 à 4.175	50	7.051 à 7.055	50	9.906 à 9.910	50	13.021 à 13.025	51
1.236 à 1.240	51	4.181 à 4.185	50	7.156 à 7.160	51	9.961 à 9.965	49	13.141 à 13.145	51
1.241 à 1.245	49	4.211 à 4.215	49	7.251 à 7.255	51	9.966 à 9.970	50	13.161 à 13.165	47
1.276 à 1.280	50	4.228 à 4.230	48	7.256 à 7.260	47	10.006 à 10.010	50	13.166 à 13.170	48
1.301 à 1.305	51	4.291 à 4.295	51	7.261 à 7.265	49	10.036 à 10.040	48	13.211 à 13.215	50
1.306 à 1.310	43	4.311 à 4.315	45	7.276 à 7.280	50	10.121 à 10.125	51	13.231 à 13.235	41
1.391 à 1.395	50	4.421 à 4.425	48	7.281 à 7.285	42	10.126 à 10.130	50	13.261 à 13.265	48
1.441 à 1.445	50	4.436 à 4.440	50	7.291 à 7.295	45	10.151 à 10.155	50	13.346 à 13.350	47
1.491 à 1.495	48	4.441 à 4.445	49	7.396 à 7.400	50	10.201 à 10.205	51	13.401 à 13.405	49
1.531 à 1.535	50	4.456 à 4.460	51	7.456 à 7.460	49	10.231 à 10.235	49	13.501 à 13.505	50
1.566 à 1.570	47	4.481 à 4.485	51	7.496 à 7.500	50	10.296 à 10.300	47	13.576 à 13.580	50
1.616 à 1.620	50	4.491 à 4.495	51	7.526 à 7.530	50	10.306 à 10.310	50	13.596 à 13.600	49
1.621 à 1.625	49	4.531 à 4.535	50	7.546 à 7.550	47	10.331 à 10.335	47	13.606 à 13.610	50
1.636 à 1.640	49	4.586 à 4.590	49	7.556 à 7.560	47	10.361 à 10.365	51	13.636 à 13.640	44
1.656 à 1.660	50	4.616 à 4.620	49	7.561 à 7.565	51	10.391 à 10.395	49	13.641 à 13.645	49
1.671 à 1.675	47	4.621 à 4.625	47	7.576 à 7.580	49	10.541 à 10.545	50	13.711 à 13.715	50
1.676 à 1.680	45	4.686 à 4.690	50	7.611 à 7.615	47	10.636 à 10.640	50	13.731 à 13.735	50
1.701 à 1.705	51	4.696 à 4.700	46	7.661 à 7.665	50	10.666 à 10.670	50	13.736 à 13.740	47
1.711 à 1.715	48	4.716 à 4.720	45	7.686 à 7.690	50	10.756 à 10.760	50	13.771 à 13.775	50
1.731 à 1.735	49	4.721 à 4.725	51	7.751 à 7.755	51	10.771 à 10.775	50	13.811 à 13.815	49
1.796 à 1.800	51	4.771 à 4.775	49	7.771 à 7.775	48	10.851 à 10.855	46	13.846 à 13.850	49
1.821 à 1.825	51	4.796 à 4.800	51	7.781 à 7.785	49	10.881 à 10.885	50	13.861 à 13.865	48
1.826 à 1.830	46	4.801 à 4.805	50	7.796 à 7.800	51	10.966 à 10.970	48	13.956 à 13.960	51
1.851 à 1.860	49	4.846 à 4.850	47	7.821 à 7.825	50	11.006 à 11.010	49	13.961 à 13.965	50
1.866 à 1.870	50	4.851 à 4.855	48	7.836 à 7.840	51	11.051 à 11.055	51	14.026 à 14.030	51
1.881 à 1.885	50	4.861 à 4.865	50	7.876 à 7.880	47	11.171 à 11.175	46	14.066 à 14.070	48
1.926 à 1.930	48	4.876 à 4.880	49	7.911 à 7.915	47	11.201 à 11.205	48	14.116 à 14.120	51
2.021 à 2.025	50	4.911 à 4.915	43	7.926 à 7.930	51	11.206 à 11.210	45		
2.076 à 2.080	49	4.956 à 4.960	48	7.936 à 7.940	51	11.256 à 11.260	51		

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
14.141 à 14.145	48	16.801 à 16.805	47	19.466 à 19.470	51	23.451 à 23.455	49	26.816 à 26.820	49
14.151 à 14.155	46	16.811 à 16.815	51	19.471 à 19.475	48	23.476 à 23.480	50	26.891 à 26.895	47
14.166 à 14.170	46	16.816 à 6.820	50	19.506 à 19.510	46	23.551 à 23.555	46	26.901 à 26.905	50
14.241 à 14.245	50	16.826 à 16.830	48	19.596 à 19.600	48	23.691 à 23.695	50	26.926 à 26.930	46
14.276 à 14.280	45	16.891 à 16.895	51	19.621 à 19.625	48	23.701 à 23.705	51	26.961 à 26.965	50
14.286 à 14.290	47	16.931 à 16.935	51	19.636 à 19.640	47	23.791 à 23.795	48	26.991 à 26.995	50
14.296 à 14.300	46	16.961 à 16.965	50	19.646 à 19.650	46	23.796 à 23.800	50	27.016 à 27.020	46
14.331 à 14.335	50	16.981 à 16.985	50	19.651 à 19.655	51	23.816 à 23.820	50	27.036 à 27.040	41
14.366 à 14.370	50	17.011 à 17.015	49	19.681 à 19.685	51	23.886 à 23.890	51	27.041 à 27.045	47
14.376 à 14.380	51	17.051 à 17.055	50	19.696 à 19.700	50	23.931 à 23.935	49	27.076 à 27.080	50
14.446 à 14.450	49	17.061 à 17.065	47	19.846 à 19.850	50	23.961 à 23.965	48	27.271 à 27.275	51
14.466 à 14.470	46	17.106 à 17.110	45	19.886 à 19.890	48	24.051 à 24.055	50	27.276 à 27.280	46
14.471 à 14.475	50	17.126 à 17.130	49	19.896 à 19.900	51	24.061 à 24.065	51	27.471 à 27.475	50
14.506 à 14.510	48	17.151 à 17.155	47	19.971 à 19.975	51	24.066 à 24.070	50	27.491 à 27.500	48
14.531 à 14.535	49	17.156 à 17.160	48	20.061 à 20.065	51	24.086 à 24.090	50	27.601 à 27.605	48
14.561 à 14.565	50	17.201 à 17.205	49	20.141 à 20.145	50	24.171 à 24.175	49	27.631 à 27.635	48
14.586 à 14.590	49	17.221 à 17.225	50	20.171 à 20.175	50	24.231 à 24.235	49	27.691 à 27.695	45
14.606 à 14.610	51	17.281 à 17.285	47	20.181 à 20.185	45	24.256 à 24.260	49	27.696 à 27.710	51
14.661 à 14.665	51	17.301 à 17.305	41	20.266 à 20.270	50	24.281 à 24.285	50	27.741 à 27.745	50
14.671 à 14.675	50	17.321 à 17.325	51	20.316 à 20.320	49	24.286 à 24.290	51	27.761 à 27.765	48
14.721 à 14.725	49	17.471 à 17.475	48	20.336 à 20.340	47	24.291 à 24.295	50	27.771 à 27.775	50
14.726 à 14.730	46	17.476 à 17.480	50	20.366 à 20.370	47	24.306 à 24.310	50	27.776 à 27.780	48
14.736 à 14.740	50	17.511 à 17.515	50	20.371 à 20.375	48	24.416 à 24.420	47	27.811 à 27.815	50
14.746 à 14.750	48	17.531 à 17.535	49	20.411 à 20.415	51	24.456 à 24.460	50	27.841 à 27.845	47
14.771 à 14.775	50	17.551 à 17.555	50	20.426 à 20.430	48	24.506 à 24.510	50	27.871 à 27.875	50
14.861 à 14.865	47	17.696 à 17.700	48	20.446 à 20.450	48	24.531 à 24.535	50	27.881 à 27.885	51
14.866 à 14.870	51	17.721 à 17.725	50	20.566 à 20.570	50	24.561 à 24.565	46	27.891 à 27.895	50
14.876 à 14.880	46	17.751 à 17.755	48	20.601 à 20.605	51	24.611 à 24.615	50	27.911 à 27.915	51
14.881 à 14.885	47	17.766 à 17.770	49	20.611 à 20.615	46	24.641 à 24.645	50	27.956 à 27.960	50
14.886 à 14.890	46	17.771 à 17.775	45	20.736 à 20.740	49	24.646 à 24.650	51	28.001 à 28.005	47
14.891 à 14.895	43	17.821 à 17.825	51	20.751 à 20.755	51	24.786 à 24.790	50	28.026 à 28.030	51
14.901 à 14.905	51	17.841 à 17.845	51	20.771 à 20.775	50	24.791 à 24.795	51	28.086 à 28.090	47
14.906 à 14.910	50	17.851 à 17.855	48	20.836 à 20.840	48	24.796 à 24.805	50	28.101 à 28.105	50
14.926 à 14.930	51	17.876 à 17.880	50	20.846 à 20.850	49	24.821 à 24.825	50	28.136 à 28.140	50
14.931 à 14.935	47	17.911 à 17.915	48	20.891 à 20.895	51	24.866 à 24.870	48	28.171 à 28.175	50
14.936 à 14.940	51	17.916 à 17.920	50	20.931 à 20.935	49	24.896 à 24.900	48	28.231 à 28.235	49
15.026 à 15.030	48	17.941 à 17.945	50	20.946 à 20.950	49	24.901 à 24.905	50	28.251 à 28.255	51
15.116 à 15.120	46	17.956 à 17.960	48	21.046 à 21.050	50	24.936 à 24.940	51	28.261 à 28.265	49
15.156 à 15.160	43	17.971 à 17.975	49	21.061 à 21.065	50	24.961 à 24.965	51	28.316 à 28.320	49
15.226 à 15.230	48	18.011 à 18.015	47	21.071 à 21.075	50	24.966 à 24.970	48	28.361 à 28.365	51
15.261 à 15.265	51	18.031 à 18.035	51	21.111 à 21.115	51	25.031 à 25.035	46	28.431 à 28.435	46
15.271 à 15.275	49	18.036 à 18.040	48	21.166 à 21.170	49	25.086 à 25.090	49	28.446 à 28.450	47
15.281 à 15.285	49	18.046 à 18.050	51	21.176 à 21.180	49	25.101 à 25.105	51	28.471 à 28.475	48
15.291 à 15.295	48	18.071 à 18.075	49	21.196 à 21.200	49	25.106 à 25.110	46	28.546 à 28.520	50
15.311 à 15.315	46	18.091 à 18.095	51	21.266 à 21.270	50	25.116 à 25.120	49	28.536 à 28.540	51
15.336 à 15.340	49	18.101 à 18.105	50	21.356 à 21.360	49	25.181 à 25.185	50	28.616 à 28.620	48
15.346 à 15.350	50	18.111 à 18.115	48	21.401 à 21.405	51	25.221 à 25.225	44	28.626 à 28.630	50
15.406 à 15.410	51	18.121 à 18.125	47	21.551 à 21.555	50	25.226 à 25.230	47	28.641 à 28.645	50
15.416 à 15.420	50	18.141 à 18.145	47	21.561 à 21.565	51	25.256 à 25.260	51	28.691 à 28.695	46
15.476 à 15.480	46	18.186 à 18.190	46	21.576 à 21.580	51	25.266 à 25.270	49	28.701 à 28.705	51
15.496 à 15.500	50	18.271 à 18.275	43	21.621 à 21.625	47	25.311 à 25.315	47	28.726 à 28.730	46
15.531 à 15.540	49	18.291 à 18.295	48	21.636 à 21.640	47	25.356 à 25.360	50	28.776 à 28.780	49
15.551 à 15.555	50	18.316 à 18.320	48	21.641 à 21.645	48	25.406 à 25.410	46	28.801 à 28.805	50
15.601 à 15.605	45	18.356 à 18.360	50	21.681 à 21.685	50	25.411 à 25.415	48	28.811 à 28.815	50
15.626 à 15.630	51	18.371 à 18.375	51	21.716 à 21.720	50	25.446 à 25.450	51	28.816 à 28.820	47
15.681 à 15.685	50	18.376 à 18.380	50	21.791 à 21.795	51	25.451 à 25.455	50	28.861 à 28.865	51
15.686 à 15.690	47	18.456 à 18.460	48	21.881 à 21.885	51	25.516 à 25.520	45	28.906 à 28.910	47
15.691 à 15.695	45	18.466 à 18.470	47	21.951 à 21.955	48	25.576 à 25.580	50	28.931 à 28.935	50
15.716 à 15.720	49	18.491 à 18.495	50	22.001 à 22.005	51	25.581 à 25.585	48	28.951 à 28.955	49
15.741 et 15.745	48	18.501 à 18.505	49	22.011 à 22.015	50	25.586 à 25.590	50	29.041 à 29.045	50
15.751 à 15.755	49	18.551 à 18.555	47	22.021 à 22.025	50	25.736 à 25.740	50	29.071 à 29.075	51
15.791 à 15.795	50	18.561 à 18.565	49	22.026 à 22.030	48	25.761 à 25.765	47	29.091 à 29.095	51
15.806 à 15.810	46	18.626 à 18.630	49	22.041 à 22.045	48	25.831 à 25.835	46	29.111 à 29.115	50
15.811 à 15.815	50	18.641 à 18.645	49	22.171 à 22.175	45	25.871 à 25.875	50	29.181 à 29.185	45
15.821 à 15.825	48	18.651 à 18.655	50	22.226 à 22.230	50	25.881 à 25.885	50	29.191 à 29.195	50
15.851 à 15.855	50	18.676 à 18.680	46	22.281 à 22.285	49	25.936 à 25.940	49	29.221 à 29.225	50
15.876 à 15.890	50	18.701 à 18.705	51	22.331 à 22.335	49	25.981 à 25.985	50	29.291 à 29.295	51
15.936 à 15.940	50	18.706 à 18.710	47	22.341 à 22.345	51	25.991 à 25.995	51	29.366 à 29.370	49
15.946 à 15.950	50	18.716 à 18.720	51	22.356 à 22.360	50	26.096 à 26.100	51	29.381 à 29.385	49
15.996 à 16.000	48	18.726 à 18.730	48	22.371 à 22.375	47	26.166 à 26.170	50	29.451 à 29.455	49
16.041 à 16.045	48	18.731 à 18.735	49	22.421 à 22.425	50	26.201 à 26.210	51	29.501 à 29.505	46
16.066 à 16.070	50	18.746 à 18.750	48	22.426 à 22.430	51	26.241 à 26.245	51	29.516 à 29.520	45
16.116 à 16.120	46	18.776 à 18.780	48	22.561 à 22.570	51	26.301 à 26.306	50	29.536 à 29.540	51
16.151 à 16.155	48	18.801 à 18.805	50	22.576 à 22.580	48	26.316 à 26.320	48	29.556 à 29.560	50
16.166 à 16.170	44	18.826 à 18.830	49	22.586 à 22.590	48	26.321 à 26.325	41	29.574 à 29.575	48
16.191 à 16.195	47	18.851 à 18.855	47	22.676 à 22.680	50	26.326 à 26.330	48	29.626 à 29.630	50
16.201 à 16.205	48	18.866 à 18.870	49	22.736 à 22.740	51	26.331 à 26.335	49	29.631 à 29.635	49
16.216 à 16.220	48	18.891 à 18.895	50	22.771 à 22.775	49	26.336 à 26.340	48	29.641 à 29.645	48
16.276 à 16.280	51	18.896 à 18.900	47	22.811 à 22.815	42	26.346 à 26.350	51	29.696 à 29.700	44
16.336 à 16.340	51	18.941 à 18.945	50	22.856 à 22.860	50	26.401 à 26.405	49	29.736 à 29.730	48
16.341 à 16.345	47	19.001 à 19.005	46	22.896 à 22.900	50	26.461 à 26.465	50	29.766 à 29.770	51
16.461 à 16.465	51	19.036 à 19.040	49	22.911 à 22.915	50	26.581 à 26.585	48	29.821 à 29.825	49
16.471 à 16.475	49	19.061 à 19.065	51	22.936 à 22.940	51	26.586 à 26.590	51	29.936 à 29.910	49
16.481 à 16.486	50	19.086 à 19.090	50	22.951 à 22.955	46	26.641 à 26.645	48	29.981 à 29.985	50
16.491 à 16.495	48	19.111 à 19.115	51	22.981 à 22.985	48	26.651 à 26.655	48	29.986 à 29.990	51
16.511 à 16.515	50	19.151 à 19.155	50	23.106 à 23.110	51	26.661 à 26.665	51	30.001 à 30.005	50
16.526 à 16.530	50	19.171 à 19.175	48	23.121 à 23.125	50	26.686 à 26.690	51	30.011 à 30.015	47
16.551 à 16.555	50	19.216 à 19.250	50	23.146 à 23.150	49	26.701 à 26.705	44	30.021 à 30.025	47
16.566 à 16.570	46	19.276 à 19.280	50	23.151 à 23.155	48	26.706 à 26.710	48	30.036 à 30.040	51
16.601 à 16.605	49	19.321 à 19.325	50	23.301 à 23.305	50	26.726 à 26.740	49	30.046 à 30.050	47
16.646 à 16.650	47	19.361 à 19.365	51	23.341 à 23.345	49	26.766 à 26.770	47	30.071 à 30.075	48
16.696 à 16.705	51	19.376 à 19.385	48	23.346 à 23.350	48	26.791 à 26.795	48	30.146 à 30.150	51
16.751 à 16.755	51	19.451 à 19.455	48	23.386 à 23.390	51	26.796 à 26.800	47		
		19.461 à 19.465	50						

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
30.166 à 30.170	49	33.496 à 33.500	47	37.231 à 37.235	48	40.291 à 40.295	51	43.946 à 43.950	50
30.261 à 30.265	48	33.641 à 33.650	48	37.236 à 37.240	46	40.321 à 40.325	49	44.026 à 44.030	50
30.291 à 30.295	50	33.651 à 33.655	45	37.256 à 37.260	51	40.331 à 40.310	50	44.071 à 44.075	51
30.316 à 30.325	48	33.656 à 33.660	50	37.286 à 37.290	49	40.381 à 40.385	49	44.091 à 44.095	48
30.366 à 30.370	47	33.706 à 33.710	50	37.296 à 37.300	50	40.441 à 40.445	50	44.166 à 44.170	48
30.386 à 30.390	51	33.761 à 33.765	49	37.386 à 37.395	47	40.476 à 40.480	50	44.191 à 44.195	47
30.391 à 30.395	50	33.816 à 33.820	51	37.426 à 37.430	49	40.481 à 40.485	49	44.246 à 44.250	47
30.421 à 30.425	51	33.861 à 33.865	50	37.461 à 37.465	42	40.591 à 40.595	47	44.276 à 44.280	49
30.451 à 30.455	50	33.941 à 33.945	48	37.621 à 37.625	47	40.646 à 40.650	50	44.316 à 44.320	50
30.531 à 30.535	50	33.991 à 33.995	51	37.701 à 37.705	50	40.671 à 40.675	49	44.326 à 44.330	47
30.556 à 30.560	51	34.011 à 34.015	49	37.706 à 37.710	49	40.711 à 40.715	49	44.356 à 44.360	49
30.586 à 30.590	51	34.026 à 34.030	51	37.721 à 37.725	51	40.751 à 40.755	49	44.361 à 44.365	50
30.761 à 30.765	47	34.031 à 34.035	50	37.896 à 37.900	48	40.766 à 40.770	50	44.401 à 44.405	48
30.811 à 30.815	50	34.106 à 34.110	49	37.926 à 37.930	51	40.806 à 40.815	50	44.416 à 44.420	47
30.881 à 30.885	47	34.146 à 34.150	49	37.956 à 37.960	50	40.856 à 40.860	49	44.411 à 44.415	49
30.971 à 30.975	48	34.186 à 34.190	46	38.021 à 38.025	50	40.886 à 40.890	50	44.476 à 44.480	50
30.986 à 30.990	46	34.221 à 34.225	50	38.046 à 38.050	50	40 896 à 40.900	51	44.491 à 44.495	47
30.996 à 31.000	48	34.246 à 34.250	48	38.061 à 38.065	47	40.926 à 40.930	51	44.496 à 44.500	48
31.011 à 31.015	49	34.251 à 34.255	51	38.111 à 38.115	49	40.951 à 40.955	49	44.511 à 44.515	50
31.046 à 31.050	51	34.346 à 34.350	51	38.136 à 38.140	51	41.006 à 41.010	48	44.561 à 44.565	51
31.131 à 31.135	50	34.356 à 34.360	51	38.166 à 38.170	51	41.081 à 41.085	49	44.621 à 44.625	50
31.166 à 31.170	48	34.381 à 34.385	50	38.196 à 38.200	47	41.091 à 41.095	47	44.636 à 44.640	51
31.176 à 31.180	49	34.436 à 34.440	51	38.211 à 38.215	47	41.101 à 41.105	49	44.641 à 44.645	46
31.206 à 31.215	50	34.456 à 34.460	50	38.216 à 38.220	50	41.111 à 41.115	50	44.656 à 44.660	48
31.286 à 31.290	49	34.466 à 34.470	51	38.236 à 38.240	50	41.156 à 41.160	51	44.676 à 44.680	51
31.291 à 31.295	51	34.486 à 34.490	51	38.276 à 38.285	48	41.221 à 41.225	48	44.681 à 44.685	50
31.301 à 31.305	49	34.521 à 34.525	50	38.291 à 38.295	51	41.261 à 41.265	51	44.726 à 44.730	51
31.316 à 31.320	50	34.546 à 34.550	48	38.306 à 38.310	51	41.276 à 41.280	51	44.731 à 44.735	48
31.386 à 31.390	45	34.601 à 34.605	48	38.311 à 38.315	49	41.326 à 41.330	47	44.866 à 44.870	51
31.431 à 31.435	46	34.616 à 34.620	50	38.366 à 38.370	49	41.341 à 41.345	51	44.951 à 44.955	49
31.451 à 31.455	48	34.646 à 34.650	46	38.396 à 38.400	48	41.366 à 41.370	50	44.976 à 44.980	47
31.546 à 31.550	45	34.691 à 34.695	49	38.416 à 38.420	42	41.381 à 41.385	49	45.016 à 45.020	47
31.596 à 31.600	51	34.821 à 34.825	45	38.461 à 38.465	48	41.396 à 41.400	46	45.081 à 45.085	51
31.651 à 31.655	51	34.876 à 34.880	48	38.491 à 38.495	51	41.421 à 41.425	51	45.101 à 45.105	46
31.656 à 31.660	50	34.896 à 34.900	51	38.501 à 38.505	51	41.431 à 41.435	49	45.136 à 45.140	48
31.681 à 31.685	50	34.961 à 34.965	51	38.541 à 38.545	48	41.446 à 41.450	50	45.141 à 45.145	51
31.736 à 31.740	51	34.966 à 34.970	50	38.566 à 38.570	50	41.466 à 41.470	49	45.236 à 45.240	49
31.801 à 31.805	48	34.986 à 34.990	51	38.581 à 38.585	51	41.491 à 41.495	46	45.246 à 45.250	51
31.816 à 31.820	51	34.991 à 34.995	49	38.621 à 38.625	51	41.506 à 41.510	48	45.316 à 45.320	48
31.821 à 31.825	47	35.006 à 35.010	50	38.686 à 38.690	50	41.536 à 41.540	48	45.341 à 45.345	49
31.861 à 31.865	48	35.031 à 35.035	51	38.731 à 38.740	51	41.826 à 41.830	50	45.366 à 45.370	51
31.911 à 31.915	46	35.041 à 35.045	51	38.746 à 38.750	48	41.831 à 41.835	41	45.386 à 45.390	47
31.936 à 31.940	48	35.066 à 35.070	50	38.801 à 38.805	49	41.851 à 41.855	50	45.396 à 45.400	49
31.951 à 31.955	47	35.161 à 35.165	50	38.806 à 38.810	50	41.866 à 41.870	50	45.411 à 45.415	51
31.956 à 31.960	50	35.181 à 35.185	46	38.826 à 38.830	50	41.871 à 41.875	47	45.446 à 45.450	48
32.031 à 32.035	47	35.206 à 35.210	49	38.871 à 38.875	49	41.931 à 41.935	49	45.471 à 45.475	50
32.106 à 32.110	46	35.316 à 35.320	50	38.901 à 38.905	49	41.951 à 41.955	48	45.501 à 45.505	49
32.156 à 32.165	48	35.386 à 35.390	46	38.921 à 38.925	48	42.011 à 42.015	51	45.541 à 45.545	46
32.166 à 32.170	43	35.406 à 35.410	49	38.946 à 38.950	51	42.021 à 42.025	49	45.551 à 45.555	51
32.256 à 32.260	48	35.466 à 35.470	48	38.956 à 38.960	48	42.031 à 42.035	46	45.591 à 45.595	49
32.266 à 32.270	45	35.486 à 35.490	50	38.976 à 38.980	47	42.151 à 42.155	48	45.611 à 45.615	48
32.346 à 32.350	50	35.521 à 35.525	46	38.986 à 38.990	46	42.186 à 42.190	50	45.621 à 45.625	49
32.396 à 32.400	50	35.546 à 35.550	51	38.996 à 39.000	49	42.226 à 42.230	51	45.641 à 45.645	51
32.431 à 32.435	49	35.576 à 35.580	50	39.021 à 39.025	48	42.266 à 42.270	50	45.661 à 45.665	49
32.486 à 32.490	49	35.701 à 35.705	50	39.061 à 39.070	50	42.301 à 42.305	45	45.696 à 45.700	48
32.496 à 32.500	50	35.736 à 35.740	46	39.091 à 39.095	48	42.321 à 42.325	50	45.741 à 45.745	51
32.561 à 32.565	49	35.836 à 35.840	49	39.131 à 39.135	48	42.336 à 42.340	48	45.766 à 45.770	51
32.581 à 32.585	48	35.851 à 35.855	47	39.141 à 39.145	50	42.381 à 42.385	48	45.776 à 45.780	51
32.691 à 32.695	50	35.861 à 35.865	50	39.146 à 39.150	48	42.421 à 42.425	45	45.801 à 45.805	49
32.701 à 32.705	51	35.916 à 35.920	48	39.166 à 39.170	48	42.461 à 42.465	50	45.831 à 45.835	46
32.716 à 32.720	51	36.011 à 36.015	48	39.191 à 39.195	48	42.521 à 42.525	51	45.916 à 45.920	46
32.721 à 32.725	49	36.016 à 36.020	50	39.206 à 39.210	51	42.541 à 42.545	48	45.961 à 45.965	49
32.746 à 32.750	51	36.146 à 36.150	50	39.236 à 39.240	48	42.561 à 42.565	48	45.986 à 45.990	50
32.751 à 32.755	47	36.171 à 36.175	48	39.266 à 39.270	47	42.651 à 42.655	50	46.031 à 46.040	48
32.761 à 32.765	49	36.176 à 36.180	49	39.271 à 39.275	46	42.686 à 42.690	49	46.121 à 46.125	49
32.786 à 32.790	47	36.266 à 36.270	49	39.281 à 39.285	50	42.716 à 42.720	50	46.236 à 46.240	50
32.806 à 32.810	45	36.271 à 36.275	48	39.366 à 39.370	51	42.721 à 42.725	48	46.341 à 46.345	47
32.811 à 32.815	50	36.286 à 36.290	47	39.371 à 39.375	49	42.761 à 42.765	51	46.356 à 46.360	50
32.826 à 32.830	49	36.291 à 36.295	49	39.376 à 39.380	48	42.786 à 42.790	50	46.371 à 46.375	50
32.871 à 32.875	51	36.306 à 36.310	49	39.421 à 39.425	50	42.861 à 42.865	47	46.411 à 46.415	48
32.916 à 32.920	51	36.316 à 36.320	48	39.476 à 39.480	48	42.901 à 42.905	48	46.551 à 46.555	50
32.921 à 32.925	48	36.321 à 36.325	49	39.541 à 39.545	47	42.931 à 42.935	51	46.561 à 46.565	48
32.936 à 32.940	51	36.346 à 36.350	51	39.566 à 39.570	48	43.046 à 43.050	49	46.596 à 46.600	50
33.001 à 33.005	50	36.351 à 36.355	50	39.611 à 39.615	46	43.061 à 43.065	49	46.626 à 46.630	41
33.011 à 33.015	47	36.481 à 36.485	48	39.626 à 39.630	50	43.081 à 43.090	48	46.676 à 46.680	41
33.031 à 33.035	47	36.506 à 36.510	51	39.636 à 39.640	49	43.106 à 43.110	50	46.691 à 46.695	50
33.051 à 33.055	49	36.576 à 36.580	48	39.676 à 39.680	50	43.126 à 43.130	50	46.716 à 46.720	51
33.091 à 33.095	50	36.706 à 36.710	50	39.796 à 39.800	47	43.186 à 43.190	51	46.721 à 46.725	47
33.096 à 33.100	49	36.761 à 36.765	50	39.856 à 39.860	47	43.246 à 43.250	50	46.816 à 46.820	49
33.106 à 33.110	50	36.801 à 36.805	50	39.861 à 39.865	46	43.276 à 43.280	46	46.891 à 46.895	48
33.121 à 33.125	50	36.866 à 36.870	49	39.876 à 39.885	50	43.321 à 43.325	51	46.966 à 46.970	47
33.131 à 33.135	48	36.876 à 36.880	51	39.901 à 39.905	47	43.336 à 43.340	51	46.971 à 46.975	49
33.136 à 33.140	50	36.881 à 36.885	50	39.926 à 39.930	51	43.361 à 43.370	49	46.976 à 46.980	47
33.166 à 33.170	50	37.011 à 37.015	51	39.946 à 39.950	47	43.376 à 43.380	50	46.991 à 46.995	47
33.181 à 33.185	47	37.016 à 37.020	50	39.951 à 39.955	49	43.411 à 43.415	44	47.011 à 47.015	49
33.296 à 33.300	50	37.026 à 37.030	51	39.981 à 39.985	50	43.486 à 43.490	48	47.021 à 47.025	49
33.326 à 33.330	50	37.036 à 37.040	51	39.991 à 39.995	47	43.531 à 43.535	46	47.026 à 47.030	50
33.336 à 33.340	51	37.046 à 37.050	50	39.996 à 40.000	49	43.556 à 43.560	50	47.051 à 47.055	43
33.354 à 33.355	49	37.071 à 37.075	51	40.026 à 40.030	49	43.586 à 43.590	51	47.081 à 47.085	51
33.371 à 33.375	48	37.101 à 37.105	49	40.081 à 40.085	49	43.636 à 43.640	51	47.116 à 47.120	50
33.446 à 33.450	49	37.131 à 37.140	47	40.086 à 40.090	50	43.681 à 43.685	47	47.126 à 47.130	49
33.456 à 33.460	48	37.151 à 37.155	48	40.231 à 40.235	46	43.711 à 43.715	48	47.131 à 47.135	46
33.471 à 33.475	49	37.226 à 37.230	50	40.291 à 40.295	51	43.826 à 43.830	51	47.146 à 47.150	49
						43.906 à 43.910	48	47.221 à 47.225	51

NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.	NUMÉROS	ANNÉES d'amortissement.
47.246 à 47.250	49	49.486 à 49.490	50	52.026 à 52.030	50	54.501 à 54.505	43	57.031 à 57.035	50
47.256 à 47.260	51	49.546 à 49.550	51	52.051 à 52.055	48	54.521 à 54.525	51	57.056 à 57.060	50
47.321 à 47.325	43	49.546 à 49.550	50	52.076 à 52.080	45	54.581 à 54.585	50	57.072 à 57.075	50
47.376 à 47.380	47	49.561 à 49.565	51	52.081 à 52.090	50	54.596 à 54.600	50	57.091 à 57.095	50
47.391 à 47.395	42	49.611 à 49.615	50	52.111 à 52.115	51	54.601 à 54.605	41	57.141 à 57.145	50
47.441 à 47.445	49	49.636 à 49.650	51	52.226 à 52.230	50	54.756 à 54.760	50	57.166 à 57.170	50
47.436 à 47.440	49	49.661 à 49.665	51	52.241 à 52.250	49	54.781 à 54.785	51	57.211 à 57.215	50
47.501 à 47.510	50	49.711 à 49.715	49	42.281 à 52.285	50	54.831 à 54.835	43	57.226 à 57.230	51
47.526 à 47.530	51	49.81 à 49.810	51	52.346 à 52.350	50	54.911 à 54.915	42	57.351 à 57.355	51
47.531 à 47.535	48	49.811 à 49.815	50	52.366 à 52.370	49	54.991 à 54.995	48	57.466 à 57.470	51
47.546 à 47.550	49	49.881 à 49.885	50	52.371 à 52.375	48	55.001 à 55.005	49	57.531 à 57.535	50
47.576 à 47.580	48	49.896 à 49.900	51	52.3 1 à 52.305	50	57.076 à 55.080	51	57.646 à 57.650	50
47.606 à 47.610	49	49.926 à 49.930	48	52.306 à 52.310	48	55.096 à 55.100	51	57.791 à 57.795	50
47.626 à 47.630	50	50.001 à 50.005	46	52.316 à 52.320	51	55.156 à 55.160	49	57.846 à 57.850	50
47.631 à 47.635	51	50.036 à 50.040	48	52.366 à 52.370	49	55.191 à 55.195	49	57.916 à 57.930	51
47.661 à 47.665	50	50.161 à 50.165	50	52.376 à 52.380	45	55.206 à 55.210	41	57.931 à 57.935	50
47.666 à 47.670	51	50.216 à 50.250	49	52.491 à 52.495	49	55.221 à 55.225	51	58.016 à 58.020	51
47.696 à 47.700	50	50.267 à 50.270	46	52.511 à 52.515	51	55.276 à 55.280	50	58.236 à 58.240	51
47.836 à 47.840	46	50.411 à 50.415	46	52.601 à 52.605	42	55.386 à 55.390	51	58.661 à 58.665	51
47.876 à 47.880	43	50.416 à 50.429	49	52.796 à 52.800	49	55.431 à 55.435	47	58.721 à 58.739	50
47.8 6 à 47.890	48	50.421 à 50.425	41	52.826 à 52.830	49	55.441 à 55.445	49	58.761 à 58.765	50
47.996 à 47.940	50	50.491 à 50.495	47	52.831 à 52.835	51	55.446 à 55.455	50	58.851 à 58.855	51
47.921 à 47.925	50	50.526 à 50.530	48	52.846 à 52.850	51	55.606 à 55.610	49	58.891 à 58.895	50
47.951 à 47.955	51	50.546 à 50.550	51	52.866 à 52.870	51	55.636 à 55.640	49	59.006 à 59.010	44
48.071 à 48.075	50	50.601 à 50.605	50	52.891 à 52.895	49	55.611 à 55.615	48	59.011 à 59.015	50
48.101 à 48.105	49	50.621 à 50.625	51	52.901 à 52.905	51	55.646 à 55.650	47	59.016 à 59.020	48
48.131 à 48.135	50	50.706 à 50.710	51	52.976 à 52.980	45	55.651 à 55.655	48	59.046 à 59.050	48
48.141 à 48.145	51	50.816 à 50.820	46	53.021 à 53.025	49	55.666 à 55.670	48	59.081 à 59.085	50
48.201 à 48.205	51	50.821 à 50.825	44	53.081 à 53.085	50	55.716 à 55.720	50	59.1 6 à 59.110	51
48.221 à 48.225	51	50.831 à 50.835	45	53.206 à 53.210	50	55.831 à 55.825	45	59.141 à 59.145	48
48.231 à 48.245	51	50.856 à 50.870	48	53.276 à 53.280	49	55.841 à 55.845	51	59.161 à 59.165	50
48.301 à 48.305	51	50.901 à 50.905	47	53.371 à 53.375	48	55.871 à 55.875	45	59.216 à 59.220	50
48.321 à 48.325	51	50.916 à 50.920	41	53.381 à 53.385	49	55.916 à 55.920	51	59.226 à 59.230	49
48.376 à 48.380	49	50.991 à 50.995	50	53.401 à 53.405	49	55.926 à 55.930	45	59.251 à 59.265	50
48.401 à 48.405	50	51.011 à 51.015	49	53.476 à 53.480	50	55.931 à 55.935	51	59.291 à 59.295	48
48.706 à 48.710	47	51.011 à 51.015	49	53.481 à 53.485	47	56.056 à 56.060	50	59.296 à 59.300	50
48.116 à 48.120	46	51.076 à 51.0 0	49	53.551 à 53.555	51	56.156 à 56.160	51	59.341 à 59.345	51
48.136 à 48.140	50	51.136 à 51.140	50	53.571 à 53.575	49	56.221 à 56.225	50	59.406 à 59.410	49
48.551 à 48.555	49	51.141 à 51.145	41	53.576 à 53.580	48	56.236 à 56.240	51	59.426 à 59.430	50
48.536 à 48.570	50	51.166 à 51.170	51	53.616 à 53.620	46	56.256 à 56.260	51	59.461 à 59.465	50
48.596 à 48.600	49	51.206 à 51.210	44	53.656 à 53.660	50	56.266 à 56.270	50	59.486 à 59.490	50
48.611 à 48.615	51	51.211 à 51.215	50	53.736 à 53.740	50	56.286 à 56.290	51	59.496 à 59.500	41
48.666 à 48.670	48	51.291 à 51.300	49	53.751 à 53.755	51	56.411 à 56.415	51	59.501 à 59.505	49
48.716 à 48.720	49	51.371 à 51.375	49	53.766 à 53.770	50	56.521 à 56.525	50	59.521 à 59.525	46
48.731 à 48.735	50	51.376 à 51.3 0	50	53.811 à 53.815	47	56.536 à 56.540	48	59.526 à 59.530	50
48.766 à 48.770	49	51.391 à 51.395	49	53.861 à 53.865	51	56.541 à 56.545	50	59.546 à 59.550	48
48.811 à 48.815	48	51.411 à 51.415	49	53.881 à 53.885	50	56.556 à 56.560	50	59.571 à 59.575	51
48.821 à 48.825	48	51.421 à 51.425	49	53.951 à 53.955	46	56.591 à 56.595	49	59.586 à 59.595	50
49.041 à 49.045	51	51.501 à 51.5 5	47	53.961 à 53.965	48	56.616 à 56.620	49	59.596 à 59.600	49
49.056 à 49.060	49	51.506 à 51.510	46	53.966 à 53.970	50	56.621 à 56.625	50	59.606 à 59.760	50
49.131 à 49.135	50	51.551 à 51.555	50	53.976 à 53.980	49	56.661 à 56.665	49	59.706 à 59.710	50
49.136 à 49.140	49	51.576 à 51.580	47	54.001 à 54.005	51	56.716 à 56.720	49	59.736 à 59.740	50
49.141 à 49.145	48	51.686 à 51.690	50	54.101 à 54.105	47	56.721 à 56.725	48	59.761 à 59.765	51
49.236 à 49.240	50	51.691 à 51.695	48	54.166 à 54.170	48	56.736 à 56.740	51	59.771 à 59.775	45
49.246 à 49.250	43	51.721 à 51.725	50	54.201 à 54.205	41	56.741 à 56.745	47	59.776 à 59.780	49
49.271 à 49.275	50	51.766 à 51.770	47	54.211 à 54.215	49	56.746 à 56.750	50	59.796 à 59.800	47
49.286 à 49.290	50	51.791 à 51.795	48	54.266 à 54.270	49	56.751 à 56.755	48	59.801 à 59.805	51
49.291 à 49.295	49	51.871 à 51.875	51	54.271 à 54.275	51	56.776 à 56.780	51	59.836 à 59.870	50
49.351 à 49.755	49	51.876 à 51.880	51	54.301 à 54.305	51	56.876 à 56.880	50	59.856 à 59.860	50
49.361 à 49.365	48	51.901 à 51.905	50	54.376 à 54.380	51	56.941 à 56.945	49	59.871 à 59.875	51
49.366 à 49.370	51	51.926 à 51.930	48	54.396 à 54.400	51	57.006 à 57.010	50	59.886 à 59.890	50
49.471 à 49.475	51	51.946 à 51.950	51	54.496 à 54.500	45	57.011 à 57.015	51	59.921 à 59.925	50

Numéros des coupons devant être attachés aux titres :

1er tirage, coupon n° 17 (15 juillet 1941).
2e tirage, coupon n° 19 (15 juillet 1942).
3e tirage, coupon n° 21 (15 juillet 1943).
4e tirage, coupon n° 23 (15 juillet 1944).
5e tirage, coupon n° 25 (15 juillet 1945).
6e tirage, coupon n° 27 (15 juillet 1946).
7e tirage, coupon n° 29 (15 juillet 1947).
8e tirage, coupon n° 31 (15 juillet 1948).
9e tirage, coupon n° 33 (15 juillet 1949).
10e tirage, coupon n° 35 (15 juillet 1950).
11e tirage, coupon n° 37 (15 juillet 1951).

PAPETERIES DU DOMEYNON

MATUSSIERE ET FOREST

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 48.300.000 F

SIÈGE SOCIAL : DOMENE (Isère)

R. C. : Grenoble n° 11237.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 62 obligations 6 1/2 0/0 1949 dont le deuxième amortissement est fixé au 15 janvier 1951.

En conséquence, aucun tirage n'a été effectué en décembre 1950.

L'amortissement précédent a été réalisé par voie de rachats en Bourse.

LE BLAN & Cie

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS

AU CAPITAL DE 594 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 165, AVENUE DE BRETAGNE, A LILLE

Registre du commerce : Lille n° 1551.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a procédé au rachat en Bourse de 190 obligations de 5.000 F 4 0/0 1916 dont le cinquième amortissement était prévu pour le 15 février 1951. En conséquence, il n'a pas été effectué de tirage au sort.

Les amortissements précédents ont été réalisés par voie de rachats en Bourse.

EMPRUNT EXTERIEUR 4 0/0 1939

Liste des obligations de 1.000 florins sorties au tirage du 14 décembre 1950.

7	35	90	116	217
218	282	301	310	334
336	460	461	516	521
654	673	718	803	861
966	1.037	1.056	1.077	1.097
1.119	1.126	1.184	1.299	1.385
1.395	1.401	1.638	1.656	1.697
1.719	1.751	1.778	1.938	1.955
2.096	2.124	2.129	2.211	2.449
2.451	2.470	2.541	2.597	2.611
2.614	2.665	2.735	2.749	2.752
2.755	2.819	2.852	2.906	2.907
3.118	3.155	3.172	3.181	3.227
3.292	3.330	3.383	3.403	3.415
3.438	3.465	3.505	3.572	3.601
3.685	3.709	3.721	3.726	3.810
3.924	4.103	4.138	4.175	4.204
4.221	4.227	4.252	4.263	4.299
4.316	4.357	4.402	4.487	4.516
4.582	4.605	4.669	4.736	4.859
4.872	4.911	4.912	4.959	4.970
5.032	5.062	5.107	5.203	5.206
5.354	5.424	5.476	5.477	5.603
5.632	5.662	5.746	5.779	5.825
5.837	5.875	5.894	5.906	5.941
6.066	6.204	6.254	6.270	6.336
6.389	6.423	6.489	6.587	6.589
6.592	6.679	6.682	6.706	6.749
6.751	6.771	6.784	6.787	6.823
7.038	7.101	7.105	7.165	7.185
7.305	7.434	7.571	7.678	7.730
7.902	7.950	8.035	8.278	8.280
8.282	8.284	8.341	8.416	8.434
8.572	8.724	8.801	8.825	8.844
8.889	9.057	9.103	9.123	9.190
9.241	9.338	9.390	9.461	9.536
9.583	9.611	9.640	9.642	9.687
9.710	9.714	9.848	9.871	10.202
10.245	10.305	10.306	10.341	10.357
10.438	10.441	10.508	10.516	10.529
10.555	10.583	10.596	10.599	10.623
10.659	10.666	10.670	10.873	11.003
11.093	11.380	11.412	11.456	11.534
11.576	11.604	11.614	11.683	11.809
11.970	12.182	12.203	12.232	12.273
12.382	12.510	12.527	12.533	12.556
12.717	12.789	12.929	13.022	13.063
13.075	13.089	13.138	13.258	13.310
13.355	13.436	13.457	13.642	13.676
13.695	13.713	13.838	13.865	13.911
13.913	13.954	14.023	14.263	14.411
14.428	14.441	14.561	14.580	14.592
14.609	14.612	14.627	14.672	14.680
14.766	14.772	14.859	14.866	14.879
14.888	14.975	15.117	15.177	15.193
15.335	15.360	15.512	15.566	15.575
15.578	15.598	15.673	15.724	15.750
15.825	15.860	15.895	15.932	16.024
16.044	16.235	16.354	16.401	16.421
16.450	16.464	16.489	16.559	16.566
16.582	16.671	16.805	16.835	16.840
16.848	16.888	16.917	16.941	17.050
17.069	17.080	17.122	17.147	17.154
17.168	17.176	17.417	17.448	17.494
17.500	17.573	17.616	17.689	17.707
17.769	17.899	17.924	18.046	18.052
18.159	18.167	18.207	18.266	18.272
18.287	18.324	18.345	18.376	18.452
18.475	18.536	18.580	18.581	18.591
18.706	18.760	18.763	18.780	18.846
18.887	18.891	18.972	18.978	18.992
19.163	19.169	19.208	19.289	19.326
19.365	19.382	19.516	19.654	19.698
19.710	19.725	19.771	19.823	19.855
19.858	19.878	19.978	20.018	20.081
20.084	20.245	20.275	20.287	20.330
20.350	20.352	20.401	20.509	20.527
20.538	20.583	20.654	20.713	20.736
20.742	20.747	20.907	20.936	21.002
21.012	21.119	21.144	21.200	21.213
21.291	21.581	21.603	21.672	21.705
21.882	21.944	21.987	22.021	22.036
22.084	22.086	22.137	22.145	22.153
22.484	22.498	22.693	22.700	22.709
22.769	22.790	22.856	22.906	22.923
22.934	22.949	22.996	23.064	23.070
23.121	23.131	23.149	23.199	23.216
23.239	23.259	23.260	23.267	23.282
23.423	23.434	23.438	23.444	23.580
23.715	23.744	23.825	23.837	23.850
23.873	23.928	24.034	24.038	24.190
24.202	24.208	24.345	24.362	24.400

24.482	24.484	24.511	24.518	24.559
24.560	24.593	24.661	24.679	24.684
24.691	24.714	24.730	24.753	24.769
24.787	24.822	24.850	24.852	24.861
24.982	25.060	25.091	25.295	25.345
25.401	25.442	25.479	25.541	25.574
25.608	25.654	25.689	25.712	25.767
25.814	25.914	25.973	25.985	25.998
26.012	26.024	26.025	26.143	26.244
26.296	26.330	26.424	26.747	26.933
27.000	27.066	27.188	27.191	27.307
27.412	27.522	27.547	27.718	27.750
27.761	27.881	27.921	27.948	28.017
28.021	28.044	28.111	28.114	28.194
28.215	28.228	28.236	28.253	28.254
28.341	28.352	28.356	28.377	28.474
28.578	28.842	28.851	29.070	29.156
29.167	29.196	29.205	29.263	29.364
29.388	29.425	29.427	29.482	29.536
29.677	29.748	29.807	29.841	29.854
29.855	29.890	29.891	29.903	29.933
29.989	30.032	30.039	30.064	30.067
30.068	30.075	30.116	30.165	30.197
30.235	30.258	30.274	30.389	30.473
30.527	30.528	30.538	30.623	30.633
30.642	30.670	30.728	30.795	30.845
30.837	30.869	30.932	30.934	30.955
31.024	31.085	31.090	31.162	31.195
31.241	31.276	31.280	31.364	31.383
31.386	31.552	31.556	31.610	31.707
31.713	31.770	31.862	31.922	31.966
31.970	31.995	32.007	32.151	32.171
32.224	32.243	32.313	32.327	32.385
32.393	33.029	33.129	33.170	33.440
33.460	33.555	33.936	35.101	35.105
35.125	35.137	35.138	35.160	35.193
35.194	35.201	35.202	35.203	35.229
35.233	35.290	35.335	35.456	35.477
35.514	35.603	35.611	35.631	35.737
35.742	35.847	35.909	35.945	35.938
35.942	36.181	36.188	36.374	36.452
36.459	36.462	36.493	36.678	36.705
36.747	36.807	36.826	36.900	38.017
38.036	38.076	38.089	38.133	38.161
38.167	38.224	38.226	38.263	38.291
38.312	38.314	38.358	38.409	38.417
38.443	38.544	38.590	38.614	38.739
38.747	38.749	38.773	38.776	38.794
38.871	38.876	38.987	38.990	40.077
40.127	40.136	40.153	40.162	40.231
40.266	40.284	40.517	40.586	40.590
40.597	40.607	40.611	40.635	40.644
40.830	40.855	40.859	40.874	40.895
40.963	40.990	42.267	42.343	42.368
42.388	42.408	42.644	42.649	42.670
42.679	42.691	42.880	43.095	43.116
43.362	43.364	43.415	43.435	43.514
43.705	43.710	43.715	43.732	43.771
43.776	43.795	43.888	43.889	43.966
44.076	44.090	44.192	44.567	44.607
44.668	44.947	44.990	45.024	45.051
45.071	45.101	45.193	45.206	45.248
45.253	45.293	45.318	45.685	45.793
45.903	45.904	45.999	46.550	46.612
46.651	46.656	46.660	46.682	46.736
46.783	46.823	46.840	46.935	46.960
46.994	47.025	47.027	47.036	47.050
47.091	47.150	47.201	47.232	47.253
47.266	47.300	47.396	47.421	47.443
47.466	47.539	47.552	47.585	47.595
47.684	47.748	47.813	47.901	47.924
47.985	47.998	48.019	48.095	48.108
48.136	48.158	48.274	48.386	48.392
48.412	48.522	48.532	48.574	49.013
49.014	49.146	49.147	49.205	49.290
49.353	49.402	49.606	49.609	49.618
49.624	49.637	49.639	49.659	49.792
50.024	50.025	50.050	50.336	50.384
50.559	50.606	50.680	50.690	50.705
50.748	50.850	50.865	50.884	50.909
51.095	51.100	51.237	51.282	51.320
51.398	51.442	51.534	51.613	51.746
51.752	51.796	51.832	51.838	51.843
51.880	51.882	51.965	52.005	52.025
52.033	52.123	52.444	52.161	52.186
52.364	52.409	52.485	52.554	52.572
52.573	52.580	52.617	52.640	52.651
52.696	52.785	52.877	52.880	52.934
53.559	53.587	53.599	53.607	53.649
53.677	53.727	53.871	55.024	55.143
55.205	55.238	55.291	55.327	55.367
55.462	55.468	55.469	55.471	55.473

55.475	55.496	55.567	55.611	55.612
55.650	55.684	55.698	55.722	55.723
55.834	55.912	55.983	56.069	56.075
56.156	56.311	56.357	56.399	56.590
56.626	56.641	56.649	56.677	56.694
56.759	56.762	56.799	56.984	57.037
57.052	57.059	57.115	57.233	57.263
57.278	57.280	57.286	57.311	57.468
57.501	57.503	57.534	57.565	57.612
57.634	57.705	57.840	57.854	57.987
57.988	57.991	58.217	58.220	58.279
58.281	58.347	58.348	58.473	58.501
58.555	58.556	58.559	58.583	58.638
58.921	58.922	58.961	59.015	59.035
59.052	59.095	59.126	59.153	59.188
59.192	59.223	59.329	59.374	59.395
59.401	59.459	59.477	59.524	59.575
59.733	59.779	59.819	59.948	60.056
60.100	60.128	60.186	60.207	60.230
60.279	60.285	60.415	60.436	60.461
60.474	60.497	60.529	60.546	60.582
60.635	60.707	60.761	60.909	60.947
60.996	60.999	61.069	61.073	61.204
61.304	61.385	61.505	61.526	61.534
61.594	61.686	61.719	61.738	61.755
61.773	61.793	61.804	61.863	61.886
61.948	62.139	62.159	62.231	62.232
62.251	62.262	62.384	62.432	62.439
62.536	62.698	62.711	62.745	62.796
62.802	62.820	62.864	63.391	63.448
63.623	63.635	63.636	63.874	63.972
64.042	64.267	64.322	64.343	64.373
64.447	64.646	64.683	64.993	66.051
66.092	66.102	66.177	66.207	66.226
66.228	66.255	66.384	66.431	66.498
66.616	66.649	66.698	67.025	67.033
67.083	67.124	67.131	67.137	67.143
67.171	67.247	67.266	67.267	67.381
67.398	67.440	67.478	67.509	67.510
67.520	67.546	67.590	67.739	67.767
69.009	69.107	69.143	69.229	69.259
69.271	69.302	69.496	69.599	69.673
69.685	69.707	69.756	69.777	69.779
69.799	69.867	69.882	70.214	70.313
70.320	70.322	70.374	70.522	70.535
70.542	70.543	70.632	70.732	70.962
71.024	71.046	71.178	71.194	71.372
71.373	71.488	71.569	71.581	72.057
72.062	72.103	72.338	72.358	72.612
72.677	72.689	73.244	73.245	73.249
73.273	74.313	74.324	74.355	74.365
74.385	74.441	74.462	74.481	74.493
74.519	74.549	74.587	74.624	74.812
74.817	74.890	75.040	75.219	75.506
75.569	77.252	77.464	77.471	77.604
77.685	78.128	78.299	78.372	78.498
78.417	78.445	78.583	78.588	78.637
78.716	78.779	78.823	78.905	78.926
78.941	78.958	78.985	79.273	79.376
79.785	79.793	79.956	80.085	80.098
80.133	80.193	80.234	80.257	80.261
80.324	80.536	80.630	80.652	80.702
81.124	81.156	81.159	81.161	81.235
81.241	81.293	81.315	81.540	81.546
81.532	81.533	81.536	81.711	81.731
81.761	81.767	81.794	81.892	81.907
81.923	81.993	82.054	82.212	82.246
82.293	82.346	82.329	82.351	82.412
82.443	82.437	82.500	82.610	82.634
82.795	82.800	82.838	83.014	83.329
83.358	83.360	83.365	83.367	83.374
83.375	83.378	83.434	83.440	83.478
83.540	83.547	83.646	83.676	83.677
83.916	83.955	83.982	83.986	83.993
84.012	84.040	84.050	84.290	84.325
84.956	84.973	84.985	85.007	85.046
85.043	85.071	85.093	85.144	85.147
85.205	85.358	85.368	85.386	85.395
85.398	85.449	85.586	85.638	85.670
85.969	85.982	86.067	86.228	86.498
86.546	86.552	86.625	86.633	86.735

87.058	87.159	87.239	87.560	87.613
87.643	87.735	88.310	88.442	88.463
88.535	88.620	88.662	89.044	89.130
89.245	89.324	89.334	89.349	89.441
89.474	89.545	89.533	89.562	89.579
89.612	89.683	89.700	89.985	90.009
90.207	90.320	90.328	90.358	90.377
90.445	90.446	90.448	90.449	90.469
90.491	90.574	90.718	90.898	90.908
90.938	90.929	91.141	91.171	91.880
91.906	91.914	91.934	91.970	91.987
91.994	92.029	92.063	92.032	92.166
92.199	92.206	92.291	92.323	92.358
92.369	92.471	92.527	92.585	92.624
92.682	92.841	92.843	92.869	92.972
93.605	93.659	93.654	93.717	93.750
93.806	93.895	93.856	93.911	93.942
93.988	96.138	96.256	96.312	96.332
96.405	96.424	96.452	96.455	96.486
98.503	98.522	98.624	98.697	98.775
98.989	98.990	99.069	99.087	99.116
99.142				

100.334	106.045	106.059	106.081
106.085	106.119	106.157	106.162
106.182	106.266	106.271	106.292
106.299	106.356	106.357	106.399
106.439	106.485	106.521	106.538
106.636	106.698	106.784	106.792
106.846	106.830	106.918	106.920
106.953	107.099	107.106	107.148
107.185	107.758	109.098	109.097
109.101	109.197	109.287	109.499
111.255	111.265	111.755	113.017
113.047	113.091	113.264	118.505
118.552	118.572	118.599	118.676
118.698	118.778	119.034	119.088
119.325	119.327	119.343	119.400
119.407	119.490	119.491	119.511
119.563	119.665	119.673	119.788
119.886	119.966	119.974	119.990
120.009	120.089	120.093	120.163
121.007	121.036	121.058	121.062
121.063	121.163	121.174	121.198
121.661	121.707	121.877	121.983
122.056	122.082	122.101	122.144
122.150	122.179	122.191	122.204
122.232	122.242	122.250	122.380
122.402	122.405	122.445	122.583
122.604	122.645	122.672	122.724
122.730	122.766	122.862	122.883
123.027	123.028	123.037	123.054
123.078	123.103	123.114	125.565
125.589	125.681	125.731	125.760
125.825	125.884	125.892	125.975
125.987	125.988	126.135	126.278
126.293	133.078	133.061	133.069
133.180	133.185	133.231	133.262
133.361	133.368	133.462	133.493
133.513	133.563	133.570	133.593
133.613	133.672	133.702	133.710
133.765	133.875	133.935	134.037
134.113	134.218	134.263	134.282
134.292	134.361	134.387	134.418
134.425	134.430	134.450	134.475
134.564	134.692	134.713	134.722
134.762	134.773	134.883	134.893
134.929	134.948	134.996	135.000
135.087	135.096	136.120	136.140
136.164	136.249	136.288	136.313
136.343	136.369	136.416	136.420
136.441	136.498	136.515	136.517
136.524	136.525	136.565	136.591
136.719	136.753	136.766	136.810
136.813	136.815	137.655	137.795
137.843	137.908	137.917	139.326
139.329	139.527	140.049	140.131
140.145	140.152	140.195	140.265
140.288	140.346	142.883	142.921
142.935	143.127	143.146	143.198
143.225			

Liste des obligations de 500 florins sorties au tirage du 14 décembre 1950.

16	61	90	177	191
222	285	425	457	610
689	797	858	978	986
1.011	1.145	1.149	1.160	1.179
1.185	1.192	1.227	1.273	1.363
1.393	1.428	1.446	1.467	1.580
1.584	1.618	1.670	1.700	1.800
1.834	1.847	1.966	1.987	2.038
2.074	2.079	2.093	2.113	2.162
2.199	2.202	2.203	2.212	2.295
2.358	2.408	2.420	2.421	2.493
2.520	2.540	2.571	2.626	2.791
2.839	2.859	2.860	2.877	2.904
3.002	3.024	3.120	3.228	3.240
3.272	3.279	3.280	3.281	3.290

3.305	3.330	3.405	3.438	3.490
3.497	3.587	3.596	3.615	3.661
3.862	3.888	3.968	4.025	4.056
4.135	4.186	4.254	4.256	4.263
4.323	4.331	4.346	4.347	4.363
4.365	4.534	4.594	4.636	4.650
4.679	4.797	4.815	4.845	4.886
4.916	4.947	4.974	5.315	5.317
5.318	5.320	5.350	5.376	5.384
6.034	6.039	6.055	6.075	6.150
6.202	6.216	6.221	6.268	6.282
6.327	6.342	6.353	6.378	6.386
6.389	6.413	6.423	6.442	6.488
6.493	6.544	6.551	6.587	6.599
6.690	6.695	6.740	6.769	6.832

6.847	6.941	7.023	7.103	7.128	29.876	29.881	29.882	29.884	29.902
7.140	7.144	7.304	7.348	7.379	29.906	29.926	29.979	29.989	30.011
7.357	7.392	7.401	7.442	7.488	30.036	30.053	30.138	30.185	30.251
7.516	7.525	7.531	7.533	7.589	30.275	30.368	30.401	30.447	30.517
7.589	7.632	7.643	7.681	7.682	30.533	30.546	30.576	30.599	30 669
7.797	7.815	7.876	7.972	8.071	30.674	30.696	30.764	30.782	30.800
8.084	8.133	8.135	8.183	8.223	30.822	30.836	30.864	30.881	30.893
8.249	8.267	8.268	8.291	8.323	31.048	31.074	31.123	31.206	31.283
8.325	8.391	8.407	8.501	8.533	31.349	31.445	31.470	31.758	31.835
8.665	8.733	8.765	8.875	8.942	31.911	31.924	31.964	32.050	32.077
8.950	9.056	9.066	9.084	9.111	32.106	32.321	32.346	32.355	32.367
9.193	9.274	9.327	9.365	9.396	32.460	32.497	32.509	32.512	32.531
9.420	9.445	9.498	9.513	9.675	32.541	32.576	32.677	32.709	32.718
9.683	9.691	9.775	9.780	9.872	32.752	32.773	32.822	32.838	32.939
9.896	9.903	10.013	10.021	10.025	32.932	32.992	33.010	33.100	34.457
10.028	10.064	10.088	10.090	10.094	34.571	34.666	34.672	34.686	34.736
10.157	10.343	10.474	10.495	10.549	34.790	34.965	35.151	35.266	35.467
10.556	10.647	10.718	10.723	10.743	35.484	35.582	35.599	35.627	35.644
10.891	11.120	11.134	11.189	11.206	35.818	35.872	35.884	35.980	36.045
11.270	11.271	11.274	11.311	11.349	36.046	36.087	36.159	36.193	36.251
11.426	11.481	11.493	11.553	11.609	36.268	36.284	36.411	36.423	36.444
11.713	11.722	11.727	11.819	11.841	36.479	36.541	36.598	36.652	36.668
11.886	11.894	11.945	11.962	11.997	36.669	36.673	36.694	36.725	36.726
12.180	12.186	12.270	12.287	12.310	36.953	36.987	37.003	37.015	37.112
12.325	12.407	12.429	12.494	12.519	37.121	37.237	37.245	37.412	37.435
12.546	12.620	12.721	12.743	12.787	37.453	38.045	38.454	38.261	38.289
12.815	12.853	12.868	12.917	12.982	38.405	38.445	38.481	38.537	40.706
13.058	13.061	13.073	13.075	13.176	40.788	40.882	40.924	40.959	41.068
13.203	13.225	13.231	13.343	13.344	41.085	41.141	41.152	41.161	41.269
13.349	13.355	13.355	13.443	13.461	41.317	41.335	41.356	41.400	41.486
13.558	13.606	13.674	13.731	13.835	41.497	41.598	41.676	41.722	41.744
13.942	14.174	14.176	14.176	14.234	41.766	41.768	41.878	41.908	41.999
14.255	14.301	14.318	14.501	14.511	42.082	42.095	42.100	42.101	42.217
14.546	14.648	14.791	14.817	14.859	42.248	42.271	42.284	42.286	42.347
14.862	14.865	14.906	14.982	14.9.6	42.376	42.386	42.456	42.530	42.573
14.907	15.029	15.097	15.293	15.319	42.585	42.600	42.634	42.643	42.658
15.432	15.452	15.500	15.502	15.631	42.777	42.790	42.843	42.918	42.986
15.722	15.743	15.829	15.859	15.875	43.058	43.101	43.174	43.187	43.288
15.976	16.052	16.036	16.042	16.054	43.338	43.456	43.484	43.508	43.587
16.190	16.397	16.531	16.600	16.680	43.620	43.629	43.695	43.721	43.732
16.688	16.704	16.745	16.829	16.891	43.741	43.785	43.812	43.817	43.845
17.010	17.094	17.042	17.138	17.143	43.894	43.895	43.900	43.917	43.923
17.393	17.503	17.536	17 581	17.585	43.990	44.036	44.075	44.073	44.100
17.610	17.664	17.819	17.836	17.895	44.124	44.154	44.161	44.235	44.245
17.950	17.958	18.003	18.015	18.020	44.253	44.257	44.265	44.274	44.401
18.048	18.069	18.154	18.156	18.157	44.509	44.611	44.640	44.683	44.694
18.264	18.270	18.313	18.327	18.338	44.712	44.729	44.738	44.888	44.902
18.702	19.007	19.396	19.564	19.757	44.924	44.934	44.955	44.960	45.015
19.825	19.881	19.918	19.923	19.930	45.053	45.116	45.143	45.205	45.294
20.037	20.071	20.163	20.158	20.218	45.296	45.301	45.312	45.331	45.356
20.232	20.320	20.324	20.383	20.412	45.539	45.577	45.614	45.638	45.686
20.438	20.459	20.645	20.652	20 666	45.723	45.730	45.817	45.819	45.850
20.671	20.834	21.021	21.022	21.054	45.876	45.895	45.898	45.913	45.941
21.070	21.115	21.175	21 184	21.203	45 991	53.030	53.124	53.182	53.189
21.214	21.220	21.341	21.401	21.487	53.209	53.235	53.263	53.290	53.307
21.547	21.555	22.010	22 053	22.084	53.351	53.370	53.442	53.536	53.623
22.108	22.167	22.169	22.228	22.444	53.726	53.728	53.819	53.828	53.841
22.473	22.521	22.606	22.633	22.674	53.955	53.971	54.037	54.258	54.261
22.712	22.866	22.963	23.120	23.168	54.261	54.284	54.306	54.434	54.507
23.228	23.244	23.269	23.321	23.411	54.550	54.556	55.013	55.032	55.134
23.478	23.520	23.567	23.731	23.747	55.150	55.179	55.181	55.185	55.221
23.785	23.820	23.868	23.871	23.897	55.223	55.243	55.297	55.309	55.389
23 902	23.984	24.002	24.037	24.070	55.749	55.779	55.875	55.894	56.086
24.158	24.164	24.212	24.233	24.245	56.106	56.201	56.234	56.337	56.342
24.327	24.433	24.499	24.504	24.575	56.343	56.426	56.450	56.465	56.489
24.747	24.763	24.774	25.012	25.014	56.706	56.708	56.760	56.776	57.051
25.066	25.068	25.137	25.184	25.194	57.057	57.060	57.122	57.152	57.175
25 471	25.495	25.581	25.586	25.622	57.212	57.231	57.611	57.647	57.663
25.652	25.656	25.675	25.881	25.907	57.694	57.731	57.768	57.781	57.823
25.922	25.936	25.944	26.036	26.082	57.826	57.859	57.870	57.883	57.953
26.115	26.130	26.204	26.210	26.288	57.972	58.007	58.146	58.181	58.200
26.444	26.509	26.571	26.613	26.642	58.269	58.324	58.337	58.437	58.458
26.647	26.675	26.678	26.684	26.688	58.461	58.484	58.489	58.497	58.501
26.699	26.768	26.795	26.880	26.987	58.542	58 526	58.573	58.593	58.600
26.990	26.996	27.067	27.158	27 311	58.650	58.723	58.838	58.867	58.900
27.318	27.327	27.518	27.562	27.706	58.938	58.941	58.954	58.976	59.610
27.707	27 747	27.975	28.082	28.350	59.654	59.701	59.702	59.747	59.791
28.384	28.415	28.451	28.502	28.527	61.049	61.069	61.073	61.088	61.109
28.569	28.606	28.636	28.676	28.682	61.169	61.203	61.350	61.355	61.395
28.829	28.890	28.923	24.973	29.100	61.422	61.425	61.437	61.513	61.523
29.140	29.233	29.281	29.289	29.321	61.557	61.565	61.614	61.715	61.757
29.442	29.481	29.482	29.551	29.703	61.787				
29.731	29.745	29.752	29.827	29.859					

GRANDE BRASSERIE ARDENNAISE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 20.000.000 DE FRANCS

PLACE VOLTAIRE, SEDAN (ARDENNES)

Registre du commerce : 2759.

Obligations 4,25 0/0 1943.

La Grande Brasserie ardennaise, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations 4,25 0/0 1943 de 2.000 F, a procédé à l'amortissement de ces obligations par rachat, et informe les porteurs que, par conséquent, le tirage prévu pour l'amortissement du 1er mars 1951 n'aura pas lieu.

Le conseil d'administration.

Société anonyme des Fonderies de Bayard et Saint-Dizier

CAPITAL : 240 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : A BAYARD (HAUTE-MARNE)

Registre du commerce : Saint-Dizier nos 225 et 226.

Répertoire des producteurs : Haute-Marne n° 96.

MM. les porteurs d'obligations 4,25 0/0 1941 de 5.000 F nominal sont avisés que la société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a racheté en Bourse les cinquante obligations représentant la deuxième tranche de l'amortissement prévu pour le 1er février 1951 et que, en conséquence, il n'y a pas lieu de procéder à un tirage.

L'amortissement antérieur a également été effectué par voie de rachats en Bourse.

Société Civile pour le Recouvrement des Annuités du Gouvernement Italien au Chemin de Fer de Bari à Locorotondo

SIÈGE SOCIAL : 19, RUE DE VALOIS, PARIS

La société, usant de la faculté qui lui est accordée, a procédé, en décembre 1950, au rachat en Bourse, au-dessous du pair, de 2.005 obligations 3 1/2 0/0 de 500 F, qui auraient été appelées à l'amortissement de 1941 à 1949.

Le conseil d'administration.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE : 1, RUE TAITBOUT, PARIS

DÉPARTEMENT DES TITRES : 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

OBLIGATIONS DE 1.000 F 5 0/0 1931

DE LA

société Centrale thermique de l'Adour.

Les porteurs d'obligations 5 0/0 de 1.000 F (émission 1931) de la société Centrale thermique de l'Adour, en liquidation par suite de sa nationalisation (loi du 8 avril 1946 et décret d'application du 21 mai 1946), sont informés que cette dernière, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a procédé par voie de rachats en Bourse à son amortissement du 31 janvier 1951. En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Numéros des obligations restant à rembourser.

NUMEROS des titres.	ANNÉES de remboursement.	NUMEROS des titres.	ANNÉES de remboursement.	NUMEROS des titres.	ANNÉES de remboursement.
1 à 5	49	4.041 à 043	49	6.980	47
273 et 274	47	4.046 et 047	47	7.081 à 085	49
350	49	4.062	48	7.636 à 640	49
403	48	4.096	46	7.696	48
1.069 et 070	49	4.160	48	8.013	49
1.296	48	4.493 et 494	41	8.807	48
1.593 et 594	49	4.786	47	8.926	49
1.907	49	5.121 à 125	48	8.930	49
2.231 à 234	48	5.531	49	9.091	48
2.708 à 710	49	5.738	49	9.211 à 215	49
2.896 à 900	49	6.011 à 015	49	9.621	48
2.986 à 988	47	6.361 à 365	49	9.766 à 768	49
3.126 et 127	49	6.409	48	9.973	46
3.940	49	6.566 à 570	49	9.982 à 984	49

DEMANDES D'ENVOI EN POSSESSION DE SUCCESSIONS

Etude de Me Deveau, avoué, 5, avenue de la République, Mantes-Gassicourt.

Par jugement de la chambre du conseil du tribunal civil de Mantes-Gassicourt du 14 décembre 1950, il a été donné acte à M. Armand-Marie Le Duc, demeurant à Mézières, route Nationale, de sa demande d'envoi en possession de la succession de la dame Berthe-Marie Dreano, son épouse, décédée à Magnanville, le 10 août 1941, sans laisser aucun héritier connu au degré successible, et avant d'y faire droit, il a été ordonné qu'elle serait publiée conformément à la loi.

Pour extrait :

J. DEVEAU.

PUBLICITÉ
CONCERNANT
les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

Aux termes d'un procès-verbal, dressé sous seings privés, à Mulhouse, en date du 22 décembre 1950, enregistré à Mulhouse (actes civils) le 23 décembre 1950, annexé à un acte de dépôt de Me Düring, notaire à Mulhouse du 22 décembre 1950, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Dollfus-Mieg et Ce, au capital de 1.008.000.000 de francs, divisé en 421.000 actions de capital de 2.000 F chacune, et en 80.000 actions de capital de 2.000 F chacune amortie de 500 F, ayant son siège à Mulhouse, a décidé de porter ce capital à 1.260.000.000 de francs par incorporation directe du compte prime d'émission d'actions de 168 millions de francs et d'une somme de 84 millions de francs prélevée sur le fonds de renouvellement des stocks.

Corrélativement, la valeur nominale des deux catégories d'actions a été portée de 2.000 F à 2.500 F.

L'article 5 des statuts a été modifié en conséquence.

Deux exemplaires du procès-verbal relaté ci-dessus ont été déposés au greffe du tribunal de première instance, chambre commerciale de Mulhouse, le 5 janvier 1951.

Pour extrait et mention:

Le conseil d'administration.

AVIS D'ADJUDICATIONS

PREFECTURE DE LA SEINE

Le 15 février 1951, à quinze heures, il sera procédé publiquement au tribunal de commerce, dans l'une des salles du conseil de préfecture, à l'adjudication en quatre lots, au rabais, par voie de soumissions cachetées, de la fourniture des cahiers de classe et des copies en papier blanc, nécessaires aux écoles de la ville de Paris pour l'année scolaire 1951-1952.

Le cahier des clauses et conditions générales applicables aux marchés de fournitures ou d'entreprises de la ville de Paris et du département de la Seine (édition 1950) et le cahier des charges particulières relatif à l'adjudication précitée, sont déposés à la préfecture de la Seine, hôtel de ville, direction du contrôle administratif, économique et financier, sous-direction du matériel, escalier G, 5e étage, porte 532, où l'on peut en prendre connaissance tous les jours non fériés, de quinze à dix-sept heures, sauf le samedi après-midi.

Les demandes tendant à obtenir l'autorisation de se présenter à l'adjudication seront reçues jusqu'au 26 janvier 1951.

La fourniture est évaluée avant rabais à: 14.400.000 F pour le 1er lot; 4.783.750 F pour le 2e lot; 5.000.000 de francs pour le 3e lot; 650.000 F pour le 4e lot.

BILANS DE SOCIÉTÉS

SOUS-COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Bilan au 30 novembre 1950.

ACTIF

Immeubles	143.329.237	
Amortissements	32.926.535	
		110.402.702
Crédit foncier, compte capital		22.500.000
Portefeuille effets		232.806.000
Billets échus et non renouvelés		59.911.825
Accrédités		357.573
Débiteurs divers		14.384.976
Espèces en caisse, banques et chèques postaux		2.963.050
Comptes d'ordre		11.226.408.991
		11.669.738.117

PASSIF

Capital social	93.750.000
Prime d'émission	41.162.500
Réserves et provisions	55.923.602
Crédit foncier, billets échus	46.644.000
Créditeurs divers	190.117.071
Solde décimal reporté	228.000
Profits et pertes	15.503.953
Comptes d'ordre	11.226.408.991
	11.669.738.117

Paris, le 4 janvier 1951.

Le président directeur général du Sous-Comptoir des entrepreneurs,
Signé: J. APPERT.

CREDIT FONCIER DE FRANCE

19, RUE DES CAPUCINES, PARIS (1er)

Situation au 30 novembre 1950.

ACTIF

Espèces en caisse et à la Banque de France		111.721.034
Effets et valeurs diverses		2.574.999.553
Effets divers du sous-comptoir des entrepreneurs		281.161.052
Effets souscrits en contre-partie de prêts à moyen terme		82.933.776
Avances sur dépôts de titres		10.758.413
Correspondants		17.473.852.670
Prêts fonciers:		
Sur fonds d'obligations	23.664.034.076	
Sur avance de l'Etat	362.958.133	24.016.992.209
Prêts maritimes		28.878.276
Prêts communaux:		
Sur fonds d'obligations	59.228.258.333	
Sur avance de l'Etat	1.776.628.616	
Sur fonds de modernisation et d'équipement	10.456.576.984	71.461.463.933
Prêts sur fonds du capital social et des réserves		1.661.250.518
Prêts-réparations de dommages de guerre (lois du 12 juillet 1941)		1.008.457.769
Prêts à moyen terme fonciers et communaux		1.683.309.160
Débiteurs divers		888.426.698
Comptes d'ordre et divers		4.016.111.452
Immeubles sociaux et immeubles acquis		113.117.430
Résultats		»
		125.413.436.943

PASSIF

Dépôts en comptes courants		5.308.984.146
Correspondants		2.210.164.837
Fonds national d'amélioration de l'habitat (ordonnance du 28 juin 1945)		1.655.687.284
Versements différés sur prêts		6.131.725.758
Trésor public: son compte avance de 3 milliards (convention du 3 décembre 1936)		2.178.454.166
Fonds de modernisation et d'équipement (convention du 11/13 octobre 1948)		10.457.283.644
Obligations foncières:		
Montant au pair en circulation	22.849.002.600	
A déduire: Primes à amortir	458.127.813	22.390.874.787
Obligations communales:		
Montant au pair en circulation	64.299.832.350	
A déduire: Primes à amortir	911.968.838	63.387.863.512
Bons à lots en circulation		65.979.565
Obligations à rembourser et intérêts échus à payer		535.461.416
Créditeurs divers		1.228.885.367
Comptes d'ordre et divers		6.982.414.477
Provisions pour l'amortissement des emprunts		750.916.005
Réserves et provisions diverses		968.542.262
Capital social		1.200.000.000
Résultats		»
		125.413.436.943

HORS BILAN

1° Engagements de mobilisation d'effets représentatifs de crédits à court et à moyen terme	8.250.399.915
2° Effets représentatifs de crédits à court et à moyen terme circulant sous l'endos du Crédit foncier de France	6.049.063.650

Certifié conforme aux écritures:

Le gouverneur,
HENRI DEROY.

DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

20 novembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Bastia. **Cercle des amis.** But: questions agricoles, économiques et sociales. Siège social: chez le président, M. Landolfini (Antoine), Venzolasca.

13 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Vienne. **Comité des sœurs gardes-malades de la Verpillière.** But: pourvoir à la subsistance de l'œuvre des sœurs gardes-malades bénévoles de la Verpillière, religieuses de Jésus-Rédempteur; lui apporter une aide matérielle et morale. Siège social: place de l'Eglise, la Verpillière.

13 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de Châteauroux. **Cantine scolaire de l'école Sainte-Anne.** But: fournir aux enfants de l'école un repas chaud les jours de classe. Siège social: route du Pouzat, Pellevoisin.

14 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Vendée. **Amicale vendéenne des déportés du travail requis S. T. O.** But: maintenir entre ses membres un lien permanent d'amitié et d'assistance. Siège social: 4, rue du Château-d'Eau, la Roche-sur-Yon.

14 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de Melun. **Association sportive du pensionnat de Voisenon.** But: éducation physique et sportive. Siège social: au pensionnat, Voisenon.

15 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de Tarbes. **Section métropolitaine des anciens militaires de carrière dégagés des cadres des Hautes-Pyrénées.** But: réunion de tous les officiers dégagés des cadres pour défendre leurs droits. Siège social: 23, avenue de Toulouse, Séméac.

15 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Rochechouart. **Amicale des anciens élèves et amis des écoles publiques et cours complémentaires de Rochechouart.** But: créer et développer des œuvres sociales et des activités éducatrices. Siège social: école communale de garçons, Rochechouart.

15 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Douai. **Association générale de familles d'Aix-les-Orchies.** But: défense des intérêts matériels et moraux de toutes les familles d'Aix. Siège social: café Waymel, Capelle.

15 décembre 1950. Déclaration à la préfecture d'Indre-et-Loire. **Syndicat paragrêle de Saint-Paterne.** But: organiser la lutte contre la grêle et contre les gelées printanières sur le territoire de la commune. Siège social: mairie de Saint-Paterne.

16 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture d'Apt. **Club des supporters de l'U. S. R. P.** But: favoriser le développement du sport à Pertuis; encourager et aider la société U. S. R. P. (Union sportive Renaissance pertuisienne). Siège social: 11, rue Colbert, Pertuis.

18 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Douai. **Local unique.** But: pratique de la colombophilie; amélioration de la race du pigeon voyageur. Siège social: 1, rue Victor-Hugo, Fenain.

19 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de la Châtre. **Amicale des jeunes de Mers-sur-Indre.** But: rassembler les jeunes de la commune afin de resserrer les liens de camaraderie et de solidarité dans les temps futurs; organiser des sorties et excursions. Siège social, mairie de Mers-sur-Indre.

19 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Girons. **Comité de défense des agriculteurs de Sentaraille.** But: défense des intérêts communs aux adhérents. Siège social: mairie de Sentaraille.

19 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Les Vengeurs.** But: pratique du sport colombophile et amélioration de la race du pigeon voyageur. Siège social: café Leroy-Duquesne, rue Humblot, Auchy-les-Mines.

20 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. **Société régionale pour la propagation de l'incinération.** But: propager la coutume de l'incinération dans le département et limitrophes pour remédier à l'insalubrité et à l'encombrement des cimetières; entreprendre toutes études et démarches sur la pratique de l'incinération en vue de la faciliter. Siège social: hôtel des Sociétés, 7, rue du Docteur-Chaussier, Dijon.

20 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de Rennes. **Association des familles rurales de Boistrudan.** But: défense des intérêts moraux et matériels des familles. Siège social: mairie de Boistrudan.

20 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Valenciennes. **Union sportive d'Abscon.** But: pratique des exercices physiques, formation prémilitaire, cours de technique automobile. Siège social: 17, rue Emile-Zola, Abscon.

20 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Local unique.** But: sport colombophile. Siège social: rue Thibaut, mairie de Carvin.

21 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. **Amicale Jean-Macé.** But: grouper tous les membres qui fréquentent ou ont fréquenté l'école Jean-Macé et tous ceux qui lui manifestent une sympathie agissante. Siège social: école de garçons, boulevard de Mulhouse, Roubaix.

21 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Saumur. **Association de Saint-Maur.** But: formation de futurs prêtres et missionnaires. Siège social: abbaye de Saint-Maur, le Thoureil.

21 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Jeunesses et familles d'Allouagne.** But: fondation et entretien d'écoles. Siège social: rue de la Rivièrette, Allouagne.

22 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de Châlons-sur-Marne. **Union des syndicats d'initiative de la Marne.** But: coordonner l'activité des Essi du département. Siège social: 8, rue de l'Hôtel-de-Ville, Châlons-sur-Marne.

22 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Amand. **Ciné-Club saint-amandois.** But: concourir à l'expansion de la culture cinématographique par l'organisation de projections et de conférences. Siège social: salle de l'ancienne mairie de Saint-Amand.

22 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Vienne. **La Persévérante,** fanfare de Chatonnay. But: développer l'art musical dans le pays; prêter son concours aux fêtes publiques et communales. Siège social: maison commune de Chatonnay.

22 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture d'Argelès. **Loisirs familiaux.** But: assurer les loisirs des familles du canton d'Argelès en leur procurant des distractions saines et intellectuelles par des séances cinématographiques récréatives, conférences, réunions sportives, jeux, excursions. Siège social: rue Paché, Argelès.

22 décembre 1950. Déclaration à la préfecture du Tarn. **Orchestre Claude Pellenc.** But: parfaire les connaissances musicales de ses membres et prendre part à diverses manifestations artistiques. Siège social: café de la Poste, lices de Rhônel, Albi.

22 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Oise. **Union fédérale des officiers et sous-officiers en retraite.** But: défense des intérêts des cadres militaires en retraite. Siège social: 1, boulevard Lesseps, Versailles.

26 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Fougères. **Comité des fêtes de Noyal-sous-Bazouges.** But: organisation et conduite des fêtes communales. Siège social: mairie de Noyal-sous-Bazouges.

27 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Amand. **Section locale de l'Union française des associations des combattants, combattants de la Libération et victimes des deux guerres de Saint-Amand et Orval.** But: grouper en tous lieux les combattants, les combattants de la Libération et les victimes des deux guerres en vue de coordonner leur participation à l'œuvre de libération et de reconstruction de la France, à l'organisation de la paix et de la sécurité internationale et de défendre leurs intérêts matériels et moraux. Siège social: mairie de Saint-Amand.

27 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture du Havre. **Yacht-Motor-Club du Havre.** But: développer et pratiquer le sport motonautique sous toutes ses formes. Siège social: 5, rue de Constantine, le Havre.

27 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Louhans. **Association communale de chasse de Simard.** But: repeuplement du gibier et protection des récoltes. Siège social: mairie de Simard.

27 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Camping-Club artésien.** But: répandre et développer le goût et la pratique du camping sous toutes ses formes; grouper les campeurs, caravaniers et touristes; former une coopérative pour l'achat du matériel. Siège social: 56, rue Prévost, Béthune.

27 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de Lille. Cercle colombophile **Union.** But: pratique du sport colombophile et amélioration de la race du pigeon voyageur. Siège social: 81, Grande-Rue, Roubaix.

27 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de l'Eure. **Société d'éducation pour jeunes filles et fillettes de la Couture-Boussey.** But: accepter dans son sein toutes les jeunes filles et fillettes, à partir de trois ans, désireuses de suivre des cours de rythmiques et de rondes populaires et de conserver ainsi une bonne morale et une bonne éducation. Siège social: chez Mme Ravanne, vice-présidente, la Couture-Boussey.

28 décembre 1950. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Amicale des Six.** But: entr'aide sociale et étude des problèmes qui se posent aux sociétaires dans l'art, la musique et le chant amateur. Siège social: café de l'Unité, 228, rue Vendôme, Lyon.

28 décembre 1950. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Ciné-Club béthunois.** But: concourir à l'expansion de la culture cinématographique par l'organisation de projections et de conférences. Siège social: 23, rue Gambetta, Béthune.

28 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de l'Hérault. **Compagnie des écrivains méditerranéens et des amis des lettres.** But: réunir poètes et prosateurs; encourager leurs travaux littéraires; diffuser leurs œuvres. Siège social: 1, rue Cope-Cambes, Montpellier.

29 décembre 1950. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **Amicale des assistants techniques S. N. C. F. de la région Ouest.** But: défense des intérêts de ses membres et resserrer les liens de camaraderie. Siège social: chez M. Lemarchand, 24, rue du Jardin-des-Plantes, le Mans.

29 décembre 1950. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Centre montagne lyonnais.** But: pratique du ski et des sports de montagne; leur diffusion et toutes formes de propagande en faveur du tourisme en général et du tourisme en montagne en particulier. Siège social: 4, rue de la Gerbe, Lyon.

ASSOCIATIONS ETRANGERES

(Décret du 16 août 1901, décret-loi du 12 avril 1939.)

2 septembre 1950. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la préfecture de Lille le 20 décembre 1950.) **Légion du Feu.** But: aide morale aux anciens combattants belges. Siège social: Royal-Hôtel, boulevard Carnot, Lille.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.